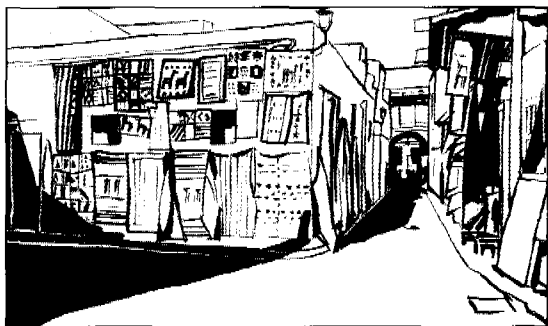


205.40 96EX

expériences outils et méthodes pour un développement urbain partagé



FICHES D'EXPÉRIENCES - VOLUME 1



Avec l'appui de la
Commission Européenne

Programme d'Economie Environnement, d'Initiative et Populaire



205.40.96EX-14963

Enda tiers monde - Preceup

LIBRARY IRC

PO Box 83190, 2509 AD THE HAGUE

Tel.: +31 70 30 889 80

Fax: +31 70 35 899 64

BARCODE: 14963

LO: 205.40 96EX

expériences, outils et méthodes pour un développement urbain partagé

VOLUME I : FICHES D'EXPERIENCES

Coordination :

Farid YAKER

Rédaction :

Points focaux, Preceup, Sylvaine BULLE

Mise en page et corrections :

Vanessa ROUSSELLE, Soraya SMAOUN

Maquette :

Brigitte Devaux, Yacine Derouaz

Illustrations :

Marie-Laure SIMON

Enda tiers monde : Organisation internationale à caractère associatif et à but non lucratif, créée en 1972 et basée à Dakar, BP 3370, Sénégal. **Enda tiers monde** participe à la lutte contre la pauvreté, pour les droits de l'homme et à la mise en œuvre d'un développement durable.

PRECEUP est un programme inter-antennes d'Enda tiers monde lancé en 1994 visant à appuyer au Sud des initiatives locales d'amélioration du cadre de vie des populations défavorisées, à susciter une réflexion et des échanges d'informations sur les questions d'environnement urbain.

Preceup bénéficie du soutien de la Commission européenne et du ministère français de l'Environnement.

Secrétariat du programme : 5, rue des Immeubles industriels - 75011 Paris - France.



PRECEUP (programme d'économie environnementale urbaine et populaire) entend contribuer à l'émergence, la promotion et la diffusion d'initiatives locales urbaines au sud et au rapprochement de ses acteurs.

Par le biais de « Pratiques Urbaines » série de deux documents, Preceup souhaite faire connaître les initiatives d'émanation populaire, basées autant sur des modes alternatifs de gestion environnementale que sur la participation des habitants.

Le document « Expériences outils et méthodes, Vol. 1 : Fiches d'expériences » recense 43 cas d'expériences au sud. Elles sont issues des points focaux et correspondants de Preceup (Enda Graf, Enda Rup, Enda Maghreb en Afrique ; Enda America Latina et Enda Caraïbe en Amérique Latine ; Enda Bombay et Enda Vietnam en Asie), des réseaux français fortement impliqués dans le développement/environnement au Sud (Programme Solidarité Habitat, Programme Solidarité Eau), des « Meilleures Pratiques » (Best Practices) sélectionnées pour la conférence Habitat II...

Document d'information, les fiches présentent les expériences dans leur contexte et leur genèse et précisent les coordonnées de leurs partenaires.

« **Expériences outils et méthodes** » se veut aussi un document de réflexion.

Quatre cahiers où sont répertoriées les expériences commentent les quatre axes et enjeux majeurs du développement participatif :

- La place de l'habitant acteur de son territoire et de son développement,
- Le rôle des associations et organisations intermédiaires à l'échelle locale,
- Les lieux d'innovation économique de développement participatif,
- La dimension sociale de l'innovation technologique.

Dans le paysage de développement partagé, ils donnent à lire un état actuel de pratiques urbaines, dans leurs dimensions sociologiques, économiques et méthodologiques.



SOMMAIRE

CAHIER 1

P. 11

L'habitant acteur, bâtisseur de son développement

■ AFRIQUE 1

Projet pilote de ramassage d'ordures ménagères à Ouagadougou **P. 12**

■ AFRIQUE 2

Projet pilote pour la réhabilitation du quartier spontané de Samé (district-urbain de Bamako), Mali **P. 16**

■ AFRIQUE 3

Programme d'environnement à Thiès (Sénégal) **P. 20**

■ AFRIQUE 4

Assainissement autogéré à Lusaka, Zambie **P. 22**

■ AMERIQUE LATINE 1

Construction de logements sociaux reposant sur l'entraide
Villa Madrid - à Limpio, Paraguay **P. 24**

■ AMERIQUE LATINE 2

Trois ponts sur le ruisseau et fermeture de la décharge informelle dans les
quartiers de Puerto Rico et Los Mina Norte à Saint Domingue, République
Dominicaine **P. 29**

■ AMERIQUE LATINE 3

Promotion de technologies adaptées pour l'alimentation en eau potable et l'as-
sainissement, La Sirena, Cali, Colombie **P. 32**

■ ASIE 1

Des systèmes sanitaires rentables et adaptés, l'exemple de Sulabh International,
Inde **P. 36**

■ ASIE 2

Processus d'intégration sociale des communautés religieuses
« Harmonie Communale » à Shivaji Nagar, Inde **P. 42**

■ ASIE 3

Programme de collecte d'ordures par la population des quartiers à Madras, Inde **P. 45**

■ ASIE 4

Programme d'auto-réhabilitation des quartiers spontanés
(« Kampung »), Surabaya, Indonésie **P. 48**

■ ASIE 5

Programme intégré de recyclage dans le quartier Binh Hung Hoa
à Hô Chi Minh Ville, Viêt Nam **P. 53**

CAHIER 2

P. 59

Les nouvelles formes de partenariat et de médiation à l'échelle locale et le rôle des associations intermédiaires dans le développement urbain

■ AFRIQUE 5

Deux programmes d'animation urbaine et de développement local au Cameroun **P. 61**

■ AFRIQUE 6

Programme d'action concertée pour la transformation de l'environnement à Zinguichor, au Sénégal **P. 66**

■ AFRIQUE 7

Réseau formation-action en gestion communautaire des déchets à Rabat, Maroc **P. 72**

■ AFRIQUE 8

Appui aux initiatives de quartiers de Wahinane Gueule Tapée II au Sénégal **P. 76**

■ AFRIQUE 9

Assainissement communautaire liquide et solide intégré du bidonville de Karyan El Oued à Salé, Maroc **P. 81**

■ AFRIQUE 10

Quartier Medina Fass M'Bao, Pikine, Dakar, Sénégal **P. 83**

■ AFRIQUE 11

Aménagement de caniveaux pour réduire l'érosion pluviale, Dapaong, Togo **P. 87**

■ AMERIQUE LATINE 4

Programme d'environnement à Los Manguitos, Saint Domingue, République Dominicaine **P. 91**

■ AMERIQUE LATINE 5

Programme de ramassage des déchets solides et de protection de l'environnement au Guatemala **P. 93**

■ AMERIQUE LATINE 6

Quatre programmes d'approvisionnement en eau en Haïti **P. 97**

■ ASIE 6

San Juan - Linis Ganda - Ramassage des recyclables à Metro Manila, Philippines **P. 101**

CAHIER 3

P. 107

Dynamiques et espaces d'innovation économique

- **AFRIQUE 12**
Beseya : collecte des ordures de Hamdallaye à Bamako, Mali **P. 110**
- **AFRIQUE 13**
L'assainissement profite à l'agriculture et créé des emplois. Une recherche action à Ouagadougou, Burkina Faso **P. 112**
- **AFRIQUE 14**
Gestion des déchets ménagers à Bamako, Mali **P. 117**
- **AFRIQUE 15**
Construction de maisons à bon marché et création d'une coopérative de logements en Afrique du sud **P. 119**
- **AFRIQUE 16**
Actions dans le domaine de l'assainissement menées par des AMCAV à Port Bouët et Boundali, Côte d'Ivoire **P. 124**
- **AMERIQUE LATINE 7**
Programme d'économie populaire à Saint Domingue (Zone Est), République Dominicaine **P. 128**
- **AMERIQUE LATINE 8**
Entreprise de réutilisation du carton à la Chorrera, Mangangua, République Dominicaine **P. 129**
- **AMERIQUE LATINE 9**
Un réseau d'égouts autonome pour l'urbanisation d'une favela dans le quartier de Lingua de Cobra, Fortaleza, Brésil **P. 130**
- **AMERIQUE LATINE 10**
Contrat municipal pour le recyclage de déchets solides à Manizales, République Dominicaine **P. 134**
- **AMERIQUE LATINE 11**
Deux centres de tri au Brésil **P. 136**
- **ASIE 7**
Collecte et tri de déchets par des jeunes ramasseurs à Bangalore, Inde **P. 138**

CAHIER 4

P. 147

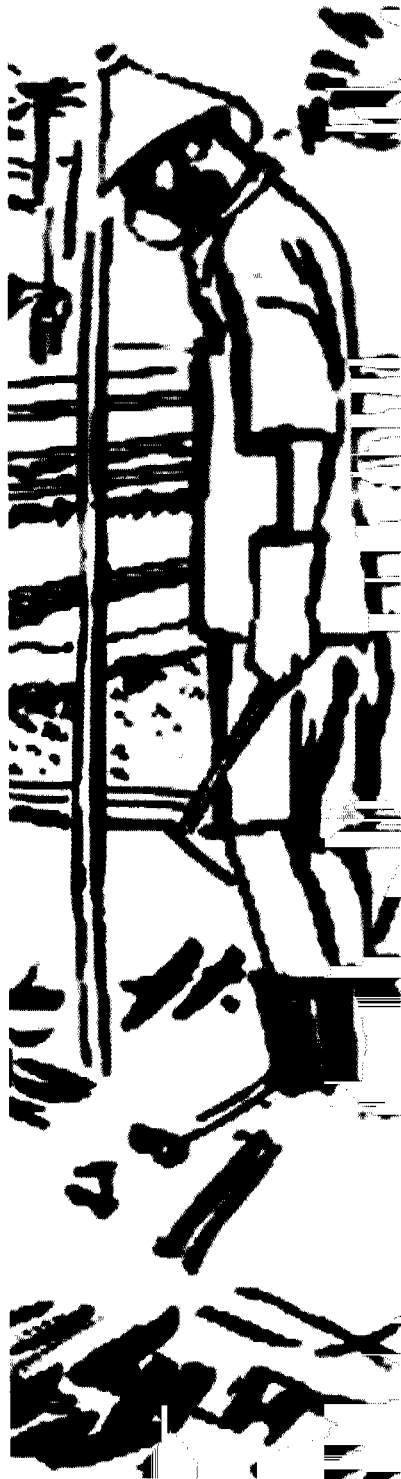
Innovation technologique et expérimentation sociale

- **AFRIQUE 17**
Programme de collecte et recyclage de déchets au Caire, Egypte **P. 144**
- **AFRIQUE 18**
Valorisation des déchets dans les secteurs de Lazaret et Arafat à Rufisque, Sénégal **P. 148**
- **AFRIQUE 19**
Construction et entretien de bornes fontaines dans la périphérie de Maputo, Mozambique **P. 151**
- **AFRIQUE 20**
Présélection des ordures ménagères à partir des foyers, Tunis, Tunisie **P. 155**
- **AMERIQUE LATINE 12**
Agriculture urbaine : potagers du jardin d'enfants San Pablo, à Santa Fe de Bogota, Colombie **P. 157**
- **AMERIQUE LATINE 13**
Collecte et transport de déchets ménagers et création de micro-entreprises à Los Patios, Colombie **P. 159**
- **ASIE 8**
Opération Shobuj Shona, « L'or vert » Bangladesh **P. 162**
- **ASIE 9**
Gestion collective des systèmes sanitaires à Malekar Wadi, Bombay, Inde **P. 165**
- **ASIE 10**
Système intégré permettant le traitement et la récupération à faible coût des eaux usées de la ville grâce aux marécages à Calcutta, Inde **P. 167**

SERIE PRATIQUES URBAINES
expériences & Méthodes
CAHIER 1

**L'HABITANT
ACTEUR,
BATISSEUR DE
SON
DEVELOPPEMENT**

**Expériences, outils et méthodes
pour un développement urbain partagé**



Le citoyen est de moins en moins l'instrument du pouvoir dans l'édification de politiques locales.

L'émergence d'initiatives populaires comme émergence de la demande sociale est significative de nouveaux rapports sociaux qui se tissent au niveau local et dans le développement urbain du Sud.

■ L'habitant bâtisseur de citoyenneté...

Toutes les expériences présentées concordent pour faire reconnaître la population comme première ressource du développement urbain.

La prise de « parole » de l'habitant qui recouvre des terminologies variables (de la mobilisation à la concertation, participation) est devenue une pratique, sinon une culture de projet. Ce qui est donné à voir, à travers les diverses formes de mobilisation de la population, est d'abord la construction d'un espace de dialogue civil et civique ; (espace « participatif » à défaut d'être démocratique), comme espace de référence.

Mais la prise de « parole » par la population, là où elle a pu être confisquée par les pouvoirs publics (notamment en l'absence de démocratie) est aussi la quête d'identités individuelles et collectives et donc de citoyenneté.

L'action communautaire répond souvent à une exigence : celle de civilité autant que de citoyenneté, pour les populations exclues des droits à la cité. Les expériences présentées nous montrent le plus souvent que leurs premiers bénéficiaires en sont les habitants fragilisés, margina-

lisés par le processus de paupérisation, précarité, fragmentation urbaine (généralisés au Sud) : les femmes, les jeunes, les chômeurs et populations spécifiques (handicapés...)

En participant directement à l'initiative populaire (à différents stades d'élaboration des projets), les habitants font ainsi le (ré) apprentissage dans la (re) construction d'identités collectives ou individuelles, de leur appartenance à un espace urbain, où s'opèrent des liens entre civilité et citoyenneté.

Bon nombre d'expériences présentées autour de l'environnement urbain témoignent de la reconquête identitaire par le travail et l'accès à un statut « professionnel ». Toute forme d'activité reconnue, rémunérée, intégrée à un processus d'action communautaire est d'abord vécue comme une reconnaissance individuelle. Les trajectoires sont symboliques :

- charretières analphabètes devenues animatrices en Inde (*fiche AS 1*), au Burkina Faso (*fiche AF 1*), au Mali (*fiche AF 2*) et impliquées dans des programmes d'éducation,
- jeunes délinquants en Inde devenus animateurs pour l'intégration ethnique (*fiche AS 2*),
- jeunes chômeurs devenus embellisseurs de rues en Inde (*fiche AS 3*), ou formés à la maçonnerie au Togo (*fiche AF 11 dans le cahier n° 2*).

L'affirmation identitaire prend ici des formes lisibles reconnues : le salaire, l'accès à des conditions de vie décentes (vêtements, nourriture, logement, compte d'épargne personnel), l'alphabétisation,

la scolarisation, voire l'accès aux métiers de gestion.

■ L'habitant acteur de la fabrication de son territoire...

La participation directe de l'habitant, en même temps qu'elle est un mode d'apprentissage social et professionnel, devient une forme d'engagement dans l'action collective à l'échelle de son territoire (le quartier). A travers la participation de la population à la construction de micro-projets (bénévoles devenus salariés, puis animateurs de projets, c'est le rôle du citoyen « bâtisseur » de son propre territoire et acteur de son développement, qui se trouve reconnu au sein de l'espace public...

■ Effets et impacts de la mobilisation de la population

Si la participation de la population dans l'élaboration des projets locaux est généralement admise et partout présente dans les expériences présentées, c'est que les effets induits en sont évidents :

- crédibilisation de la demande sociale dès lors qu'elle est portée par la population,
- démultiplication des demandes de création de projets, dès lors qu'elles sont relayées par les membres actifs de la population. Ainsi, bon nombre d'associations créées autour des habitants sont appelées à jouer un rôle « d'expert » pour le compte d'autres projets naissants : c'est le cas de l'association de femmes au Burkina Faso conseillant d'autres associations (*fiche AF 1*),
- effet de responsabilisation et sensibi-

lisation à un mode de réflexion globale et territoriale,

- effet de levier pour la création de nouveaux lieux d'expression populaire : associations, comités de quartier, assemblées voire conseils municipaux d'habitants (c'est le cas d'une expérience pilote à Saint Domingue, *fiche AL 4, cahier n° 2*).

■ Le développement urbain participatif a des formes variables...

Dans le grand chantier ouvert par le développement urbain participatif, la mobilisation de la population recouvre une pluralité de formes de la participation strictement économique jusqu'au processus de gestion communautaire :

- participation économique comprise comme apport des habitants en main d'œuvre (bénévole ou salariée), en matériaux,
- participation financière aux recouvrements des coûts d'investissement ou de gestion. Les exemples sont ici nombreux : au Togo (*fiche AF 11 dans le cahier n° 2*), en Afrique du Sud (*fiche AF 15 dans le cahier n° 3*),
- à l'inverse, participation basée sur un processus de consultation associant les habitants à toutes les étapes de fabrication d'un projet, de la concertation préalable à la définition des objectifs, à l'exécution des travaux jusqu'au suivi de gestion.

En témoignent l'autoconstruction d'un quartier au Paraguay (*fiche AL 5*), au Brésil (*fiche AL 9 dans le cahier n° 3*), au Mali (*fiche AF 2*) ou au Vietnam (*fiche AS 5*).

Variabilité des formes, pluralité de concepts ;

la participation des habitants (même limitée aux aspects matériels ou économiques) est la démonstration de leur capacité de mobilisation/structuration autour d'un objectif commun.

■ Conditions de mobilisation de la population pour la réussite des projets

Les expériences ici présentées nous renseignent sur le lien entre mobilisation de la population et autonomie des projets. Leur réussite, leur durabilité sont souvent conditionnées par leur degré d'autonomie :

- certains projets peuvent paraître provoqués ou « imposés » par un opérateur extérieur (l'Etat, soucieux de se décharger dans la gestion de ces services ; une ONG, soucieuse de dupliquer, étendre une expérience réussie. La participation de la population, si elle est acquise, peut paraître lointaine, « conformiste » (surtout si elle est instrumentée par les pouvoirs publics).

- à l'inverse, les expériences de gestion « volontariste » présentent un fort caractère mobilisateur où l'implication des habitants est réelle dans les choix économiques techniques, dans la gestion, dans la représentation aux instances de concertation : comité de quartier, assemblée générale, régie de quartier, voire Comités d'actions communautaires, qui sont des lieux effectifs de concertation et de maîtrise d'ouvrage des projets par la population.

C'est ainsi le cas d'un programme

d'environnement en Colombie (*fiche AL 3*).

L'échec ou la réussite des projets sont également corollaires de leur niveau d'appropriation par les habitants.

La genèse de certaines opérations ; tel l'échec de la collecte de déchets au Bénin appuyé par un opérateur intervenant avec succès au Burkina Faso (*fiche AF 1*) montre que l'appropriation des initiatives exige un temps de maturation, de gestation et de sensibilisation (que les bailleurs de fonds devraient mieux prendre en compte dans leurs contraintes de programmation).

Le temps sociologique d'un projet n'est pas son temps technologique ni son cycle économique. L'insuffisance des délais de « gestation », là où la population n'est pas acquise, ni habituée aux modes de gestion participative (d'autant qu'elle a pu être exclue en d'autres temps des responsabilités civiles et politiques), peut aboutir à une démobilitation collective, faute de sensibilisation, ou de continuité administrative et politique.

■ Obstacles issus des contextes sociaux locaux...

On sait que les initiatives locales résultent d'un ensemble d'énergies sociales. Lorsqu'elles sont l'expression de politiques collectives, elles mettent en jeu des représentations symboliques où l'ethnique, le religieux, le clanique peuvent, dans des combinaisons dialectiques, prendre une place prépondérante.

Jeu d'alliances, jeu de pouvoirs, clientélisme, les porteurs de projets ont à contourner,

détourner, intégrer (dans un jeu dynamique et stratégique d'acteurs) ces contraintes spécifiques.

C'est souvent le cas des groupements de femmes en pays musulman (indiens, subsahariens) qui apprennent à s'allier au pouvoir hiérarchique et masculin (chef de quartier ou de clan).

En témoigne le cas des associations de femmes au Burkina Faso (*fiche AF 1*) ou au Mali (*fiche AF 2*). C'est aussi souvent le cas des associations africaines intégrant les contraintes liées aux appartenances ethniques.

La plupart des expériences montrent que la participation de la population (dans un jeu de rapport de forces souvent contradictoires) est acquise, dès lors que les projets apparaissent comme porteur d'enjeux immédiats ou durables, que l'intérêt général en est reconnu et qu'il ne sont pas en rupture avec les structures sociales pré-existantes.

■ De la représentativité de la parole citoyenne et de ses conditions d'émergence

Le citoyen ordinaire n'est pas acquis naturellement à la parole publique et à sa médiation.

La « parole » émergente est souvent celle de membres leaders, détenteurs d'une culture, d'une connaissance, d'un savoir-faire ou d'une appartenance hiérarchique dominante. C'est le cas des chefs de quartiers, des entrepreneurs privés, des cadres issus du service public, des étudiants, des enseignants...

La formalisation des objectifs d'un projet doit permettre de détecter la demande

implicite, latente, non exprimée dans la demande formelle. Elle doit permettre d'opérer une transcription stratégique de la demande particulière en intérêts et enjeux collectifs.

La structuration, la formalisation de la demande sociale passent indéniablement par :

- des tâches de sensibilisation, information, concertation, très à l'amont des projets (comme le soulignent presque toutes les expériences présentées),
- la création de lieux d'expression populaire, dotés d'une forme juridique et organisationnelle (assemblée locale, comité de quartier...) qui permettent de relayer les demandes.

Prenant acte de cette volonté d'agir, les organisations de « médiation » (ONG du Sud, du Nord, et surtout associations de base qui sont nombreuses en milieu urbain) ont à organiser, rendre visible, accompagner la parole du citoyen.

Les missions qui leur incombent sont nombreuses :

- garantir la représentativité de la demande,
- en assurer la faisabilité à tous les stades des projets (de l'animation à l'expertise, voire à la maîtrise d'œuvre ou d'ouvrage déléguée),
- en assurer la légitimité auprès des pouvoirs publics.

Sylvaine Bulle
Sociologue - Urbaniste

PROJET PILOTE DE RAMASSAGE D'ORDURES MENAGERES A OUAGADOUGOU, BURKINA FASO



Partenaires du Sud : CREPA (*Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût*), Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU), l'association LAGEYAM ; **Partenaire international :** Programme LIFE (PNUD) ; **Début du projet :** 1993

CONTEXTE

Il s'agit du secteur 10 de la ville de Ouagadougou. Quartier majoritairement musulman, qui compte 250.000 habitants, l'ethnie dominante est Mossi.

L'hydraulique urbaine n'assure pas les besoins de la ville : l'assainissement est insuffisant faute de moyens financiers, sa situation nutritionnelle et sanitaire déficiente, rendant les quartiers défavorisés vulnérables.

OBJECTIFS

Mise en œuvre d'un programme d'assainissement de quartier qui profite à la population (notamment aux femmes), qui doit être générateur d'emplois et répliquables à d'autres quartiers.

Les activités sont : la collecte de déchets par charrette, le compostage et vente de compost, la création de mini services (aires de lessives, bornes fontaines, crédits et aides).

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Le projet a démarré en 1993, dans le cadre d'un programme d'intervention du CREPA (Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût). Une première phase (jusqu'à fin 1993) a été mise en œuvre par une première équipe de projet (choisie par les notables et autorités locales) et financée par le CREPA (2 animateurs, 4 charretiers rémunérés et formés) assurant également le fonctionnement de l'équipe (frais d'entretien, matériel, charrettes).

opérateur
CREPA

adresse
CREPA
BP 712

OUAGADOUGOU
BURKINA FASO

Des études de faisabilité (enquêtes auprès de la population, budget prévisionnel, couverture géographique...) ont été effectuées par le CREPA, tout comme la formation des animateurs à la gestion et à l'animation.

A l'issue de la première phase, marquée par la difficulté d'appropriation du projet par la population et des malversations financières, l'association des femmes LAGEYAM ayant démontré sa capacité à gérer un projet, devient maître d'ouvrage. Le CREPA continue à assurer l'accompagnement technique du projet (études de faisabilité) et les formations à la gestion. La montée du projet est rapide :

- l'association assooit son approche communautaire et dans une dynamique de participation de la population,
- la commune de Ouagadougou, les associations de secteur, les chefs de quartier prennent part à la dynamique du projet,
- la campagne d'information est accrue, l'association augmente son nombre de ménages abonnés au ramassage (moyennant redevance),
- l'association étend ses activités au compost et vente de produits et embauche 3 charretiers et trieuses (pour le compost) supplémentaires,
- les postes d'animateurs sont supprimés, les tâches d'animation étant assurées par les charretiers,
- les contraintes de viabilité et rentabilité économique alliées aux objectifs sociaux sont intégrés par les femmes (la grille des salaires est décidée de façon communautaire). Le budget de l'association est excédentaire en fin de 2ème année, les gains étant réinvestis à hauteur de 70 % dans la réalisation d'activités ou d'œuvres sociales,
- le projet est crédibilisé par la population, notamment par le nettoyage systématique et régulier des lieux publics durant la collecte des ordures par les charretiers.

Cadre partenarial et organisationnel

Le mode de fonctionnement de l'opération permet de concilier une volonté de participation et de décisions collectives avec des impératifs de gestion rigoureuse.

Le projet est basé sur un comité de gestion qui supervise le projet et composé de membres influents du quartier, des représentants de la Commune, des associations, un représentant de l'équipe du projet et les partenaires financiers.

Le comité de gestion est le lien organisationnel entre l'équipe, la population et ses représentants religieux ou traditionnels, les services

**« Projet pilote
de ramassage
d'ordures
ménagères »**

**OUAGADOUGOU,
BURKINA FASO**

administratifs. Il veille également à la gestion des abonnements. Au niveau interne, les missions et objectifs de l'association sont clairement définis, avec l'appui du CREPA :

- les missions sont assignées à chaque salarié qui se voit confier des tâches personnalisées (charretiers qui assurent la surveillance du matériel, personnel administratif, son entretien...).

Les partenaires impliqués sont :

- les associations du secteur avec qui sont développés des liens pour mettre en œuvre d'autres expériences pilotes (associations de jeunes, femmes...),
- la Commune qui intervient favorablement dans le règlement des problèmes rencontrés par les femmes,
- le Haut Commissariat et les Services de l'Etat : l'office national des services d'entretien et d'embellissement qui délivre une autorisation d'exercer à l'association et qui dépend du Ministère de l'Équipement représenté au sein du Comité de Gestion,
- une entreprise privée de ramassage avec qui traite l'association pour l'enlèvement des ordures et son transfert en décharge,
- le CREPA qui assure le lien entre les acteurs et facilite les démarches administratives.

ATOUTS ET DIFFICULTES

L'association des femmes s'est heurtée au démarrage du projet, aux pouvoirs traditionnels, ethniques, religieux, très marqués dans cette région sub-saharienne et qui sont un obstacle aux initiatives féminines. Au delà, la dynamique engendrée par l'opération est incontestable :

- Changements dans les modes de décisions locales : les services et autorités locales ont ouvert un dialogue avec les associations.
- L'association a un effet de catalyseur sur les initiatives et joue un rôle d'expert auprès des associations naissantes.
- La crédibilité, solidarité, confiance des jeunes malgré les barrières sociales se sont renforcées : les femmes se sont impliquées dans l'apprentissage des métiers de gestion voire à l'alphabétisation. Toutes sont maintenant détentrices de comptes d'épargne individuels.
- La qualité de service est satisfaisante tout comme le niveau d'autonomie de l'association, dû à son organisation interne (les salariés sont motivés à la qualité et gestion de service).
- Le service a été pensé à l'amont (choix du matériel, étude sérieuse du circuit de ramassage et de la couverture économique).
- L'association a également intégré dans une stratégie « d'alliance » avec les pouvoirs traditionnels les contraintes culturelles et sociologiques.

« Projet pilote de ramassage d'ordures ménagères »

**OUAGADOUGOU,
BURKINA FASO**

A la demande de la population, des opérations similaires ont été tentées dans les secteurs voisins, ou encore en Côte d'Ivoire, ou au Bénin, appuyées par le CREPA.

...Echec ou réussite...

Dans le cas du secteur 29, à Ouagadougou, un projet similaire, géré par une association de femmes, appuyé par le CREPA a été voué à l'échec (en raison de conflits et divergences financières).

Dans le cas du secteur 15 (Patte d'Oie), un projet a démarré avec l'aide du CREPA qui a assuré un appui important en formation.

Le cas des secteurs 10 et 19 (Nossin) est un demi échec. Les modalités de projet ont été décidées par le chef coutumier du secteur qui a désigné un chef de projet, la constitution d'une équipe formée de représentants municipaux et de 2 représentants d'associations. Le CREPA a assuré l'aide au fonctionnement du projet l'investissement (charrettes) et les formations et animations. L'excès d'autoritarisme du chef traditionnel (chargé de la gestion et collecte de fonds) tout comme l'absence d'animation, sensibilisation de la population ont abouti à la dissolution de l'équipe.

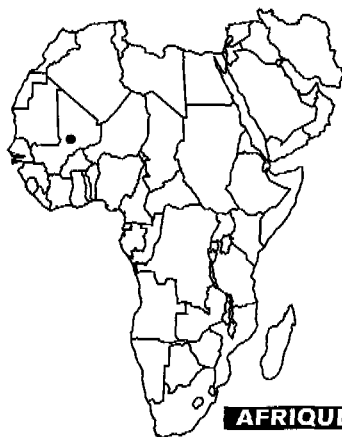
...Dans le cas de Cotonou (Bénin), le projet a été mis en œuvre avec une entreprise privée bénéficiant d'un prêt et d'une formation de l'antenne nationale de CREPA.

L'entreprise est responsable du recrutement des charretiers et assure une gestion de type privée, sous le contrôle d'un Comité de gestion composé des chefs coutumiers et notables locaux. La réussite actuelle de la collecte témoigne des possibilités de partenariat avec le secteur privé, dès lors que celui-ci intègre et privilégie l'intérêt collectif du projet dans ses objectifs de gestion.



**Rédacteur
de la fiche**
Sylvaine Bulle
pour le Secrétariat
Preceup

PROJET PILOTE POUR LA REHABILITATION DU QUARTIER SPONTANÉ DE SAME (DISTRICT URBAIN DE BAMAKO), MALI



AFRIQUE 2

Partenaires du Sud : District de Bamako, Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat malien, l'association de quartier ACDSK, l'ONG ALPHALOG, appui d'Enda Ecopop ;

Partenaire international : PNUD (programme LIFE) ;

Durée : 1993-1996

CONTEXTE

Quartier d'origine agricole où est pratiqué le maraîchage, l'activité économique provient essentiellement de la revente informelle de produits. Le quartier ne dispose pas d'infrastructures (eau, électricité), en l'absence de régularisation foncière, ni de structures économiques. Quartier pluri-ethnique de 4.000 habitants à dominante bambara et peule, il y règne une forte tradition de vie communautaire et d'échange (entraide, réseaux de voisinage) qui ont facilité la structuration d'initiatives populaires).

OBJECTIFS

Le projet de réhabilitation du quartier spontané de Samé est une première opération pilote menée au Mali par une association de quartier, ACDSK (Association Communautaire pour le Développement de Samé et Kouliniko) appuyée par une ONG (ALPHALOG).

Il consiste en :

- l'auto-réhabilitation d'un quartier après recasement, par les habitants, sur la base des objets qu'ils ont défini,
- le renforcement des liens communautaires dans le quartier réhabilité par la création de services de proximité, de micro-projets, par la formation de groupements sociaux ou économiques.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Le projet de réhabilitation du quartier s'inscrit dans le programme

Opérateur
ACDSK

Adresse
c/o Enda
ECOPOP
10, Bd du Canal
IV, Point E,
BP 3370
Dakar, Sénégal

**BAMAKO,
MALI**

LIFE du PNUD soutenant les expériences urbaines innovantes et bénéficie de l'appui d'Enda Ecopop.

Le quartier Samé, situé dans le district III de Bamako (5 km au nord ouest du centre de Bamako) est composé d'une zone spontanée et d'une zone de recasement séparée par un marigot.

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Bamako, élaboré par l'Etat en 1984 (Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat) et le programme national de réhabilitation des quartiers spontanés ont abouti en 1993 à un plan de régularisation foncière du quartier. L'association de quartier (ACDSK) décide de s'associer à la définition et la réalisation du projet et saisit l'ONG (ALPHALOG) implantée au Mali pour définir le cadre foncier et urbain (limites de propriété, emprise des voies, programme d'infrastructures) et déterminer le coût et montage de l'opération, le mode de participation de la population.

Des enquêtes ont été réalisées par l'Association de quartier auprès de la population pour déterminer les besoins, demandes, handicaps et image du quartier.

Réalisations

Le plan d'aménagement, défini par les habitants, l'association de quartier, l'appui de ALPHALOG, a été soumis pour approbation au gouverneur du District. Il a permis le maintien de certaines maisons vouées, dans le projet initial de l'Etat, à la démolition.

De nombreuses opérations ont été réalisées par les habitants, sous le contrôle de l'ADCSK :

- Quatre classes et un centre de santé,
- deux mosquées et un pont réalisés bénévolement par l'association de maçons et les jeunes du quartier,
- reconstruction de maisons et d'un point, de trois bornes fontaines et infrastructures.

Les femmes ont été très nombreuses à participer aux travaux. La population a auto-financé le pont reliant la zone spontanée à la zone de recasement, désenclavant également le village voisin.

La dynamique associative et économique engendrée par le projet de quartier est évidente :

- de nombreuses associations de femmes et création de micro-entreprises de femmes (boutiques alimentaires, teinturerie...)
- création d'un système d'épargne et de crédit pour financer le

« Projet pilote pour la réhabilitation du quartier spontané de Samé »

**BAMAKO,
MALI**



démarrage des entreprises féminines, qui devrait se généraliser à toutes les activités du quartier.

- projets de jardins d'enfants gérés par les associations de femmes avec l'appui de l'ADCSK,
- création d'un GIE de jeunes pour le ramassage d'ordures ménagères (par charrettes),
- constitution d'un groupement de maçons pour la reconstruction de logements en zone de recasement et la réalisation d'infrastructures,
- sensibilisation des jeunes aux travaux d'intérêt collectif et à la création d'emplois,
- création d'un groupement de ferrailleurs et de puisatiers (pour la réalisation de bornes fontaines et de latrines)
- création de deux troupes théâtrales.

Niveau de partenariat local

Des relations se sont instaurées avec la Municipalité par le biais de l'ADCSK qui assure le lien entre Administrations et populations.

« **Projet pilote pour la réhabilitation du quartier spontané de Samé** »

**BAMAKO,
MALI**

L'ADCSK a assuré tout au long du projet :

- le suivi du dossier, le plan d'aménagement auprès de la Direction de l'Urbanisme, de la Mairie et du District ;
- la maîtrise d'œuvre déléguée de l'opération pour laquelle elle a fait appel à un Bureau d'Etudes en infrastructures ;
- le suivi social du recasement : elle siège dorénavant à la Commission des lotissements et représente les droits des habitants (dédommagement pour démolition) ;
- elle est l'interlocuteur de la population : sensibilisation, suivi financier, gestion des fonds issus de la participation.

Les tâches et responsabilités ont été définis de façon conjointe entre l'ADCSK et l'ALPHALOG :

- maîtrise d'œuvre pour l'ADCSK avec assistance technique d'ALPHALOG qui a mis à disposition un directeur du projet,
- un comité de gestion technique réunit les deux associations.

EFFETS INDUITS DU PROJET

La dynamique engendrée a crédibilisé et valorisé l'association de quartier qui a diversifié et étendu ses activités aux villages proches :

- projet de salles de classes et centre de santé,
- réalisation de puisards et de poubelles individuelles...

La complexité de l'opération de réhabilitation, en l'absence de compétences de l'association de quartier dans le montage d'opérations a entraîné quelques difficultés (manque d'information des habitants...).



« Projet pilote pour la réhabilitation du quartier spontané de Samé »

BAMAKO, MALI

Rédacteur de la fiche
Sylvaine Bulle
pour le Secrétariat
Preceup

PROGRAMME D'ENVIRONNEMENT A THIES, SENEGAL



AFRIQUE 3

Partenaires du Sud : *Enda Graf, Fédération Dolley Jappo ;*

Partenaires du Nord : *Union européenne ; Coût : 14.000.000 FCFA ;*

Durée : *illimitée ; début du projet : 1991*

CONTEXTE

Thiès est une ville de 230.000 habitants qui a connu une croissance urbaine rapide. Ville pluri-ethnique, les Wolofs y sont majoritaires. La population active est peu importante (30 % de la population), l'artisanat est peu développé, l'agriculture assure de moins en moins l'auto-subsistance des quartiers.

OBJECTIFS

Il s'agit d'assainir le quartier, développer l'utilisation de l'engrais biologique en lieu et place de l'engrais chimique et, plus globalement, de lutter contre la pauvreté.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Sur la base d'un important processus d'animation mené depuis les années 80, les associations et groupements des quartiers se sont fédérés au sein de la fédération Dolley Jappo, appuyée par Enda Graf. La fédération réunit ainsi plus de trente associations de 23 quartiers, dont 3.000 femmes.

Des commissions de travail et de réflexion se réunissent régulièrement autour des orientations prises pour le développement des quartiers : santé, gestion du cadre de vie, mobilisation de l'épargne, formation.

Activités

Un important programme d'économie populaire a été mis en place, appuyé par Enda Graf :

- mobilisation de l'épargne populaire et création de caisses de

Opérateur
Fédération Dolley
Jappo

Responsable
Mme Khady
Diagne

Adresse
c/o Enda Graf
Thiès
B.P. 3 055
Thiès, Sénégal
Tel : (221) 51 13 68

**THIES,
SENEGAL**

crédits de quartiers pour aider les personnes défavorisées. Les caisses de crédit provenant de l'épargne collective créent également une « habitude » à l'épargne, pour prévenir et parer les difficultés des familles, engendrées depuis la dévaluation du Franc CFA.

- Programme de collecte des ordures par charretier dans les quartiers, 2

fois par semaine. La population assure la rémunération des charretiers (10 F CFA par jour).

- Compost et agriculture biologique : un champ a été mis à disposition par la Fédération pour le compost et le maraîchage biologique. Enda Graf assure la formation des 16 jeunes aux techniques biologiques de compost et maraîchage utilisant des fertilisants naturels. Des échanges sont mis en place avec un programme similaire à Rufisque, appuyé par Enda Rup. Le programme devrait s'étendre à plusieurs autres quartiers de Thiès.

- Insertion économique des populations défavorisées en appuyant des micro-projets, de groupes marginalisés (cireurs, handicapés, prostituées) et par la création d'une mutuelle de santé (pour parer à l'insuffisance des services publics de santé).

A travers le programme d'économie populaire, la Fédération Dolley Jappo et Enda Graf souhaitent au delà de la création d'emplois :

- coordonner et réfléchir à un projet technologique social global,
- valoriser intelligemment les ressources des quartiers,
- mettre en place un système de gouvernance locale basé sur l'auto-responsabilisation des citoyens et leur reconnaissance au sein des décisions municipales qui les concernent, le renforcement de leurs identités, de leurs droits individuels et collectifs.
- Etre interlocuteurs, voire experts, auprès de l'Etat en ce qui concerne les droits (fonciers, juridiques, civiques) des citoyens,
- valoriser la place des jeunes au sein des activités de maraîchage et les sensibiliser à un mode de gestion urbaine alternative.

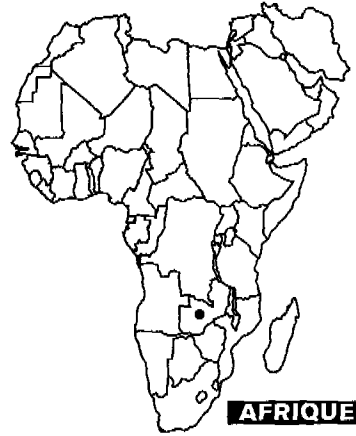


« Programme d'environnement

**THIES,
SENEGAL**

**Rédacteur
de la fiche**
Aloyse Ndiaye pour
Enda GRAF

ASSAINISSEMENT AUTOGERE A LUSAKA, ZAMBIE



AFRIQUE 4

Partenaire local : Lusaka City Council ; **Partenaires du Nord :** NBBL/NORCOP (Norvège), EZE (Allemagne), ICCO Zeist (Pays Bas) ; **Coût :** 2.600.000 USD ; **Début du projet :** 1990

CONTEXTE

Bauleni, jusqu'en 1990, était une zone non-contrôlée où les populations pauvres s'étaient installées. Les autorités ont depuis lors accepté leur établissement, mais n'ont pas les ressources pour développer l'infrastructure et les services publics. Des logements bas-de-gamme, de mauvaises conditions de santé, un fort taux de chômage et de bas salaires pour ceux ayant un emploi caractérisaient cet endroit. Le problème à Bauleni était dû aux maisons construites en terre glaise séchée au soleil qui s'effondraient à la saison des pluies.

OBJECTIFS

L'objectif est simple : aider les gens à se prendre en charge.

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

Les partenaires de Human Settlement of Zambia (HUZA) pour le financement sont :

- NBBL/NORCOP de Norvège à hauteur de 600.000 US\$.
- EZE, Allemagne, à hauteur de 1.000.000 US\$.
- ICCO Zeist Pays Bas à hauteur de 1.000.000 US\$.

La participation municipale est réalisée à travers le Lusaka City Council. Dix personnes salariées sont employées sur le projet. Les bénéficiaires sont les habitants de Bauleni et de la région environnante.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Les résidents ont contacté HUZA pour un soutien, et en 1990, le pro-

Opérateur
Human
Settlements
of Zambia
(HUZA)

Responsable
HUZA STAFF

Adresse
Human
Settlements of
Zambia
Lusaka, Zambie

**LUSAKA,
ZAMBIE**

jet d'aide autogérée (« self help ») a commencé. Le principal objectif est d'améliorer les conditions de vie à Bauleni par un soutien aux activités d'aide autogérée qui permettent à la population de développer la région. Le projet est basé sur différents comités, tels que le Comité des Résidents de Bauleni, le Comité de Santé et d'Eau, et des Clubs de génération de revenus. Des réussites ont rendu la région attirante à tel point que la population de la région a plus que doublé depuis 1990.

Réalisation du projet

L'amélioration de l'assainissement dans la région passe par la construction de latrines. Quand une nouvelle maison est construite, la terre glaise pour les briques est creusée sur le terrain même, suffisant pour un trou de 4 à 5 mètres de profondeur. Ici les latrines construites peuvent être utilisées pendant environ 10 ans.

Par le projet, HUZA a introduit de nouvelles techniques de construction telles que l'ajout de ciment à la terre glaise locale pour renforcer les briques, ou encore la production de tuiles à partir de Sisal local et de ciment afin de remplacer les toits de tôle ondulée. HUZA assure des actions de motivation et une formation dans ce domaine et fournit le ciment que les gens peuvent acheter pour construire leurs propres maisons. Une partie du volet de génération de revenus consiste en la formation par HUZA d'un groupe de jeunes hommes que la population peut engager pour faire ce travail.

Ainsi HUZA apporte une triple contribution :

- d'animation : mobilisation, organisation, renforcement des ressources humaines et formation technique et écologique ;
- économique : avec l'emploi et l'auto-gestion de l'habitat,
- technique : la maîtrise des outils, l'assistance technique, l'assainissement, la plantation d'arbres et l'auto-provision de puisards d'eau.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Information, éducation et efforts spécifiques sont investis dans l'amélioration des conditions de nutrition et de santé. Des formations sur le planning familial et des activités pré-scolaires sont aussi organisées. Information et formation, latrines améliorées ainsi qu'une meilleure évacuation des eaux usées ont sensibilisé la population aux problèmes de santé et de nutrition. Par contre, ces efforts demandent encore un effort prioritaire.

« Assainissement autogéré »

**LUSAKA,
ZAMBIE**

**Rédacteur
de la fiche**
Human Settlements
pour Enda Rup

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX REPOSANT SUR L'ENTRAIDE - VILLA MADRID - À LIMPIO, PARAGUAY



AMERIQUE
LATINE 1

Partenaires du Sud : ONG La « Sociedad Salesiana del Paraguay » (SSP), Le Conseil national pour l'habitat (CONAVI) ; **Partenaires du Nord :** L'Agence espagnole de coopération internationale (AECI) ;
Début : 1992

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Mai 1992 : Approbation du projet par le CONAVI.

Juin 1992 : Signature d'un accord inter-institutionnel entre la SSP, l'AECI et le CONAVI.

Juillet 1992 : Définition des fonctions, règles, réglementations et organigrammes liés au projet de construction.

Août 1992 : Travaux de nettoyage de la zone par les futurs bénéficiaires qui sont logés dans une ferme, dans des camps provisoires assurant des services de base.

Octobre 1992 : Début des travaux de construction des logements et des infrastructures.

Avril 1994 : Achèvement des travaux de construction de 254 maisons, installations collectives et infrastructures, ce qui correspond à la phase 1 du projet Villa Madrid.

Mai 1994 : Inauguration officielle de la première phase du projet.

Juin 1994 : Début des travaux de construction de 100 habitations et de l'infrastructure, correspondant à la deuxième phase du projet.

Décembre 1994 : Achèvement de 38 % des travaux prévus.

Activités

Le système d'autoconstruction de logements reposant sur l'entraide mis en œuvre dans ce projet pilote a permis d'aboutir aux résultats suivants :

- encourager une philosophie reposant sur le travail collectif, sur l'entraide et la promotion de l'autoconstruction de logements

Opérateur
Sociedad
Salesiana del
Paraguay (SSP)

Adresse
Capitan Figari
c/Tte. Farina,
Asuncion,
Paraguay

**LIMPIO
PARAGUAY**

comme un moyen qui permet d'assurer aux populations les plus défavorisées un toit décent, avec le confort de base.

- promouvoir des programmes reposant sur des coopératives, qui constituent un moyen efficace de canaliser les ressources et de réduire le déficit en logements dans les régions rurales et sub-rurales du pays.

- consolider l'unité et le développement d'organisations de citoyens, par l'intermédiaire du travail collectif et de la formation, pour atteindre une certaine autonomie.

De même, la création d'une communauté de ce type, grâce au travail collectif pour la construction de logements reposant sur l'entraide, a donné aux familles une nouvelle identité : elles deviennent membres d'un groupe dont l'objectif est d'obtenir un meilleur niveau de vie, ainsi qu'une amélioration des conditions de vie, de la santé, de l'éducation, de la formation et de l'environnement.

Résultats

Le projet Villa Madrid constitue une expérience pilote en matière de logement. Il a un impact considérable, grâce à la nette amélioration du niveau de vie de ses bénéficiaires, issus des populations les plus défavorisées, qui logeaient au préalable sur des terres qui risquent d'être inondées, en bord de rivière, et à proximité de décharges, sources de maladies et de parasites.

La qualité de vie a été améliorée sur les plans suivants :

Logements

Les terrains abritant les logements actuels sont surélevés, bien aérés, plantés d'arbres et facilement accessibles. Lors de la planification urbaine, une attention particulière a été accordée à la topographie et à la protection de l'environnement, afin de protéger le site contre des rayonnements solaires excessifs durant l'été tropical chaud. De même, des programmes éducatifs ont été mis en place pour sensibiliser les communautés à l'importance de la reforestation permanente et de la culture végétale et maraîchère, pour protéger les terres.

Services disponibles

Réseau électrique et éclairage public, réseau de distribution d'eau dans les habitations, systèmes sanitaires et traitement des eaux usées (système différent avec un drainage superficiel), transports publics.

Education

La Villa Madrid possède un centre de formation créé grâce à un

**« Construction
de logements
sociaux reposant
sur l'entraide »**

**LIMPIO,
PARAGUAY**

accord conclu avec le Ministère de l'Education et de la culture, qui n'accueillera pas seulement les habitants du site, mais ceux de toute la localité entourant le projet.

Formation

Le système d'entraide permet l'enseignement et l'apprentissage par la pratique, donnant ainsi aux personnes un métier dans le bâtiment.

Santé

Le projet comprend un centre de santé mis en place grâce à un accord entre le Ministère de la Santé Publique et du bien être social, qui fournit une assistance et une formation dans la région, et plus particulièrement aux femmes de Villa Madrid et des environs.

Promotion sociale

Grâce à sa composante religieuse, le SSP soutient l'organisation sociale des bénéficiaires. L'objectif de ce travail est d'aboutir à la coopération et à la solidarité entre les membres du groupe, grâce à la formation et la motivation. Ce type de planification recueille souvent un écho favorable. Le résultat direct est une forte implication des familles, ce qui permet de réduire le coût final des logements grâce à l'importante présence de main d'œuvre.

Activités productives

Au sein de la localité, des zones sont consacrées à des activités comme l'horticulture et l'apiculture, avec une assistance technique spécialisée fournie par la Faculté d'agronomie de l'Université nationale, qui assure des programmes de formation dans ce domaine.

Par ailleurs, la SSP s'engage pour le développement de produits fabriqués localement.

Le projet Villa Madrid constitue un exemple pour les populations disposant de ressources réduites. Il a un impact sur le développement urbain croissant de la région.

Durabilité du projet et applications éventuelles

Ce projet-pilote de construction de 654 logement, qui repose sur l'autoconstruction et l'entraide, a soulevé un très vif intérêt dans tout le pays. Il a bénéficié du soutien et de la participation de quantité d'entreprises du secteur privé (petites et moyennes entreprises), des ONG et des communautés bénéficiaires.

Très positifs, les résultats de l'expérience ont entraîné une grande sensibilisation du public, et aujourd'hui, l'aide aux « sans-abri »

« Construction de logements sociaux reposant sur l'entraide »

LIMPIO, PARAGUAY

constitue une priorité de la politique du gouvernement. Le système de l'auto-assistance constitue un élément central de la stratégie et de la politique du CONAVI et des ONG dans la lutte contre le manque de logements.

Le projet Villa Madrid propose non seulement un système de construction, il crée aussi une communauté dont la philosophie repose sur les coopératives et l'assistance mutuelle. Il constitue un excellent exemple à reproduire, et ce pas seulement à l'échelle locale ou à court terme.

La maintenance du projet est assurée grâce à la promotion et la consolidation de la Coopérative des Services de Villa Madrid, qui prévoit des crédits pour l'extension de logements et la création de petites entreprises, sources d'emplois.

Pour le développement du projet, l'AECI et le CONAVI ont envisagé la création d'un fonds renouvelable, qui pourrait contribuer à l'achèvement du programme. Il servirait exclusivement au financement de nouveaux bâtiments qui verront le jour grâce à la méthode de l'autoconstruction avec assistance mutuelle. Ce fonds sera créé avec des contributions apportées par les bénéficiaires des maisons, en rapport avec la valeur des maisons disposant d'une infrastructure, d'un terrain et de services de communauté faisant partie du projet.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Consensus et approbation sociale

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le projet repose sur l'implication totale des familles bénéficiaires. Le travail de groupe et la coexistence ont permis d'atteindre largement les objectifs majeurs, à savoir la création de logements, la formation, l'éducation, la santé, la création d'emplois, et avant tout la création d'une nouvelle identité pour les membres de la communauté qui travaillent régulièrement et ensemble, pour améliorer le niveau de vie. L'objectif est que chaque famille qui le souhaite puisse devenir bénéficiaire du projet.

Application

La naissance d'une communauté telle que Villa Madrid démontre la différence fondamentale qui existe entre des lotissements dont les logements ont été construits par des grandes entreprises et livrés clés en main, et ceux reposant sur l'application du système de l'autoconstruction de logements, qui exigent la participation active de chaque famille, et l'entraide entre les familles.

Les familles sont fortement impliquées dans la construction de leurs logements et vis-à-vis de l'ensemble du groupe de bénéficiaires, ce

« Construction de logements sociaux reposant sur l'entraide »

LIMPIO, PARAGUAY

qui dénote un changement radical dans les attentes de chacun des membres, faisant de l'éducation, du travail collectif et de la protection de l'environnement des priorités.

Durabilité du projet et applications ultérieures

Comme nous l'avons mentionné plus haut, Villa Madrid constitue un projet de construction de logements complet, dans la mesure où il prévoit tous les services de base nécessaires à la communauté et le développement de la communauté en harmonie avec l'environnement.

Toutefois, ce type de programmes, réalisés grâce à des accords de coopération interinstitutionnels, favorise la décentralisation de programmes sociaux à l'échelle locale et nationale, qui s'étendent aux activités dans les domaines suivants : l'éducation, la santé et l'alimentation, la protection de l'environnement, la formation professionnelle et la création d'emplois, la promotion de coopératives impliquant la communauté, etc.

Promotion d'accords institutionnels pour la mise en œuvre de projets

Le projet Villa Madrid a été mis en œuvre avec succès sous forme expérimentale, avec la participation de divers éléments de la société.

Ces éléments sont les suivants :

- Gouvernements nationaux : Paraguay et Espagne.
- Autorités locales : Municipalité de Limpio, Paraguay.
- ONG : Sociedad Salesiana del Paraguay.
- Institutions gouvernementales :
 - . Conseil national de l'habitat, Paraguay.
 - . Agence Espagnole de Coopération Internationale.
 - . Ministère de l'éducation et de la culture.
 - . Ministère de la santé publique.
- Secteur privé : petites et moyennes entreprises intervenant pour des travaux d'infrastructure spécifiques.
- Membres de la Communauté Villa Madrid.

« Construction de logements sociaux reposant sur l'entraide »

**LIMPIO,
PARAGUAY**

Rédacteur de la fiche
L'opérateur pour Habitat II (Best Practices)

TROIS PONTS SUR LE RUISSEAU ET FERMETURE DE LA DÉCHARGE INFORMELLE DANS LES QUARTIERS DE PUERTO RICO ET LOS MINA NORTE A SAINT DOMINGUE, REPUBLIQUE DOMINICAINE

Coût : 6.731 USD ; Début du projet : avril 1993



CONTEXTE

Le quartier de Puerto Rico a une population d'environ 25.000 habitants des secteurs pauvres et moyens. Les premiers se trouvent notamment au bord des ruisseaux. Le quartier se trouve dans la partie est de Saint-Domingue, ville d'une population de 2,5 millions d'habitants. Il est traversé par un grand ruisseau et la limite nord est le cours du fleuve Ozama. Au Sud il y a une grande avenue.

Ce quartier est un secteur de logements construits de manière informelle et spontanée, s'entassant au fur et à mesure à partir des établissements individuels de personnes délogées d'autres zones de la ville.

OBJECTIFS

Les objectifs du projet sont :

- Promouvoir la récupération des zones d'environnement détérioré et dangereuses dans le but d'améliorer la vie de la population.
- Stimuler l'éducation et l'organisation des habitants afin d'accroître leur capacité de gestion, de pression et de négociation.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Ce projet a débuté en avril 1993, lorsque quelques groupes du quartier de Puerto Rico ont vécu une expérience enrichissante d'assainissement de l'environnement avec la participation de la population. Ces efforts en commun ont réussi à unir davantage les groupes et à

Opérateur

CEDECO (Centre Dominicain d'éducation écologique)

Responsable

Radhames
Martinez

Adresse

Juan Sanchez
Ramirez #60
Altos Zona
universitaria
Saint Domingue
République
Dominicaine
Tel/fax : 688-2 633

**SAINT
DOMINGUE,
REPUBLIQUE
DOMINICAINE**

prendre conscience de l'importance d'un environnement sain, ainsi qu'à accumuler des expériences de gestion par la population et vis-à-vis de l'Administration (municipalité). Cette expérience leur a permis de comprendre que l'assainissement est un processus permanent, exigeant la participation active de la population. Pour cette raison, les dirigeants ont décidé de poursuivre abondant des problèmes précis. Ils ont choisi comme point de départ la fermeture d'une décharge, source d'accumulation des déchets et donc des maladies, et de prévenir les accidents et les disputes entre voisins. Parallèlement, CEDECO recevait des fonds provenant du CID et du CRS destinés à ce genre de problèmes (la génération du processus a abouti à cette demande).

Puis, les groupes ont commencé à sensibiliser la population bénéficiaire, en réussissant à former une nouvelle « Assemblée communale de Flor Naciente » qui a poursuivi les efforts d'organisation et les différents travaux. Chaque action concrète était précédée d'un ensemble d'activités : présentation de vidéocassettes, dialogue, conception technique, financement (tombolas, kermesses, films, etc.).

Préalablement à la construction, une équipe technique est constituée, composée par une architecte de CEDECO et les maçons du quartier intégrés au projet.

Le principe méthodologique qui sert de cadre à cette expérience est celui de l'Education Populaire : elle fait partie de la réalité socioculturelle des individus ; dans un dialogue constant visant à la participation active des gens.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Les perspectives d'un projet comme celui-ci consistent à établir une base organisatrice pour que la population soit en mesure d'améliorer son contexte physique, et à développer à l'avenir les bases organisatrices et subjectives afin que l'État assume une plus grande responsabilité, par un investissement considérable dans la récupération totale des ruisseaux traversant Los Mina Norte.

En outre, on espère renforcer la capacité de négociation et de gestion des dirigeants.

Il faut préciser, néanmoins, que le processus entamé n'est pas linéaire et doit faire face au même obstacle d'organisation : l'instabilité. C'est peut être la principale faiblesse des groupes nés dans ce contexte où les gens ont des problèmes socio-économiques considérables qui se rajoutent aux autres difficultés.

« Trois ponts sur le ruisseau et fermeture de la décharge informelle dans les quartiers de Puerto Rico et Los Mina Norte »

SAINT DOMINGUE, REPUBLIQUE DOMINICAINE

Un élément intéressant mis en évidence par le projet après un certain temps est la possibilité d'entreprendre d'autres expériences de construction. Après le pont, les habitants ont construit des marches et ont réussi à agrandir l'aqueduc existant pour alimenter 30 familles qui n'avaient pas d'eau potable.

A l'heure actuelle, il existe un noyau de dirigeants avec une expérience d'organisation qui cherchent des solutions collectives pour le secteur à la vue des résultats palpables et impalpables.

A partir de ces expériences nous pouvons conclure qu'en dehors du paternalisme et de l'assistance, le but n'est atteint que lorsque les objectifs fixés au-delà des travaux visent à développer la capacité d'organisation de la population.

Aussi, le travail est réalisé dans des situations extrêmement précaires, étant donné la situation socio-économique des individus.

Également, la possibilité de promouvoir des projets de cette nature dépend du niveau d'organisation et de conscience de la population concernée. Faute de cela, il faudrait se consacrer d'abord à créer les conditions.

Un élément très favorable pour la réalisation du projet c'était l'existence d'un ensemble de dirigeants jouissant d'une grande acceptation parmi la population et d'une grande vocation de travail.

Cette tâche exige beaucoup de patience puisque l'extrême pauvreté de ces secteurs rend les organisations très instables.



« Trois ponts sur le ruisseau et fermeture de la décharge informelle dans les quartiers de Puerto Rico et Los Mina Norte »

SAINT DOMINGUE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Rédacteur de la fiche
Yolanda De Leon
Mata pour Enda
Caribe

PROMOTION DE TECHNOLOGIES ADAPTEES POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT LA SIRENA, CALI, COLOMBIE



AMERIQUE
LATINE 3

Partenaires du Sud : *La compagnie municipale de transport, Le Secrétariat pour la Santé (Municipalité de Cali), Institutions privées locales et régionales, La population concernée et le Comité d'Actions communautaires, Le CINARA, L'Université Valle ;*

Partenaires du Nord : *La DGIS (Agence de coopération des Pays Bas)*

CONTEXTE

La Sirena est située au sud de la ville de Cali en Colombie et fait partie de l'aire métropolitaine de Cali. Ses 2. 500 habitants, parmi les plus pauvres de la région, ont un faible niveau d'éducation, de faibles revenus et une faible couverture de leurs besoins de base. Cette population s'est constituée par migration depuis les zones rurales. Etant donné le manque d'emplois disponibles, la plupart des habitants de la Sirena réalisent de petits travaux tels que vendeur dans les rues, qui ne leur permettent que de subsister au quotidien. Toutefois, une partie de la population est employée à Cali dans les services urbains.

OBJECTIFS

L'action réalisée visait à rechercher une alternative rustique et de faible coût pour l'alimentation en eau potable de La Sirena. La solution retenue est la technique de la filtration sur sable (Slow Sand Filtration technology), développée par l'Université Valle et le CINARA.

DESCRIPTION DU PROJET

L'initiative de l'action pour l'amélioration de la qualité de l'eau a émergé de la communauté, qui, au travers du « Junta de Acción Comunal » (Comité d'Actions Communautaires), a demandé l'assistance technique de l'Université Valle et du CINARA pour la construction d'une station de traitement de l'eau. Le CINARA et des représentants de la communauté ont ensemble défini et planifié l'action.

Responsable
María -Lúcia Borba

Adresse
IRC (International
Water & Sanitation
Centre)
P.O. Box 93 190
NL - 2 509 AD
La Hague
Hollande
Tél. :
31- 70- 33 141 33
Fax :
31 70 38 140 34

**CALI,
COLOMBIE**

Le processus était basé sur l'idée qu'un choix technologique ne serait adopté que si la communauté est intégrée au projet sans que sa dynamique interne ne soit bousculée. Pour cela il était nécessaire de développer des stratégies encourageant la participation et l'autonomie de la communauté, sans heurter les habitudes et le système de relations sociales.

Les fonctions du CINARA et de l'Université Valle étaient les suivantes :

- planification et mise en place du système de traitement des eaux en relation avec la communauté ;
- aide au Comité d'Actions Communautaires pour la gestion des aspects financiers ;
- formation des membres de la communauté au fonctionnement et à l'entretien du système de distribution d'eau ;
- conduite générale des travaux de construction.

Les rapports étroits entre la communauté, au travers du Comité d'Actions Communautaires, et le CINARA ont permis de trouver des solutions concertées aux problèmes et contraintes relatives à l'adduction d'eau. A présent, le Comité d'Actions Communautaires, dont les membres ont été formés par le CINARA, est responsable du système d'adduction d'eau et de la gestion de la station de traitement de l'eau. Il doit maintenant :

- former de nouvelles personnes à la gestion et à l'entretien du système de traitement de l'eau ;
- assurer le contrôle et la surveillance de la qualité de l'eau et de son usage ;
- assurer la gestion technique et administrative du réseau ;
- délivrer les autorisations d'installation de prises d'eau à domicile ;
- établir de nouveaux contrats et payer le personnel ;
- assurer le fonctionnement et l'entretien du système.

RESULTATS OBTENUS

Le projet a permis de construire un poste de santé, de paver les rues, d'améliorer le système de drainage, de mettre en place un réseau de distribution d'eau à partir de l'aqueduc et d'assurer une négociation permanente avec les organisations gouvernementales pour la recherche de financement.

Impact social et culturel

70 % de la population de La Sirena a pris part au projet et une

« Promotion de technologies adaptées pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement »

CALI,
COLOMBIE



organisation communautaire (le Comité d'Actions Communautaires) s'est mise en place, s'est organisée et a régulé son activité grâce à la constitution d'un règlement statutaire interne. Les connaissances acquises par les habitants sur le fonctionnement de leur système d'approvisionnement en eau, leur permet d'assurer sa maintenance et de réaliser des campagnes de sensibilisation afin d'améliorer les conditions d'hygiène et l'usage rationnel de l'eau.

**« Promotion
de technologies
adaptées pour
l'alimentation en
eau potable et
l'assainissement »**

**CALI,
COLOMBIE**

Impact économique

- le coût de la réparation des conduites a été diminué ;
- l'augmentation du tarif de l'eau a été accepté par les habitants, il a alors été possible d'accroître le réseau de distribution et d'assurer le paiement du système de traitement de l'eau ;
- le temps passé par les femmes et les enfants pour le transport de l'eau peut maintenant être consacré à d'autres activités (l'école pour les enfants, des activités génératrices pour les femmes) ;
- les dépenses en frais médicaux ont diminué.

Impact politique et urbain

Le haut niveau d'organisation sociale de cette communauté a conduit à un changement de la configuration physique du lieu quant à la variété des types de maison, la technique de construction et les matériaux utilisés. Le projet a stimulé la participation démocratique et l'autonomie de la communauté. De plus, un soutien politique accru a été apporté par les institutions gouvernementales dont ont bénéficié plusieurs secteurs (santé et transport pour l'instant).

Impact écologique

La majorité de la population perçoit maintenant la ressource en eau comme une source de développement et de bien être, ce qui facilite l'action du Comité d'Action Communautaire en matière de contrôle de l'eau.

PROBLEMES RENCONTRES

Les campagnes de sensibilisation n'ont pas eu un impact important, en effet la communauté n'a pas un contrôle direct sur le micro-bassin et les autorités en charge de la gestion des ressources naturelles ne se conforment pas à leur juste fonction.

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

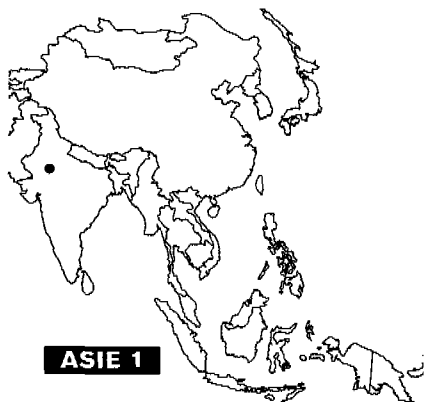
- Le Secrétariat pour la Santé (Municipalité de Cali) a fourni le financement initial.
- Des institutions privées locales et régionales ont également participé au travers de dons et de ristournes sur les achats de matériel de construction.
- La compagnie municipale de transport a aidé le projet en prêtant des véhicules pour le transport des matériaux.
- La DGIS (Agence de coopération des Pays-Bas), au travers de l'Ambassade des Pays-Bas en Colombie a fourni un financement pour l'achèvement de la construction de la station de traitement de l'eau.

« Promotion
de technologies
adaptées pour
l'alimentation en
eau potable et
l'assainissement »

**CALI,
COLOMBIE**

**Rédacteur
de la fiche
PSEAU
(Programme
Solidarité Eau)**

DES SYSTEMES SANITAIRES RENTABLES ET ADAPTES L'EXEMPLE DE SULABH INTERNATIONAL, INDE



ASIE 1

CONTEXTE

En Inde, la défécation en plein air et l'utilisation de tinettes sont largement répandues, tant dans les régions rurales que dans les zones urbaines. Cette situation a conduit à la pratique dégradante de l'enlèvement manuel des excréments humains par des hommes, ce qui a stigmatisé une caste à part, celle des intouchables. Cette pratique est non seulement dégradante pour l'être humain, elle entraîne aussi de nombreux risques sanitaires. Au cours de la période précédant l'indépendance du pays, deux technologies sanitaires ont été introduites, les fosses septiques et les systèmes d'égout. Ces deux technologies posaient des problèmes de maintenance et d'exploitation, mais elles étaient aussi coûteuses. Dans les zones urbaines, le système le plus répandu était celui des latrines primitives à fosse unique, sous différentes formes. Les spécialistes d'environnement et d'ingénierie sanitaire jugent ce système fort peu satisfaisant, dans la mesure où il ne traite pas et n'élimine pas efficacement les excréments humains. Un autre domaine dans lequel les installations sanitaires sont loin de répondre aux exigences est celui des latrines publiques. Les toilettes publiques gérées par la municipalité n'ont pas rencontré de succès et elles étaient dans un mauvais état. L'échec de ces toilettes est dû à diverses raisons, qui vont de leur conception à leur exploitation et à leur maintenance, ce qui a eu pour résultat que les utilisateurs préféreraient souvent utiliser des espaces en plein air plutôt que ces latrines peu satisfaisantes.

En outre, l'importante pénurie de terres viabilisées dans les régions urbaines a contraint de plus en plus de pauvres à chercher refuge dans des zones basses. En raison des inondations régulières et des fluctuations du niveau hydrostatique, ces zones basses sont particulière-

Opérateur
Sulabh International
Social Service
Organization

Responsable
Dr. Bindeshwar
Pathak
(fondateur)
Shri. A. K. Roy
(Pdt Département
Technique)

Adresse
Sulabh Bhawan
Mahavir Enclave
Palam Dabri Road
New Delhi -
110 045
Inde

INDE

ment touchées par la contamination du sol et de l'eau et connaissent quantité de problèmes sanitaires.

OBJECTIFS

Les objectifs à court terme de Sulabh recouvrent la création de latrines utilisables et peu coûteuses, et les moyens permettant d'assurer leur maintenance. Les objectifs à long terme consistent à amener d'importants changements dans les attitudes et les habitudes individuelles des populations pauvres urbaines. Pour l'exploitation des installations, les objectifs spécifiques de Sulabh sont les suivants :

- La suppression de la pratique inhumaine du transport d'excréments humains dans des tinettes/latrines « sèches », améliorant ainsi la santé, l'environnement et la productivité.
- L'exploitation et la maintenance de complexes de toilettes collectives, incluant des installations de bains et de laverie payantes.
- La production de biogaz à partir d'excréments humains et la production d'électricité comme source d'énergie alternative.
- Des projets de recherche et développement visant à élaborer des solutions pratiques pour les problèmes de gestion de déchets solides et liquides, avec recyclage et récupération des matières premières.
- La réhabilitation des éboueurs, en leur proposant une formation professionnelle, ainsi qu'à leurs familles.
- La création d'écoles anglophones pour assurer l'éducation des familles des éboueurs, afin de permettre leur ascension sociale.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Le Dr Bindeshwar Pathak a mis au point un concept adapté et à faible coût de latrines à chasse d'eau manuelle et à double fosse pour la gestion sur place de déchets humains, constituant une alternative aux tinettes. En 1970, il a créé Sulabh Shauchalaya Sansthan (aujourd'hui Sulabh International Social Service Organization) pour diffuser l'idée de transformer les latrines « sèches » des habitations en latrines à chasse d'eau manuelles, dotées d'un joint d'étanchéité.

Principales dates

1970 : Création de Sulabh Shauchalaya Sansthan, aujourd'hui appelé Sulabh International Social Service Organization.

1972 : Introduction dans les habitations de toilettes à double fosse et à chasse d'eau manuelle avec un dispositif anti-fuite peu coûteuses, appelées Sulabh Shauchalaya.

**« Des systèmes
sanitaires
rentables
et adaptés,
l'exemple
de Sulabh
International »**

INDE

1974 : Introduction de toilettes publiques payantes, appelées complexes Sulabh Shauchalaya.

Stratégie

La stratégie de Sulabh réduit non seulement le poids qui pèse sur les administrations municipales, mais elle permet aussi aux municipalités de remplir plus efficacement leurs obligations sociales. Elle assure la concordance des apports technologiques et sociaux dans un programme d'envergure, s'appuyant sur une triple stratégie qui se définit par les priorités suivantes :

- conversion de latrines « sèches » en latrines à eau économiques,
- libération des éboueurs manuels,
- réhabilitation des éboueurs libérés, par l'intermédiaire de programmes de formation et autres mesures de soutien visant à rétablir les droits et la dignité des hommes.

La stratégie de Sulabh se démarque fondamentalement des approches conventionnelles, sur trois plans au moins :

- sur le plan du rôle des organisations bénévoles, Sulabh a mis l'accent sur l'action et la mise en pratique plutôt que sur la diffusion et le soutien psychologique,
- l'organisation fournit à la fois du savoir-faire et des équipements,
- elle préconise une approche décentralisée, accordant la priorité au développement de ressources locales.

Accords institutionnels et partenariats

Le mouvement Sulabh illustre la manière dont un partenariat entre un organisme gouvernemental local et une organisation non gouvernementale, qui bénéficie du soutien de la communauté, peut avoir un impact de taille sur l'amélioration de la qualité de l'environnement dans des zones où vivent les populations les plus défavorisées.

Dans les bidonvilles, la participation de la communauté a constitué un élément essentiel du succès de Sulabh. Des programmes d'éducation ont permis de créer une sensibilité sanitaire qui affecte la vie des populations des bidonvilles. Par conséquent, le mouvement constitue davantage une innovation sociale qu'une innovation technologique. Il a permis de modifier durablement les valeurs et les habitudes d'hygiène des populations pauvres urbaines, faisant de la propreté et de l'hygiène une partie intégrante du déroulement de leurs journées. En fournissant des toilettes aux communautés qui en avaient fait la demande, Sulabh a motivé et renforcé l'implication des populations à l'échelle de la communauté.

**« Des systèmes
sanitaires
rentables
et adaptés,
l'exemple
de Sulabh
International »**

INDE

Systèmes de gestion et processus de prise de décision

L'élément-clé de la stratégie de Sulabh est la sensibilisation et le changement de comportement des populations. A cette fin, l'équipe de Sulabh et les volontaires ont mené des campagnes de porte-à-porte pour parler aux gens et les convaincre de transformer leurs latrines en Sulabh Shauchalayas (latrines à double fosse et chasse d'eau manuelle). Les bénéficiaires avaient simplement à remplir des formulaires pour effectuer une demande de prêt et de subvention, et autoriser Sulabh à percevoir l'argent et convertir leurs latrines « sèches » en Sulabh Shauchalayas. Sulabh assure tout le travail consistant à prendre l'emprunt et réaliser le projet.

Après la transformation des latrines « sèches », Sulabh International délivre des certificats de garantie de cinq ans aux bénéficiaires, qui assurent la réparation rapide de tout défaut de construction ou la solution rapide de tout problème technique, et ce, gratuitement. Sulabh International a mis au point une infrastructure spéciale assurant des travaux de construction de qualité et fournissant un suivi de qualité.

Pour la construction et la maintenance de toilettes et de bains publics, la stratégie de Sulabh consiste à jouer un rôle de catalyseur entre les agences officielles et les utilisateurs des complexes Sulabh. Les terrains et les moyens nécessaires à la construction de toilettes et de bains publics et l'eau et l'électricité sont fournis par les organismes locaux. Sulabh réalise la construction de ces complexes et en assure la maintenance durant 30 ans, en en faisant payer l'utilisation.

Les femmes

Bien que les programmes de Sulabh aient pour groupe cible les résidents pauvres des bidonvilles et des lotissements - et en particulier ceux qui n'ont pas accès aux latrines sanitaires - en général, une attention particulière a aussi été accordée aux besoins des femmes dans ce groupe, ainsi qu'aux femmes parmi les éboueurs. Lors du processus de rééducation, Sulabh a consciemment et délibérément veillé à ce qu'il y ait des femmes parmi les étudiants et les formateurs. Récemment, une formation en matière sanitaire a été dispensée à des volontaires femmes, qui devraient former d'autres femmes, et assurer ainsi la diffusion du message.

Bien que lancé par une ONG, le programme Sulabh Shauchalaya a beaucoup profité de son association avec des agences d'aide internationales, comme le PNUD, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé et des médias locaux et internationaux. Des organisations internationales d'aide ont contribué à diffuser le mouvement

« Des systèmes sanitaires rentables et adaptés, l'exemple de Sulabh International »

INDE

Sulabh en assurant la promotion du programme auprès des autorités locales et nationales.

Réalisations

A ce jour, Sulabh a construit ou transformé plus de 700.000 Sulabh Shauchalayas dans les habitations et 3.000 toilettes publiques, fournissant des installations sanitaires à environ 10 millions de personnes. Plus de 35.000 éboueurs ont été délivrés de la tâche de l'évacuation manuelle. Plus de 3.400 pupilles et membres des familles des éboueurs déchargés de leur travail ont bénéficié d'une formation professionnelle. Dans environ 240 localités, la pratique de l'enlèvement manuel a pu être supprimée. Des changements spectaculaires se sont produits dans l'environnement des localités où Sulabh s'est impliqué. Dans les localités où la pratique de l'enlèvement manuel a été supprimée, toutes les latrines « sèches » des habitations ont été transformées en latrines à double fosse et à chasse d'eau manuelle. Dans les villages Sulabh, la mise en décharge d'excréments frais pathogènes a pris fin, ce qui a conduit à une amélioration de l'environnement.

De plus, les latrines publiques gérées par Sulabh - qui sont aujourd'hui exploitées selon le principe de l'utilisation payante - ont considérablement amélioré la qualité des installations mises à la disposition des utilisateurs. Ces utilisateurs sont essentiellement des sans-abris, des pousse-pousse, des personnes se rendant à leur travail, des personnes habitant dans des logements où la construction de toilettes individuelles n'est pas possible, etc. Sulabh assumant la gestion des latrines pour une période de 30 ans, les autorités municipales ne sont plus chargées de leur exploitation et de leur maintenance. Ce système s'est avéré être une aubaine pour les autorités locales qui tentaient de maintenir leur ville propre et un environnement sain. Outre l'amélioration de l'environnement, ces complexes sanitaires ont permis de rendre aux hommes leur dignité, en : (a) fournissant à ceux qui en ont besoin des toilettes et la possibilité de se laver dans l'intimité, et en (b) libérant les éboueurs de leur tâche dégradante. Aujourd'hui, on tente de transformer ces complexes en centres de services au public, en y proposant le téléphone, des soins de santé et des services sociaux familiaux, de l'eau propre (potable) et des consignes.

Le succès des activités de Sulabh International a incité le gouvernement indien et ses gouvernements régionaux à lancer et mettre en place des programmes LCS dans toute l'Inde, avec les objectifs suivants : (a) transformer toutes les latrines « sèches » des zones urbaines en latrines à chasse d'eau manuelle conçues par Sulabh ; (b) installer ces latrines là où il n'y a pas de latrines ; (c) créer davantage de toi-

**« Des systèmes
sanitaires
rentables
et adaptés,
l'exemple
de Sulabh
International »**

INDE

lettes publiques payantes ; et (d) supprimer la pratique de l'enlèvement manuel. Dans le cadre de ce projet, les éboueurs délivrés de leur travail ont suivi une formation pour trouver un nouvel emploi.

BILAN DE L'EXPERIENCE

Les Sulabh Shauchalayas ont eu un impact de taille sur l'amélioration des conditions environnementales dans les bidonvilles. Ils ont également contribué à la création d'une société plus juste sur le plan social. Le succès de Sulabh réside dans la cohérence de la mission. Les solutions proposées se démarquent des propositions traditionnelles des gouvernements et sont l'occasion de mettre en pratique des actions directes qui tirent leur force des besoins et du soutien du public. Sulabh intéresse fortement les responsables de la planification et les responsables de terrain dans les grandes métropoles. Cette technologie permet de fournir des équipements de base à une grande partie de la population qui est coupée des services municipaux officiels.

Dans la mesure où les populations isolées ont moins tendance à se sentir socialement responsables des conditions environnementales dans les villes, Sulabh met en place des projets de sensibilisation pour créer une meilleure implication vis-à-vis de la communauté.

Dans les grandes villes où les organismes publics n'ont pas les moyens financiers pour assurer des services essentiels, Sulabh propose en outre un développement à coût réduit reposant sur la participation de la communauté. De plus, au vu du taux de natalité extrêmement élevé des grandes villes - ce qui ne permet pas de répondre à la demande de services de base - Sulabh constitue une option abordable et très efficace, qui peut être mise en place rapidement.

La principale leçon qu'il convient de tirer de l'expérience de Sulabh est que lorsque les ressources financières sont limitées par les administrations centrales, certaines missions peuvent être déléguées efficacement à des organisations populaires, agissant au niveau de la communauté. La stratégie de Sulabh réduit non seulement le poids qui pèse sur les administrations municipales, mais elle permet aussi aux municipalités de remplir plus efficacement leurs obligations sociales. Elle assure la concordance des apports technologiques et sociaux dans un programme d'envergure, s'appuyant sur une triple stratégie qui se définit par les priorités suivantes :

- conversion de latrines « sèches » en latrines à eau économiques ;
- libération des éboueurs manuels ;
- réhabilitation des éboueurs libérés, par l'intermédiaire de programmes de formation et autres mesures de soutien visant à rétablir les droits et la dignité des hommes.

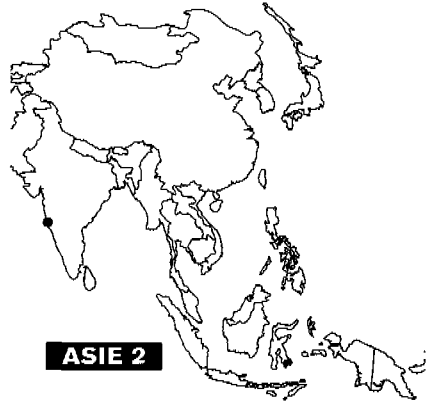
**« Des systèmes
sanitaires
rentables
et adaptés,
l'exemple
de Sulabh
International**

INDE

**Rédacteur
de la fiche**
Sulabh
International pour
Habitat II
(Best Practices)

PROCESSUS D'INTEGRATION SOCIALE DES COMMUNAUTES RELIGIEUSES

« HARMONIE COMMUNALE » A SHIVAJI NAGAR, INDE



Partenaires du Sud : Police locale, écoles municipales (5),
Organisations communautaires de base du voisinage ;
Coût : 6.600 USD (200.000 INR par an) ; **Début du projet :** 1992

CONTEXTE

En 1992, de graves émeutes communales ont éclaté à Bombay. Shivaji Nagar, Baiganwadi, et les localités voisines ont été les plus sévèrement touchées. Les émeutes ont fait 85 morts et des centaines de blessés ; 200 maisons ont brûlé et 900 ont été endommagées. Très rapidement, Apanalaya a mis en place des programmes d'aide et de réhabilitation, jouant un rôle important dans l'atténuation des tensions. Les populations ont souffert : peurs, angoisses et traumatismes. Ce projet a été conçu à l'époque comme un projet durable pour aider la communauté à gérer la situation. La police et BMC (Bombay Municipal Corporation), qui ont coopéré avec l'agence durant la période suivant les émeutes, ont poursuivi leur collaboration. Pour la vie des populations défavorisées des villes, l'harmonie et l'intégration sociales sont aussi importantes que leur accès aux infrastructures. D'une part, toute perturbation dans le rythme de vie de la ville affecte le plus gravement les populations pauvres des villes en raison de leur grande vulnérabilité (perte des revenus quotidiens, manque de mobilité, interruption des services d'aide, etc.). D'autre part, les conflits ethnico-religieux fragilisent d'abord les populations défavorisées. C'est dans une situation conflictuelle, résultat des affrontements communaux, qu'Apanalaya, une ONG de développement centrée sur l'homme, a choisi de s'intéresser délibérément à la question de l'intégration sociale à Shivaji Nagar, région de Baiganwadi.

OBJECTIFS

- Développer des relations intracommunautaires pour atténuer les tensions existantes

Opérateur
APNALAYA

Responsable
M. J. Kamle

Adresse
Apanalaya Center
Lotus colony, Plot
N° 14
Shivaji Nagar
Govandi, Bombay
400 043
Inde

**SHIVAJI NAGAR,
INDE**

- Promouvoir l'harmonie et la paix au sein de la commune
- Aider les enfants pour qu'ils puissent surmonter les traumatismes liés aux émeutes qui ont touché la commune.
- Permettre l'accès aux infrastructures, encourager les enfants à la solidarité.

Les bénéficiaires/participants du projet sont : la population de Shivaji Nagar soit 30.000 habitants (dont hindous : 50 %, musulmans : 40 %, autres : 10 %).

On compte parmi les participants actifs : 20 organisations communautaires de base et 5 écoles.

METHODOLOGIE UTILISEE

- Organisation de programmes pour les enfants
- Création de comités de vigilance
- Activités inter-communales grâce aux organisations locales
- Verbalisation des angoisses et des peurs, débouchant sur des discussions
- Création d'une semaine de l'harmonie communale dans les quartiers

ORGANISATION

L'agence travaille dans la localité depuis plus de dix ans et jouit de la confiance totale des communautés locales, tant hindoues que musulmanes. Après les émeutes, qui ont laissé toute la ville, et en particulier certains quartiers comme Shivaji Nagar, totalement anéantis, Apnalaya a décidé, en accord avec les jeunes du quartier, de travailler sur le processus de cicatrisation et d'intégration des communautés. L'association a coopéré avec les écoles et les écoliers de la localité, pour les aider à surmonter leurs traumatismes, et leur permettre de surmonter les clivages qui les séparent, en s'impliquant dans l'harmonie communale et le respect mutuel. La participation d'un grand nombre d'enfants à différents programmes (rassemblements, chants, danses, concours, etc.) a permis la transmission de ce message aux familles et au voisinage. L'agence a pu ainsi impliquer un grand nombre d'adultes, et en particulier des femmes, dans ce projet. Ces projets d'ingénierie sociale ont demandé des efforts continus et un renforcement permanent, par l'intermédiaire de diverses activités.

Après l'expérience de la première année, qui s'est traduite en décembre par une « Communal Harmony Week » (Semaine de l'harmonie communale), l'agence applique aujourd'hui divers programmes visant à renforcer le message tout au long de l'année.

La polarisation croissante des communautés, due à l'expansion de

« Harmonie communale »

**SHIVAJI NAGAR,
INDE**

forces fondamentalistes, constituent le plus grand défi à relever dans ce processus.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Le processus de guérison des conflits qui séparent une commune est toujours lent et long. Ce processus est fragile, mais cela suppose des personnes « fortement motivées » et impliquées dans l'action collective pour l'intégration.

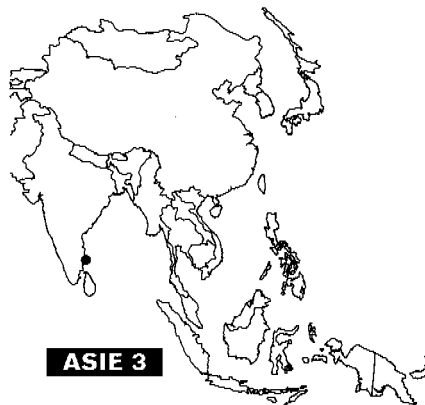


« Harmonie
communale »

**SHIVAJI NAGAR,
INDE**

**Rédacteur
de la fiche**
Virup Panwalkar
pour Enda Bombay

PROGRAMME DE COLLECTE D'ORDURES PAR LA POPULATION DES QUARTIERS A MADRAS, INDE



Partenaires du Sud : *Madras corporation, Civic Exnora*

CONTEXTE

La ville de Madras (5 millions d'habitants) connaît de sérieux problèmes environnementaux et notamment des problèmes d'enlèvement des déchets en raison du manque d'infrastructures et de l'insuffisance des services municipaux.

L'action de Exnora International

- Objectif social : inculquer une conscience civique parmi les populations, et une motivation d'auto-assistance.
- Objectif de service : promouvoir l'excellence dans tous les domaines touchant à l'environnement urbain.
- Objectif environnemental : collecte des déchets ménagers et amélioration des conditions et du cadre de vie.

OBJECTIFS

Faciliter la création de groupes locaux appelés « CIVIC EXNORA » au niveau de la rue, qui prennent en charge les déchets domestiques des habitants et créer ainsi une « initiative locale pour l'environnement »

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

Le partenaire d'Exnora International est Madras corporation. EXNORA International travaille en étroite collaboration avec les représentants gouvernementaux et s'assure de la participation de la population dans les programmes gouvernementaux. Les bénéficiaires du projet sont la population des quartiers de Madras et les ramasseurs.

Opérateur
Exnora
International

Responsable
N. B Nirmal

Adresse
42 Giriappa Rd.
T. Nagar
Madras 600 017
Inde

**MADRAS,
INDE**

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

La création d'Exnora est une réponse aux problèmes d'environnement. Le principe du projet est très simple : l'ensemble des résidents d'une zone forment un « CIVIC EXNORA ». Chaque unité ainsi constituée organise sa propre collecte de déchets, le nettoyage et l'embellissement des rues. Les participants acquièrent ainsi une plus grande conscience environnementale.

Organisation du projet

Le premier CIVIC EXNORA comprenait une vingtaine de personnes.

Chaque CIVIC EXNORA emploie des « Street beautifiers » (embellisseurs de rues) sélectionnés et formés par EXNORA International (normes de tri des déchets). Leur tâche principale est de collecter les déchets auprès des ménages et de les remettre aux véhicules municipaux ou aux centres de transfert.

Les recyclables sont revendus aux marchands de déchets, tandis que les matières organiques sont traitées en procédé de vermiculture et sont utilisées comme compost domestique et/ou communautaire. Les Street Beautifiers sont rémunérés par les résidents via les CIVIC EXNORAS, et ce revenu est complété par les gains de la valorisation (vente des recyclables et de compost).

Les CIVIC EXNORAS achètent ou louent des bicyclettes pour les Street Beautifiers.

Le statut social des ramasseurs, bien que n'étant pas la préoccupation principale du projet à l'origine, est devenu très important dans certaines zones. Ainsi, en plus du travail régulier, des classes d'alphabétisation ont été organisées.

Participation de la population

Les Street Beautifiers sont payés par les ménages. En effet, les résidents versent à la CIVIC EXNORA à laquelle ils sont rattachés, 15 à 20 Roupies par mois. Chaque unité peut ainsi collecter 800 Rs par mois. De ce total, 600 sont consacrés aux salaires des Street Beautifiers, 100 aux remboursements d'emprunts et le reste est conservé en fond prévisionnel.

Chaque CIVIC EXNORA est autonome, dirigé par un comité élu localement. Les tarifs d'inscription au service, les modes de paiement... sont déterminés de manière autonome par ces comités. Les activités des CIVIC EXNORAS sont coordonnées par EXNORA

« Programme de collecte d'ordures par la population des quartiers »

**MADRAS,
INDE**

International, à qui ces groupes paient une cotisation annuelle de 100 Rs, en plus de frais d'inscription (100 Rs également). Ce système fonctionne bien, mais il repose presque entièrement sur les paiements réguliers des résidents.

Résultats

Plus de 60.000 personnes bénéficient actuellement de ces services. Soit 500 rues (20 % de la ville de Madras), organisées en 150 CIVIC EXNORAS environ.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Malgré un certain succès, plusieurs problèmes ont été rencontrés. Parfois les résidents ne désirent pas que les ramasseurs aient un rôle légitime dans les quartiers riches. Ceux-ci ne sont alors pas toujours prêts à payer les frais du ramassage. En outre, le projet ne se charge que des déchets domestiques. Or, les rues sont de plus en plus encombrées de déchets « verts » (issus du jardinage) et de construction, ce qui peut être source de problèmes.

Autres secteurs d'activités d'Exnora International

- Projets de formation : pour les habitants des bidonvilles de Madras et les populations rurales de Tamil Nadu.
- Etablissement, avec la participation d'autres organismes locaux, du « Citizens Waterways Monitoring Programme » (programme des citoyens de surveillance des voies d'eau), afin de prévenir et éliminer la pollution de l'eau.

Ce programme comprend l'identification des points d'arrivée de polluants, leur(s) source(s), le lobbying, les plans d'action légaux, et un plan à long terme de coopération avec le gouvernement, les institutions, les industries.

- Module d'études en 2 ans, dans les écoles, comprenant 40 volets d'études. Parmi les domaines étudiés : climat et qualité de l'air urbain ; gestion des déchets solides urbains ; bruit ; nature ; énergie dans la ville. L'apprentissage permet aux étudiants de mieux identifier les problèmes environnementaux urbains et de prendre conscience des dynamiques sociales, collectives et des aspects économiques, politiques, urbains.

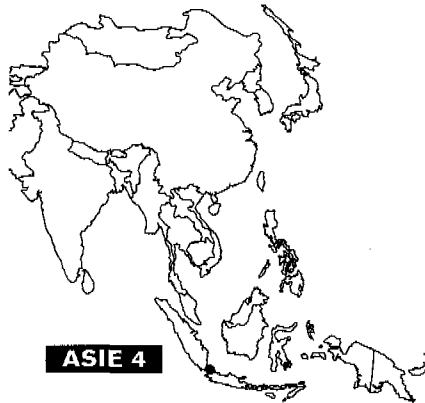
- Réseau international d'initiatives sur les déchets : TAKATAKA. Ce réseau diffuse connaissances et informations sur la gestion des déchets pour faciliter la sensibilisation. Des antennes sont basées en Inde, en Colombie, en Egypte, en Indonésie, au Kenya, aux Pays-Bas et aux Philippines.

« Programme de collecte d'ordures par la population des quartiers »

MADRAS, INDE

Rédacteur de la fiche
Vanessa Rousselle
pour Enda Vietnam

PROGRAMME D'AUTO-REHABILITATION DES QUARTIERS SPONTANES (« KAMPUNGS »), A SURABAYA, INDONESIE



Partenaires locaux : les Gouvernements : central, local, provincial, BAPPEM KIP (Badan Perencanaan Pembangunan KIP), PROKEMA (Promoter Kesehatan Masyarakat), Family Welfare Organization (PKK, Pembinaan Kesejahteraan Keluarga), Neighbourhood Development Institution (LKMD, Lembaga Ketahanan Masyarakat Desa) ;

Coût moyen : 20 à 30 USD/ha de projet (35.000 à 52.000 Rp.) ;

Début du projet : 1969.

CONTEXTE

Les kampungs sont des quartiers spontanés (basés sur une forme d'organisation villageoise). Ils sont implantés en périphérie des agglomérations indonésiennes, (notamment à Surabaya). Issue de l'exode rural, leur population y est jeune, à faible revenu. La densité d'occupation est très importante. Devant la rapidité de la croissance des populations, les infrastructures tout comme le cadre bâti se sont vite avérées inefficaces et inadaptées aux besoins démographiques et sociaux.

En l'absence de cadre urbain, institutionnel, fixé par l'Etat et les collectivités locales, le programme d'amélioration des Kampungs concerne :

- l'amélioration physique des infrastructures (assainissement, logements, routes, alimentation en eau) ;
- l'amélioration de la qualité de vie des habitants (santé, écoles) ;
- le développement économique de la communauté (formation professionnelle et accès à des crédits à très faible taux d'intérêt).

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Le programme d'amélioration des Kampungs (KIP) a été créé pour répondre à ces besoins en 1969. Il s'agit d'une initiative conjointe de l'Institut de Technologie de Surabaya et du gouvernement local.

En 1969, le projet a débuté avec des ressources limitées. En 1976, il a

Opérateur
Institut de
Technologie
de Surabaya

Contact
Johan SILAS

Adresse
Institut
de Technologie,
Surabaya,
Indonésie

**SURABAYA,
INDONESIE**

reçu une aide financière de la Banque Mondiale et, en 1979, le KIP devenait une stratégie nationale de développement, adoptée par le gouvernement central et appliquée à tout le pays. Il a été implanté dans les zones fortement peuplées de l'Indonésie.

Le programme était basé sur l'idée suivante : le développement durable local ne peut se faire que grâce à un lien étroit entre le secteur public, la communauté et l'Institut de Technologie qui joue un rôle de catalyseur.

Organisation du projet

S'attachant à ce mode d'approche intégrée, le projet cherche à réaliser des améliorations dans les différents domaines prioritaires : amélioration physique des infrastructures, de la qualité de vie des habitants ; développement économique de la communauté.

Il existe trois types de KIP, sur différents niveaux et d'ampleur différente :

- Les projets communautaires d'auto-assistance. La communauté identifie ses besoins et ses problèmes et en fait part aux autorités locales. Ces projets de petite taille représentent 10 % des KIP et peuvent, avec succès, résoudre certains problèmes spécifiques.
- Les projets « W.R. Soepratman » : correspondent à 20 % des KIP. Le gouvernement municipal encourage les communautés à formuler leurs propres projets et à construire elle-même certains équipements. La participation de la communauté est donc primordiale. Sur une période de 15 ans, 1.000 projets de ce type ont été mis en œuvre représentant 6,7 millions USD.
- Les KIP urbains. C'est la forme la « plus gouvernementale » des KIP où les projets sont plus intégrés, plus étendus géographiquement.

Ainsi, à partir d'objectifs communs, la mise en œuvre du KIP varie selon les spécificités des situations.

Le budget moyen pour un hectare de projet varie entre 35.000 et 52.000 Roupies (soit 20 à 30 USD) par personne (pour les projets où la densité est supérieure ou égale à 300 pers. par ha). Les populations contribuent à la moitié (ou au tiers, selon les cas) du budget requis.

Les sources de financements sont à différents niveaux du gouvernement : central, provincial et local. Les KIP bénéficient également d'une aide de la Banque Mondiale. La contribution des populations se caractérise par une participation active (cession de lopins de terre, constructions de clôtures, organisation du fonctionnement et de la maintenance des équipements) et par un apport financier : paiement lors de l'utilisation d'un équipement et impôt.

« Programme d'auto-réhabilitation des quartiers spontanés »

**SURABAYA,
INDONESIE**

Rôle des différents partenaires

• Les facultés indonésiennes : elles ont été officiellement désignées pour remplir certaines tâches de Service Public, en plus de leur rôle traditionnel d'enseignement et de recherche. L'université agit en effet comme une ONG en travaillant en étroite collaboration avec la population des kampungs et les autorités locales, en leur apportant une assistance technique pour l'élaboration des plans, le contrôle de la mise en œuvre et s'assurer que les projets sont bien conformes aux standards, aux normes municipales. A Surabaya, c'est l'Institut de Technologie qui a rempli ce rôle d'intermédiaire entre la communauté et les agences gouvernementales.

• BAPPEM KIP (Badan Perencanaan Pembangunan KIP) : Agence gouvernementale responsable de la mise en œuvre des KIP à Surabaya, avec l'aide de l'Institut de Technologie. Elle effectue les études préalables nécessaires pour l'élaboration des projets. Une fois les propositions de projets établies (pour une année) en fonction des ressources disponibles, ceux-ci sont classés par ordre de priorité puis sélectionnés par l'Institut de Technologie. Les propositions de développement formulées pour les Kampungs sélectionnés sont discutées avec les populations concernées, qui peuvent les modifier et les compléter.

Bappem Kip travaille en étroite collaboration avec les autorités locales et la population.

• LA POPULATION est très active, à travers une organisation « Neighbourhood Development Institution » dont les représentants (leaders) sont élus par la population. Ceux-ci jouent un rôle clé : mobilisation de la communauté, représentation de celle-ci, planification et mise en œuvre du projet en collaboration avec les différents partenaires.

Il existe également une représentation de l'engagement des femmes, à travers la Family Welfare Organization (ou PKK). Elles sont consultées lors de l'élaboration du projet et de sa mise en œuvre. Leur rôle est très important dans la maintenance et le suivi des équipements (balayage des chemins, maintien des canalisations propres, collecte de fonds pour acheter des arbres, plantes, fleurs...). Elles effectuent enfin des investissements commerciaux (ouverture de magasins par exemple). Elles améliorent et embellissent leur habitat, le kampung et participent au développement économique.

• LES AUTORITES locales et nationales sont très actives : versement de subventions, encouragement constant de la population dans ses efforts...

« Programme d'auto-réhabilitation des quartiers spontanés »

**SURABAYA,
INDONESIE**

Résultats

- Amélioration des conditions de logement, des infrastructures et des conditions de vie.
- Véritable implication de la population pour améliorer leur habitat et le kampung dans lequel ils vivent. Par exemple, un système de collecte séparée des déchets a été mis en place dans chaque kampung. En plus des actions concrètes sur l'environnement, cette initiative cherche également à susciter la prise en compte des problèmes environnementaux notamment chez les jeunes.
- Avec REPELITA V (plan quinquennal indonésien), à Surabaya, KIP a permis la construction de 70 km de routes d'accès, l'amélioration de 150 km de chemins, la réalisation de plus de 100 km de canalisations et conduites d'eau et d'égouts...
- Les KIP sont mis en œuvre dans plus de 70 % des kampungs de Surabaya, couvrant ainsi 3.000 hectares et améliorant les conditions de vie de plus d'un million d'habitants.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Inconvénients : l'amélioration des Kampungs a eu pour conséquence l'augmentation des loyers. Ceux-ci sont parfois devenus trop élevés pour les familles disposant de faibles revenus, qui ont alors été obligées de partir.

En outre, le niveau du coût de la vie (la gestion des déchets, l'approvisionnement en eau...) a sensiblement augmenté. Toutefois, ces augmentations sont bien admises par la population au regard des acquis du programme.

L'agglomération de Surabaya est très urbanisée (90 % de la surface occupée), dense, rendant difficile l'installation de nouvelles infrastructures (surtout pour les routes et les systèmes de drainage).

Par ailleurs, les ressources financières gouvernementales sont limitées. Plusieurs zones proposées ont dû être refusées et 30 % des Kampungs n'ont pas été réhabilités.

Enfin, la prise de conscience des populations a été longue. Les nouveaux arrivants ne réalisaient pas l'importance de ces améliorations (surtout en matière d'assainissement) et ont refusé d'être responsables des équipements.

Finalement, le KIP mené à Surabaya a été un tel succès qu'il a été reproduit à l'échelle nationale, dans plus de 500 villes indonésiennes, concernant plus de 4 millions de personnes. Ainsi, d'autres KIP ont été lancés, notamment un à Jakarta (dès 1969). Ce KIP combinait 2 objectifs : améliorations du quartier et intégration à la planification urbaine de Jakarta. Il concerne aujourd'hui 1.549.700 habitants.

« Programme d'auto-réhabilitation des quartiers spontanés »

**SURABAYA,
INDONESIE**



Le fondement de ces succès se trouve dans :

- la participation communautaire dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets,
- l'intégration de différents niveaux de sources de financement (gouvernement central, provincial, local ; aides étrangères) et la contribution (financière et matérielle) de la communauté.
- le travail conjoint du secteur public et de la communauté : une consultation régulière, un engagement mutuel, une contribution constante et partagée pour la protection et l'amélioration de l'environnement et des conditions de vie des habitants des Kampung.

Ainsi, les KIP ont fait apparaître que :

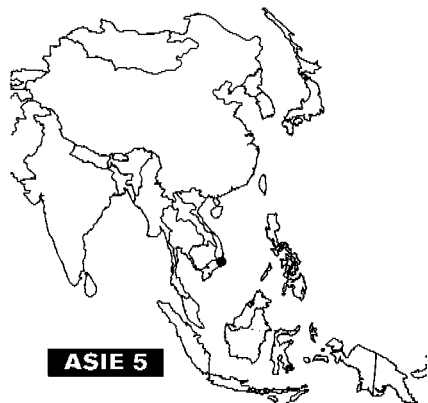
- les formes d'organisation traditionnelles communautaires sont de plus en plus considérées comme primordiales pour la gestion du développement urbain rapide ;
- cette expérience s'est montrée positive en termes de mobilisation des ressources locales, de plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources, d'amélioration de la maintenance et de la durabilité des projets. Un élément pourrait cependant être renforcé : la dimension économique pour améliorer les revenus des habitants et une certaine articulation avec le secteur privé.

« Programme
d'auto-
réhabilitation
des quartiers
spontanés »

**SURABAYA,
INDONÉSIE**

**Rédacteur
de la fiche**
Vanessa Rousselle
pour EndaVietnam

PROGRAMME INTEGRE DE RECYCLAGE DANS LE QUARTIER BINH HUNG HOA A HO CHI MINH VILLE, VIET NAM



Partenaires du Sud : *Union des Femmes* ; **Partenaire du Nord :** *Union Européenne* ; **Les autorités partenaires :** *Les autorités locales de la commune et de l'arrondissement de Binh Chanh, le Département de la Construction de la ville, le Service d'Hygiène et des déchets de la ville* ; **Début du projet :** *février 1995*

CONTEXTE

Le degré de pauvreté au Viêt Nam est fort : le PNB moyen par habitant et par an est de 220 USD. Binh Hung Hoa est à 15 km du centre ville. C'est là que se trouve la plus grande décharge de H.C.M.V. Binh Hung Hoa rassemble 16.000 personnes ; le bloc 7 (où se situe le projet) en comprend 2.500.

Le quartier est très pollué et très pauvre. Les principales activités économiques sont le ramassage des déchets, l'élevage, l'agriculture, la maçonnerie, la vente ambulante... et, pour les plus aisés, le commerce sur les marchés de la ville et du centre.

Proposé par les autorités, le bloc 7 a été choisi (après étude) pour mener ce projet car il connaît une situation très mauvaise en termes d'éducation, d'hygiène et de niveau de pauvreté.

C'est le bloc le plus pauvre de Binh Hung Hoa : un ramasseur gagne entre 7 et 10 FF par jour (15 à 20.000 dôngs), et près de 20 % de sa population vit exclusivement du recueil des déchets.

C'est également le plus pollué (notamment à cause du canal Lang Trai qui le traverse) et la plupart des enfants vivent toute la journée sur la décharge (très peu vont à l'école).

Ainsi, le bloc 7 rassemble le plus grand nombre de ramasseurs, d'illettrés et de pauvres.

OBJECTIFS

- Amélioration de la situation concrète des familles et des individus.
- Renforcement du secteur du recyclage.
- Amélioration de l'environnement en général et du traitement des déchets en particulier.

Opérateur
Enda Vietnam

Responsable
Henri de Reboul

Adresse
J2 Cu Xa Bac Hai
P. 15 Q. 10
T.P. Hô Chi Minh
Vietnam

**HO CHI MINH
VILLE,
VIETNAM**

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

La population cible est celle du bloc 7 de Binh Hung Hoa, soit 2.500 personnes environ (400 ménages). Les participants au projet sont les travailleurs sociaux, la population, des bénévoles.

L'Union des Femmes, les services de la ville et les autorités locales sont partenaires du projet.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Les projets d'amélioration mis en œuvre par différentes organisations vietnamiennes et ONG étrangères ont montré qu'avant d'envisager une amélioration du cadre de vie et de l'environnement par la population, la situation économique devait être en partie résolue. C'est pourquoi Enda Viêt Nam a élaboré un projet (initialement avec l'Union des Jeunes puis avec l'Union des Femmes qui a repris le projet) qui allie développement économique et amélioration environnementale.

Déroulement du projet

Pour le développement économique et environnemental sont mis en place :

- un système de crédits solidaires dont le principe (inspiré de celui de la Grameen Bank) est de drainer progressivement l'épargne par groupe de 5 à 6 foyers. Chaque groupe ainsi constitué forme une « mini-banque », gérée par un chef de groupe. Ce système permet la caution mutuelle, les micro-crédits... et ainsi de renforcer les activités économiques familiales et artisanales existantes (principalement liées au recyclage).
- une unité de recyclage pour la production de sac poubelles plastiques à distribuer aux usagers (volet encore à l'étude).
- la formation professionnelle et l'apprentissage pour les jeunes. Les axes retenus sont les métiers du recyclage (canettes en aluminium, jouets, papier...) et de la couture. Des produits, fabriqués par la population (principalement les enfants) à partir des déchets collectés (Ex : des jouets à base de canettes aluminium) sont destinés à être vendus.

Pour l'éducation et la sensibilisation de la population, sont mis en place :

« Programme
intégré
de recyclage »

HO CHI MINH
VILLE,
VIETNAM

- des classes de tendresse et d'alphabétisation pour les enfants du bloc
 - des téléclubs, bibliothèque, spectacles... pour l'ensemble de la population du bloc.
 - des réunions d'échanges d'expériences entre les animateurs du projet et les responsables locaux sur le terrain.
- Outre l'alphabétisation des enfants, l'éducation, la sensibilisation de la population concerne essentiellement l'environnement, l'hygiène...

Les actions sont menées sur le terrain par des travailleurs sociaux et des agents techniques vietnamiens qui travaillent au sein de la communauté pour rechercher les meilleures solutions aux besoins spécifiques de celles-ci.

Difficultés rencontrées

- Le partenaire principal, l'Union des Femmes, tient à contrôler de près le travail des travailleurs sociaux et l'empêche de progresser comme il le pourrait.
- Les autorités locales construisent une autre décharge sur un autre site. De ce fait, Binh Hung Hoa reçoit de moins en moins de déchets.

Ceci a pour conséquence de diminuer le revenu déjà faible de la population qui vit presque exclusivement de ce travail. Elle est alors obligée de se déplacer très loin, vers une autre décharge, pour trouver des sources de revenus..



« Programme
intégré
de recyclage »

**HO CHI MINH
VILLE,
VIETNAM**

**Rédacteur
de la fiche**
Vanessa Rousselle
pour EndaVietnam

SERIE PRATIQUES URBAINES
expériences & Méthodes
CAHIER 2

**LES NOUVELLES
FORMES
DE PARTENARIAT
ET DE MEDIATION
A L'ECHELLE
LOCALE**

**ET LE ROLE DES ASSOCIATIONS
INTERMEDIAIRES
DANS LE DEVELOPPEMENT
URBAIN**



**Expériences, outils et méthodes pour
un développement urbain partagé**

Avec la participation de l'habitant, acteur sociologique, s'instaurent de nouvelles règles de jeu institutionnelles, de nouveaux modes d'action et d'expression collective au sein de l'espace local urbain.

Les initiatives populaires, souvent issues d'un contexte de décentralisation décisionnelle, s'accompagnent de nouveaux modes d'intermédiation entre société civile et pouvoirs publics.

De nouvelles cultures partenariales sont à l'œuvre...

■ Les métiers de la médiation

La mobilisation citadine s'organise autour des organismes intermédiaires, dits « de médiation » : associations locales, ONG de quartier, municipales voire nationales, ONG du Nord dotées d'antennes au Sud.

Relais et quasi mandataires de la société civile, mais également ponts avec les institutions, ils sont appelés à jouer un rôle d'animateur, d'expert social, tout au long de l'élaboration du projet (de l'animation à la maîtrise d'œuvre, voire d'ouvrage...).

Simple bénévoles ou professionnels, la composition et la structuration des organisations intermédiaires donnent souvent la mesure des ambitions, des projets :

- associations à caractère technique ou sectorielle qui privilégient une entrée spécifique au risque de délaissier les orientations globales ou sociales. C'est le cas des techniciens formateurs ou des associations de type sectoriel (femmes, rural...),

- structures privilégiant l'entrée sociale au détriment des dimensions technologiques de projet, en l'absence de formation, compétences. C'est le cas des animateurs sociaux ou culturels appelés à devenir maîtres d'œuvre et formateurs dans un projet d'assainissement ou de collecte d'ordures...

Les capacités professionnelles (mais aussi leurs limites) sont autant de ressorts et de freins à la mise en œuvre d'actions :

- insuffisance de réflexion globale, de compétences dans la gestion des ressources humaines,
- manque d'expérience et de formation, de ressources financières, de moyens d'action mais aussi manque de définition de cadre juridique ou institutionnel.

Du bénévolat, du volontariat, jusqu'aux besoins accrus de professionnalisme, un glissement des métiers de la médiation s'opère, généré par l'exigence des projets en ingénierie technique, urbaine et sociale.

L'adaptabilité, l'efficacité, la polyvalence requises pour bon nombre de projets, plaident pour le renforcement des organisations au Sud pour l'apprentissage des métiers de la médiation. Les animateurs des associations sont d'ailleurs souvent amenés à devenir chefs de projets, opérateurs. Par exemple, les associations formées pour la collecte d'ordures en Côte d'Ivoire (*fiche AF 16 dans le cahier 3*) assurent les tâches de maîtrise d'œuvre et d'ouvrage.

Le renforcement de ces cultures professionnelles de la médiation (et de leurs moyens en formation et logistique) sont, au Sud, autant de garanties de « bonne fin » d'opération et de maintien d'un espace de dialogue entre société civile et pouvoirs publics.

■ Des formes de dialogue et de partenariat entre société civile et institutions

La concertation et le partenariat sont des pré-occupations omniprésentes dans les expériences, pour en optimiser la réception auprès de la population et prévenir tout risque d'échec.

Toutes les expériences créditent l'« obligation » de partenariat entre populations, collectivités locales, groupes professionnels, bailleurs de fonds... Cette culture « obligée » du partenariat (dans des modalités diverses) ouvre de nouveaux espaces de dialogues et de nouveaux champs institutionnels. La concertation n'est pourtant pas immédiate. Elle peut être formelle, à l'instar de certains pays où la volonté de décentralisation impose l'obligation de partenariat.

Fort heureusement, et dans la majeure partie des cas, c'est bien une dynamique de dialogue durable qui est ouverte au sein de l'espace institutionnel par la construction de nouveaux partenariats, issus soit de la décentralisation, des nécessités économiques ou plus simplement de la place laissée vacante par l'Etat :

- élargissement des pouvoirs locaux et

redistribution des rôles entre Etat et collectivités locales pour la gestion des services urbains,

- autonomisation, responsabilités élargies des organisations intermédiaires (ONG, associations, groupements) au sein de cet espace institutionnel.

■ L'échelle locale, le quartier, comme espace légitime de partenariat et de fabrication des projets

Le quartier s'impose comme l'espace de référence par les habitants (c'est là que l'on vit, travaille...).

Il est aussi l'espace naturel de faisabilité des projets. Il permet une lisibilité, une perception, une appropriation immédiate des actions par la population : les projets de couverture nationale sont en effet peu reconnus, peu appropriés par la population. Il est aussi l'espace d'expression des habitants et de ses représentants (politiques, religieux, ethniques).

Le quartier est aussi l'espace territorial de réflexion...

C'est à l'échelle du projet de quartier que peuvent s'opérer les passages entre action sectorielle et action globale, les articulations entre action sociale, économique, urbaine, hygiène...

De nombreux projets créditent cette dynamique de réflexion territoriale à l'échelle du quartier : P.A.C.T.E. au Sénégal (fiche AF 6),

projets des quartiers Pikine et Gueule Tapée au Sénégal (*fiche AF 8 et AF 10*), Projet d'animation Locale Urbaine au Cameroun (*fiche AF 5*)...

L'approche territoriale est aussi une approche globale en ce qu'elle permet de mettre en perspective des stratégies nationales au niveau local. C'est le cas notamment du programme d'environnement au Guatemala, coordonné dans huit villes (*fiche AL 5*).

Le quartier est surtout **l'espace institutionnel** et de concertation... :

- Il instaure (de par sa délimitation et proximité géographique) une reconnaissance immédiate et hiérarchique des acteurs (municipalité, Etat, bailleurs de fonds...).
- Il permet une meilleure faisabilité des projets (reconnaissance, repérage des facteurs, des stratégies, des actions, maîtrise des objectifs et des coûts, appui technique...).
- Il facilite la dynamique d'action et de réflexion pour les micro-projets, par effet de démultiplication des interventions financières coordonnées au sein d'un même programme et d'un même territoire.

C'est le cas notamment du Projet FOURMI au Cameroun, fonds décentralisé au niveau des quartiers (*fiche AF 5*) ou encore d'un programme de collecte d'ordures avec crédits gérés en Assemblée Municipale à Saint-Domingue (*fiche AL 4*).

■ **L'espace local, espace d'innovation et de création d'outils administratifs**

La construction de nouveaux partenariats locaux accroît le rôle des collectivités locales et des organisations intermédiaires. Leurs missions restent cependant mal définies :

- manque de clarification entre compétences de l'Etat et des Municipalités, dans la gestion des services urbains (le désengagement de l'Etat a été peu anticipé à l'échelle locale),
- l'autonomie souhaitée des Municipalités et de ses services est rarement acquise (faute de moyens),
- les rôles des organisations intermédiaires et des services techniques municipaux sont quelquefois mal définis et créent des effets de concurrence au sein d'une même action,
- certaines associations, si elles ont les moyens du dialogue, ont peu d'autonomie, ne trouvent pas « d'ancrage territorial » ou restent tributaires de l'aide internationale.

L'ancrage territorial du partenariat plaide pour une consolidation des modes de contractualisation entre les différents partenaires.

- renforcement des capacités d'arbitrage de municipalités dans la gestion des projets, de leurs objectifs, des missions des associations de médiation...
- renforcement de l'intervention des

Municipalités dès le démarrage des projets,

- renforcement des modes juridiques de la représentation de la population au sein d'organes de concertation : pour exemple Centres d'actions communautaires en Colombie où sont décidés et suivis l'ensemble des projets (*fiche AL 3 dans le cahier n° 1*),
- appui aux associations de médiation (moyens logistiques financiers, formation...).

Des outils opérationnels peuvent être créés par les voies réglementaires et administratives, pour garantir au sein d'un dialogue local, les droits des habitants et la bonne fin des opérations :

- Ordonnances municipales ou législation concernant l'environnement urbain (hygiène, santé, infrastructures...), pour appuyer un programme d'action. En témoigne la légifération en faveur de l'environnement urbain demandée par une association au Guatemala (*fiche AL 5*)...
- Contractualisation (par convention) avec l'Etat, la Municipalité, pour garantir les droits des habitants, la qualité d'un projet, ou en formaliser les modalités opérationnelles (foncier, infrastructures, gestion de services, relogement d'habitants...).

C'est le cas d'un projet d'habitat auto construit et auto-géré au Mali (*fiche AF 2 dans le cahier n° 1*) ou de l'installation d'une usine de tri à Saint Domingue avec

montage financier associant ONG, Municipalité et Etat (*fiche AL 10 dans le cahier n° 3*)...

- Contractualisation entre opérateurs et associations locales, pour garantir mutuellement les objectifs et la mise en œuvre des projets : ainsi les projets de quartier au Cameroun (*fiche AF 5*) et au Sénégal (*fiche AF 8*).
- Contractualisation pour fixer un cadre de réflexion globale à l'échelle locale (urbain, hygiène, santé, environnement...). Tel est le cas du PACTE au Sénégal (*fiche AF 6*) et des projets de quartier au Sénégal qui évoluent vers des contrats de ville.

Le cadre de collaboration peut également être posé entre opérateurs, bailleurs de fonds et associations locales, pour fixer les missions respectives et délimiter les tâches entre maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage déléguée (programme d'animation urbaine au Cameroun et projets de quartier au Sénégal, déjà cités).

Sylvaine BULLE
Sociologue - Urbaniste

DEUX PROGRAMMES D'ANIMATION URBAINE ET DE DEVELOPPEMENT LOCAL AU CAMEROUN



AFRIQUE 5

Programme d'animation locale urbain et ses réalisations dans le domaine de l'environnement (palu)

Partenaires du Sud : *Mairie de Yaoundé 4, ADV8 (Association des habitants de la Vallée 8), CASS (Centre d'Animation Sociale et Sanitaire) ;*

Partenaires du Nord : *Ministère français de la Coopération, GOD (Groupe organisé pour le développement au Cameroun), AFVP, GRET*

Les points essentiels du Programme d'animation locale urbain consiste en la recherche de cohérence des actions (développée en concertation avec les associations de quartiers) et la mise en œuvre d'une méthodologie adaptée au partenariat et favorisant l'expérimentation.

Dans des conditions similaires qu'à Yaoundé, des projets d'environnement urbain ont été développés dans 2 autres villes secondaires (Douala et Befang). Elles ont été réalisées avec les associations de quartier et appuyées par l'opérateur (GRET) : latrines, voirie, ordures ménagères, équipements de quartiers. Le souhait de valoriser les expériences antérieures et le partenariat développé avec le Ministère de l'Urbanisme camerounais a débouché sur la création de FOURMI (fonds aux organisations urbaines et aux micro-initiatives).

CONTEXTE

Yaoundé, ville d'environ 800.000 habitants, est la capitale administrative du Cameroun, mais elle ne joue pas le rôle de capitale économique qui est assuré par Douala. Elle est constituée en Communauté Urbaine (CUY - Communauté Urbaine de Yaoundé), dont le responsable nommé par le gouvernement assume les fonctions principales de la gestion de la ville (urbanisme, foncier, fiscalité...).

La commune d'arrondissement de Yaoundé 4, constituée de 54 quartiers et villages à niveau de vie moyen inférieur, est représentatif des

Opérateur
GRET/AFVP

CAMEROUN

quartiers populaires de Yaoundé, dans lesquels se posent de façon aiguë les problèmes de gestion des services urbains de base, tels que la fourniture de l'eau potable, le drainage, l'assainissement...

Un certain nombre de cours d'eau parmi lesquels on peut citer le Mfoudi et la rivière Ake traversent le territoire de Yaoundé 4, d'où l'existence de bas-fonds inondables, répertoriés comme impropres à l'habitation dans le SDAU (Schéma Directeur d'Aménagement et Urbanisme). Ces zones sont cependant occupées par environ 1.200 habitations précaires, représentant environ 15.000 habitants, en raison du faible prix des terrains et de la demande croissante en logement.

OBJECTIFS

L'action engagée s'inscrit dans le cadre général du « programme d'animation et de développement local urbain au Cameroun » qui a pour objet l'appui à la gestion urbaine locale, ceci en vue de l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Ce programme, initié par le Ministère français de la Coopération, propose d'agir sur les modes et structures de concertation entre les différents acteurs participant à la vie urbaine, au travers d'actions spécifiques qui les engagent mutuellement, dès la conception des ouvrages, afin de mieux intégrer les habitants aux décisions touchant à leur développement.

Au niveau de Yaoundé 4, il s'agit de réaliser dans le quartier de Nkonldongo, un micro-complexe comprenant :

- une passerelle (ponceau) permettant de relier les quartiers Nkonldongo et Kondingi qui sont séparés par un bas-fonds ;
- le réaménagement d'une source qui avait été détériorée lors de travaux sur la voirie ;
- la construction d'une borne fontaine ;
- un système de drainage autour de ces points d'eau.

DESCRIPTION DU PROJET

Actions réalisées

Les 4 actions réalisées sont les suivantes :

- La réalisation de la passerelle par un artisan : la participation des habitants réunis au sein de l'ADV 8 a été importante et fonction de leur niveau de compétence, notamment pour le débroussaillage. L'implication des jeunes leur a permis une totale appropriation de la passerelle, qui est aujourd'hui identifiée comme étant celle de l'ADV 8 ; cela a pu donner un élan à l'association dès sa création.
- L'aménagement de la source réalisé par un artisan avec une participation importante de la population, en particulier les jeunes. Ces derniers ont creusé le puits, avant que l'artisan ne pose les buses. La nappe est polluée, l'eau de cette source n'est donc pas potable et est destinée à un usage ménager (eau de lavage) ; une campagne de

« Deux programmes d'animation urbaine et développement local : PALU et FOURMI »

CAMEROUN

sensibilisation a été engagée pour différencier l'eau potable de l'eau de lavage.

- La construction de la borne fontaine, la désignation d'un fontainier et la mise en place d'un comité de gestion.
- Le drainage des eaux pluviales : Le problème de l'écoulement des eaux pluviales n'avait pas été prévu dans le programme de départ, or il est rapidement apparu de façon aiguë. Sous l'impulsion du groupe opérationnel, les habitants ont alors entamé la construction de caniveaux.

Résultats

La réalisation de ces micro-projets a permis de lancer une dynamique durable au sein de la population et de créer une cohésion sociale au delà des clivages politiques et sociaux.

Sur le plan technique :

- La passerelle est aujourd'hui très fréquentée (3.000 personnes par jour), ce qui démontre le bien fondé du projet et assoie la crédibilité du groupe opérationnel et de l'ADV 8 pour la poursuite du programme.
- La borne fontaine qui est achevée, n'a pu être alimentée par le réseau, en raison d'un refus de la SNEC (Société Nationale d'Eau). La mairie s'est acquittée du prix du branchement, mais son chèque n'a pas été honoré ; ceci démontre la faible marge de manœuvre de la collectivité locale.
- Le niveau de la nappe phréatique dans le puits est le même que celui des eaux de la rivière et des marais qui sont stagnantes et polluées. Le curage de la rivière a permis d'abaisser son niveau et ainsi de remédier à ce problème.

Il est important de souligner que la mise en place du micro-complexe a pu se faire, car il a été intégré dans le « programme d'animation et de développement local urbain au Cameroun » conduit en partenariat par l'AFVP et le GRET. Ce programme a permis, notamment au travers de l'ADV 8 et du groupe opérateur, l'émergence des besoins et des souhaits prioritaires des habitants.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Problèmes rencontrés

Quelques difficultés sont apparues lors de la réalisation du projet :

- La démobilisation des habitants avant et durant la période de construction, liée à :
- l'insuffisance d'information technique de la population, ce qui a alimenté des rumeurs ;
- l'insuffisance des études techniques de départ qui ont entraîné des

« Deux programmes d'animation urbaine et développement local : PALU et FOURMI »

CAMEROUN

travaux supplémentaires (drainage des eaux pluviales) ;

- la non prise en compte des contraintes d'approvisionnement dans la programmation des travaux ;
 - des choix techniques n'ayant pas suffisamment pris en compte l'aspect « participation de la population aux travaux ».
- La difficulté de relation entre les organismes opérateurs, liée au fait que la répartition des rôles de chacun d'eux, n'avait pas été clairement définie au départ.
- Les blocages institutionnels et financiers qui ont empêché le branchement de la borne fontaine. Ces problèmes n'ont pu être résolus au simple niveau local et nécessitent une intervention de la MCAC et du GRET auprès de la direction générale de la SNEC.

Perspectives

Les actions à venir vont tout d'abord être circonscrites sur le quartier de Nkonldongo, afin de consolider l'expérimentation, avant qu'elles ne soient étendues plus largement sur le plan géographique.

Au stade actuel, la priorité est l'achèvement du micro-projet, et en particulier la mise en fonctionnement de la borne fontaine, qui s'intégrera d'ailleurs dans un projet pilote de gestion de 30 bornes fontaines sur Yaoundé 4.

De nouvelles actions se mettent en place :

- résorption ponctuelle des problèmes dus au ruissellement des eaux pluviales ;
- assainissement du quartier (eaux usées, ordures ménagères) ;
- aménagement de l'espace public libéré par le drainage du bas-fond sur lequel seront implantés des équipements de proximité (terrains de sport et case sociale) ;
- réalisation de puits : en effet le service payant de distribution d'eau ne pourra être accessible à tous ;
- adressage des habitations de Yaoundé qui permet une localisation « spatiale » des habitants (la CUY et l'AFVP en sont les opérateurs).

FONDS AUX ORGANISATIONS URBAINES ET MICRO INITIATIVES (FOURMI)

CONTEXTE

FOURMI s'inscrit dans la continuité du programme d'animation urbaine et des dynamiques urbaines locales engendrées (émergence de porteurs de projets, structuration de la société civile, réflexion globale). 5 villes pilotes ont été choisies (Yaoundé, Douala et 3 autres villes secondaires).

Les priorités du programme définies conjointement par les collectivités locales, le ministère, l'opérateur chargé de la gestion et du suivi du pro-

« Deux programmes d'animation urbaine et développement local : PALU et FOURMI »

CAMEROUN

gramme (le GRET) et les organisations intermédiaires, concernent l'environnement urbain :

- cadre de vie (habitat, équipements publics, gestion urbaine),
- hygiène et prévention de la pollution (eaux pluviales, ordures...).

OBJECTIFS

FOURMI est autant un outil opérationnel qu'un lieu de concertation urbaine.

Initié par l'Union Européenne, il s'inscrit dans une stratégie globale :

- l'octroi de subventions « déconcentrées » au niveau local pour aider la réalisation de micro-projets issus du PALU.
- Facilité des aides par l'allégement des procédures et de la gestion (assurée au niveau des quartiers).
- Garantie de la cohérence des actions à l'échelle du quartier ou de la ville par la mise en œuvre de structures de concertations et de sélection des projets.
- Fonds incitatif et d'accompagnement aux projets. Son montant est de 10 MF sur 3 ans, répartis entre l'investissement, l'animation, la gestion.

DESCRIPTION DU PROJET

Pour son fonctionnement, FOURMI s'appuie sur :

- des Comités d'animation de quartiers composés d'habitants, d'animateurs, d'organisations de base, où sont repérés les projets de secteur,
- des groupes opérationnels locaux où sont discutés les projets et leur faisabilité technique et financière (avec la Municipalité, les entreprises, bureaux d'études),
- le comité de sélection au niveau du programme associant l'Union Européenne.

La mise en œuvre de FOURMI garantit au delà de la cohérence des actions, à l'échelle des quartiers ou de la ville, une contractualisation avec les organisations intermédiaires locales pour assurer l'animation préalable et le suivi des projets (formation, études, gestion...).

Les effets du programme sont évidents :

- démultiplication des demandes de par la clarification de l'échelle d'intervention (le quartier),
- allégement des modalités administratives et financières,
- garantie de suivi des priorités fixées par les municipalités,
- participation de la population.

Après 6 mois de démarrage, les demandes de subventions sont importantes. Trente opérations ont été sélectionnées, principalement à Yaoundé : appui aux projets productifs, installation de bornes fontaines, curage de rivière, passerelles, aires de lavage, projets de maisons de quartier.

« Deux programmes d'animation urbaine et développement local : PALU et FOURMI »

CAMEROUN

Rédacteurs de la fiche
PSEAU
(Programme Solidarité Eau) et
Sylvaine Bulle pour
le Secrétariat
Preceup

PROGRAMME D'ACTION CONCERTÉE POUR LA TRANSFORMATION DE L'ENVIRONNEMENT A ZIGUINCHOR, SENEGAL



AFRIQUE 6

Partenaires du Sud : *Comités de quartier de Alwar, Lyndiane, Kandé et Peyrissac ; associations sportives et culturelles (ASC) ; Gouvernorat et commune de Ziguinchor ;*

Partenaires du Nord : *Sauvegarde du Nord, Caisse française de développement (FSD) ; Durée : 3 ans*

CONTEXTE

Le contexte du projet est caractérisé par une dégradation générale des conditions de vie des populations due aux effets cumulés de l'absence d'emploi, de la précarité des conditions d'habitat et aux conséquences de la rébellion armée qui prévaut dans la région depuis plusieurs années (migration importante de populations rurales vers les quartiers cibles, insécurité, etc.)

OBJECTIFS

Le projet P.A.C.T.E (Programme d'Actions Concertées pour la Transformation de l'Environnement) concerne quatre quartiers périphériques de la commune de Ziguinchor (Sénégal) : Alwar, Lyndiane, Kandé et Peyrissac.

Il vise à développer les capacités d'auto-prise en charge des populations par une implication et une responsabilisation progressive dans la résolution de leurs différents besoins, mais aussi dans la gestion et la maîtrise de leur environnement.

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

Concrètement, cela se traduit par la mise en place et l'accompagnement dans chaque quartier d'un comité, composé du chef de quartier, de notables, de leaders associatifs et de personnes ressources. Le comité est porteur du projet au niveau de son quartier, il est chargé de définir les priorités du quartier, de participer à la planification et à la mise en œuvre des actions. Le comité assure la communication

Opérateur
Sauvegarde
du Nord

Responsables
Ibrahim Ka (Projet
Pacte)
Hervé Di Greggorio
(Sauvegarde
du Nord)

Adresses
Projet Pacte
104 HLM Boudody
Ziguinchor (Sénégal)
Tel : (221) 91 27 01

Sauvegarde
du Nord
BP 21 014
Dakar Ponty
(Sénégal)
Tel : (221) 35 45 27
Fax : (221) 35 45 37

**ZIGUINCHOR,
SENEGAL**

projet/populations et impulse une large dynamique participative. Il contrôle la bonne exécution des travaux confiés à des tiers.

En outre, les quatre comités s'appuient sur des jeunes auxiliaires issus du milieu (5 par quartier) formés et indemnisés par le projet. Ils sont chargés de relayer les animateurs du projet au niveau du terrain pour mener les actions de sensibilisation, d'information et de mobilisation des populations.

Un accent particulier est mis sur la formation des acteurs du projet pour renforcer leurs capacités d'auto-prise en charge et leur savoir-faire (organisation de modules adaptés à l'intention des responsables de comités, leaders associatifs, auxiliaires).

Commanditaires du projet, le gouvernorat et la commune de Ziguinchor participent à plusieurs niveaux : facilitation des démarches administratives, affectation de terrain, autorisation de construire, mise à disposition de moyens logistiques et de personnel, mobilisation des acteurs et services techniques concernés.

Les populations bénéficiaires du projet ont participé à l'identification des besoins et solutions à apporter à la définition des actions (diagnostic participatif), à leur mise en œuvre (pilotage local par les comités de quartier et responsabilisation d'auxiliaires, utilisation de la main d'œuvre locale pour la réalisation des infrastructures prévues), au suivi/évaluation (comité de concertation regroupant les représentants des différents comités de quartier et le P.A.C.T.E).

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

A la demande des populations (nombreuses sollicitations des A.S.C et gouvernements de quartiers), le gouverneur de région saisit officiellement la « Sauvegarde ». Celle-ci organise plusieurs missions de terrain qui lui permettent de faire un diagnostic participatif : précision de la demande, identification des besoins et des dynamiques existants, des contraintes et potentialités du milieu, choix d'actions prioritaires, cadrage partenarial, définition d'une stratégie de mise en œuvre, élaboration d'un dossier de projet. Après l'obtention du financement d'une première phase d'un an, est mise en place l'équipe du projet, composée d'un responsable et de quatre animateurs spécialisés.

Actions réalisées

Prévue sur un an, la première phase du projet sera finalement réalisée sur un an et demi. Des rencontres mensuelles de concertation sont organisées par le projet avec les représentants des quatre comités de quartier (points et échanges sur les problèmes liés à la mise en œuvre du projet).

« P.A.C.T.E »

**ZIGUINCHOR,
SENEGAL**

Travaux d'infrastructures

- Trois des quatre « maisons de quartier » prévues sont en cours de construction.
- A Peyrissac, l'aménagement d'une salle de classe, la construction d'un bloc sanitaire et l'adduction d'eau à l'école M. Bayo ont été réalisés.
- Sept salles de classes ont été aménagées et équipées en tables-bancs à Lyndiane.
- A Alwar, les travaux d'aménagement d'un marché et d'une aire de jeux sont en cours.
- A Kandé, extension du réseau d'adduction d'eau et branchements au niveau des ménages.

Formation

Des formations ont été réalisées dans les domaines suivants :

- Administration et gestion des associations,
- techniques d'élaboration et de gestion du projet,
- dynamique de groupe et gestion de projets collectifs : diagnostic participatif, gestion de projets communautaires et techniques de communication (réalisé),
- formation auxiliaires de santé et en technique d'IEC,
- formation de formateurs.

Actions de prophylaxie

- Réalisation de trente trois opérations d'assainissement et de javellisation des puits dans les quatre quartiers.
 - Réalisation de vingt quatre opérations de vaccination d'enfants. Organisation de vingt quatre séances de causeries/sensibilisation sur la santé, l'hygiène et l'environnement.
 - Mise à disposition de matériels et outillages d'assainissement aux comités de quartier.
 - Appui aux groupements féminins.
 - Formalisation d'une vingtaine de GIE.
- Appui à l'élaboration de huit dossiers de projets d'activités économiques.
- Amorçage d'un système mutuel d'épargne/crédit en lien avec le Crédit Mutuel Français.

Deux journées bilan ont été organisées à mi-parcours par l'équipe du projet et les représentants des comités de quartier. Ces journées ont permis de tirer des enseignements sur l'utilisation des auxiliaires, l'organisation des opérations de « set-setal » et la collaboration commune

« P.A.C.T.E »

**ZIGUINCHOR,
SENEGAL**

entre les projets et les comités de quartier. Ce fut également l'occasion pour les différents acteurs de se concerter sur les problèmes liés au statut, l'administration et la gestion des futures « maisons de quartier ». Suite à l'organisation d'un diagnostic participatif dans les quatre quartiers cibles, de nouveaux besoins sont apparus.

Une deuxième phase de deux ans est prévue en vue de consolider les acquis et prendre en compte de nouveaux besoins au niveau des quartiers (confirmation de la pertinence de l'approche spatiale) et élargissement de l'intervention à l'ensemble de la commune sur des actions spécifiques (introduction d'une approche sectorielle sur des thématiques spécifiques, capitalisation/diffusion des acquis).

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Difficultés rencontrées et questions posées

Bien que l'essentiel des objectifs du projet soit atteint, force est de constater que leur mise en œuvre s'est heurtée à plusieurs types d'obstacles, notamment :

- Prolongation des délais de mise en œuvre du projet du fait de facteurs exogènes (lenteur des procédures administratives d'affectation de terrains et d'autorisation de construire, blocage des exonérations de taxes par le gouvernement pendant quatre mois, quasi impossibilité de trouver du ciment sur le marché, etc.). Ainsi, la Maison de quartier de Peyrissac n'a pu être réalisée faute de disponibilité du terrain ciblé. Certaines actions ont dû être réajustées compte-tenu du décalage important entre l'identification du projet (fin 92) et son démarrage effectif (juin 1994). Les événements douloureux qui prévalaient à l'époque dans la région n'ont pas facilité le travail du projet.
- Manque de souplesse de la part du bailleur de fonds. Cela a empêché la prise en compte des nouvelles priorités apparues au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet.
- Difficultés à concilier les logiques spécifiques des différents acteurs concernés (projets, municipalité, populations, bailleur).

Intérêt du projet

Quelques chiffres : 32 emplois permanents (salariés locaux et auxiliaires de quartier) créés, ainsi que 2.120 emplois provisoires. 9.200 enfants et filles-mères en âge de procréer vaccinées dans le cadre du P.E.V. Plus de 7.800 enfants chloroquinisés (prévention paludisme) et 5.000 autres déparasités. 5.000 puits ont été javellisés pour rendre l'eau potable. 132 personnes formées. Aménagement et réfection de 9 salles de classe.

« P.A.C.T.E »

**ZIGUINCHOR,
SENEGAL**



L'expérience a permis de contribuer de façon significative à l'amélioration des conditions d'existence des populations concernées, notamment par la mise en œuvre d'actions de prophylaxie, d'aménagement et de construction d'infrastructures socio-éducatives, la qualification des acteurs et le renforcement de la dynamique d'auto-prise en charge à travers la mise en œuvre d'actions concertées (intérêts des « comités de quartier »). Grâce à l'existence de cadres de concertation, les comités de quartier, la cohésion sociale dans les quartiers cibles a été renforcée et le projet a facilité le dialogue entre autorités municipales et populations.

Le projet a permis la constitution d'un large réseau de partenaires : région médicale, Education pour la santé, CDEPS, service d'hygiène, Alliance nationale de lutte contre le sida, Crédit mutuel.

La fusion d'associations sportives et culturelles et l'alliance de GIE dénotent la volonté d'élargir les dynamiques impulsées.

« P.A.C.T.E »

**ZIGUINCHOR,
SENEGAL**

D'autres quartiers sont intéressés et le maire de la commune a été sollicité pour un élargissement de l'expérience en cours (construction de six nouvelles maisons de quartier notamment).

Les enseignements dégagés par la mise en œuvre de la première phase nous amènent à retenir deux approches. D'une part, l'approche spatiale pour renforcer la cohésion entre projets « de quartier » et programme « de développement communal » :

- par la responsabilisation des Comités de quartiers dans leur rôle de représentation des populations,
- en aidant à formaliser et à structurer les relations entre les différents acteurs de la ville : municipalité, gouvernorat, services techniques, comités de quartier, ONG pour la création d'une cellule de concertation et de coordination au niveau local,
- en favorisant l'émergence de projets locaux concertés,
- par le renforcement des échanges entre quartiers, la capitalisation des expériences et leur diffusion.

D'autre part, l'approche thématique pour expérimenter et définir, avec les partenaires intéressés (experts, techniciens, ONG), des solutions techniques adaptées aux contraintes locales :

- concertation avec les « programmes nationaux » (PEV, PNF, PAM SEN 3867, etc.) pour augmenter leur efficacité dans les quartiers ;
 - expérimentation, sur sites, de technologies alternatives pouvant par la suite être reproduites et intégrées au niveau local (enlèvement et traitement des déchets, évacuation des eaux pluviales, etc.) ;
- diffusion de méthodes et techniques par la formation des acteurs à la base (emplois de proximité, éducation à l'environnement, mutuelles de santé et d'épargne/crédit, activités économiques, etc.).

« P.A.C.T.E »

**ZIGUINCHOR,
SENEGAL**

**Rédacteur
de la fiche**
PSH (Programme
Solidarité Habitat)

RESEAU FORMATION-ACTION EN GESTION COMMUNAUTAIRE DES DECHETS A RABAT, MAROC



AFRIQUE 7

Partenaires : *EndaMaghreb, Ambassade de France, Wilaya de Rabat ;*

Début du projet : *mai 1993 ; Coût : 94.000 US\$.*

OBJECTIFS

L'objectif est le renforcement de la capacité de conception et de réalisation des associations locales dans le domaine des déchets solides et liquides et la promotion du partenariat ONG-Institutions. Le thème central du réseau est le suivant : « déchets-environnement-développement local ».

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

A travers ses contacts avec de nombreuses associations locales, Enda-Maghreb a pris conscience, dès 1993, d'une forte demande dans le domaine environnemental périurbain, pour ce qui est du montage de projets concrets dans le domaine, de l'assainissement solide et liquide. Cette demande concerne plus particulièrement :

- l'identification détaillée,
- la formulation des options technologiques appropriées,
- l'appui au montage institutionnel.

En réponse à cette demande, Enda entrepris dès mi-1993 des actions de formation et d'animation auprès de plusieurs associations et en particulier auprès de l'ACAET, de TOUIZA, de l'Association Bou Regreg, de l'AMASF et de DEY. Progressivement s'est constitué un réseau de cadres associatifs et techniciens locaux et centraux auprès desquels ces actions sont de plus en plus ciblées. Les activités du réseau sont les suivantes :

- appui, suivi et évaluation de projets,
- formation des cadres associatifs et techniciens municipaux aux

Opérateur
Enda Maghreb

Responsable
Philippe Staatsen

Adresse
196 Quartier
OLM
Souissi - Rabat
Maroc

**RABAT,
MAROC**

aspects techniques et organisationnels de l'assainissement communautaire,

- capitalisation et circulation de l'information.

Organisation du projet

Enda-Maghreb a pu mettre en œuvre divers moyens humains (un responsable de programme, animateur spécialiste en montage de projets ; étudiants) pour réaliser :

- des séjours d'étude au Maroc, en France et en Allemagne sur le thème des déchets solides (avec « Peuples et culture », France et « Altes Fortshaus », Allemagne)
- des études techniques et d'organisation réalisées par des tandems de jeunes chercheurs marocains et étrangers sur des projets de terrain en cours de préparation
- des ateliers de formation à l'identification, à la formulation et au montage de projets destinés aux cadres associatifs et aux techniciens locaux et centraux (Direction de l'Assainissement et Ministère de l'Environnement)
- l'animation de l'identification et du montage de 5 projets de terrain, et la finalisation des 5 dossiers de projet correspondants.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Les difficultés rencontrées concernent l'encadrement du projet et la collaboration entre l'ensemble des acteurs concernés, notamment entre associations et les institutions élues, administratives et techniques.

Les objectifs à venir concernent la poursuite de projets opérationnels (après obtention des financements extérieurs nécessaires), la poursuite des actions de formation (surtout technique), le suivi-évaluation, la capitalisation et la diffusion de l'expérience acquise.

L'expérience a déjà montré qu'il est possible de mobiliser des ressources humaines locales potentiellement disponibles, mais le plus souvent pas ou peu mises en synergie pour permettre une action réelle et efficace.

Les synergies réelles ont permis la circulation d'informations sur des techniques expérimentales, la formulation et l'acceptation d'expériences-pilote, le renforcement du rôle des ONG dans la gestion des problèmes environnementaux locaux. Le réseau concerne actuellement un noyau d'une trentaine de personnes-ressources.

« Réseau formation - action en gestion communautaire des déchets »

**RABAT,
MAROC**

LES ASSOCIATIONS ET ONG MAGHREBINES DANS LE PROCESSUS D'OUVERTURE DEMOCRATIQUE

• Crise économique et urbaine au Maroc, en Tunisie ou en Algérie témoignent des mutations structurelles de la société urbaine...

Au Maghreb, les questions fondamentales (qu'ont à résoudre les Etats) sont d'abord celles des ressources : la rareté de l'eau, l'insuffisance des ressources énergétiques ou agricoles ont accéléré les discriminations sociales entre riches et pauvres. Ces difficultés structurelles sont génératrices de précarité urbaine (dont la forme patente est l'habitat spontané non régulé par l'Etat) et ses corollaires : exclusion, fragmentation urbaine, dégradation de l'environnement.

Ces enjeux majeurs autour de la gestion urbaine sont encore peu entendus par les Etats...

ETAT DES LIEUX AU MAROC

L'insuffisance de définition de politique urbaine et environnementale alliée à l'inexistence d'une vie démocratique n'ont pas été favorables au développement d'initiatives locales voire de projets territoriaux réfléchis collectivement.

L'absence de légitimité de l'échelle locale non pourvue de compétences ou d'autorité juridique, administrative, tout comme les contraintes religieuses (n'aidant pas à l'expression et aux droits des femmes) ont empêché le développement d'une culture partenariale entre société civile et collectivités territoriales.

Le profil des ONG existantes était jusqu'à peu révélateur du cadre sociologique et institutionnel :

- ONG « écran », para-étatique ou instrumentée,
- petites ONG, sans moyen ou objectifs, souvent marginalisées,
- ONG sans culture professionnelle ou sans ancrage sur le terrain (en l'absence de démocratie), vouée à l'assistantat.

« Réseau formation - action en gestion communautaire des déchets »

**RABAT,
MAROC**

UN MOUVEMENT RECENT : LA DYNAMIQUE DES ONG DANS UN ESPACE DE DIALOGUE ET D'OUVERTURE DEMOCRATIQUE

Amenées à se substituer aux manquements de l'Etat, tout autant qu'à profiter de l'espace ouvert par la démocratisation de la vie politique (après les élections législatives de 1993) et le régime de transition démocratique, les ONG se renforcent pour devenir « porteuses » de civilité.

L'échelle locale de concertation entre Municipalités (acquise à la démocratie depuis les élections municipales de 1992), les ONG mais également les Universités devient lieu de projets. Certains domaines « stratégiques » (urbanisme, développement économique...) sont encore peu perméables aux activités des ONG plus tournées vers l'environnement ou la lutte contre l'exclusion.

De nombreuses initiatives en témoignent :

- association « Heure Joyeuse » de lutte contre l'exclusion dans les bidonvilles de Casablanca,
- association de femmes (Union de l'Action Féminine) luttant contre l'analphabétisme et pour la formation des femmes,
- association d'élèves ingénieurs (ACAET) ou d'habitants (Bou Regreg) mettant en œuvre des projets d'assainissement dans les quartiers (Tendrara ou Rabat/Salé).

Le réseau Enda Maghreb, antenne d'Enda Tiers Monde fédère, réunit et soutient bon nombre de micro-initiatives :

- « pont » entre ONG et municipalités,
- partenariat, recherche-action via l'Université
- sensibilisation et ouverture aux projets urbains et élargissement des domaines d'action des ONG,
- soutien aux micro-initiatives novatrices (jeunes de la rue, artisanat des femmes...),
- échanges et mise en réseau Nord/Sud et au Maghreb (cf. les publications d'Enda Maghreb suite au séminaire régional « Les ONG et la ville au Maghreb : de la prospective urbaine à l'action au quotidien », octobre 1995).

« Réseau formation - action en gestion communautaire des déchets »

RABAT, MAROC

Rédacteur de la fiche
Philippe Staatsen
pour
Enda Maghreb

APPUI AUX INITIATIVES DE QUARTIERS DE WAKHINANE GUEULE TAPEE II, AU SENEGAL



Partenaires du Sud : Associations et collectifs du quartier, Commune et CDEPS de Guédiawaye ; **Partenaires du Nord :** Association française des Volontaires du Progrès, Coopération Française ;
Coût : 1 million FF (FAC IG) ; **Durée :** 4 ans (1992-1995)

CONTEXTE

La dynamique associative, sa capacité à entreprendre, innover et responsabiliser est à juste titre soulignée par beaucoup comme un élément central et moteur du développement local. Dans les quartiers de la grande périphérie de Dakar, de nombreuses organisations, souvent composées de jeunes, recherchent les conditions et les moyens d'une consolidation d'un statut social précaire en même temps qu'une amélioration des conditions de vie des communautés de quartier.

Situé sur la commune de Guédiawaye (400.000 habitants), Wakhinane, quartier de 10.000 habitants, présente les caractéristiques habituelles des périphéries urbaines africaines : sous-équipement, déficit de voiries, assainissement problématique, difficultés sociales et économiques déclinées au quotidien par ses habitants. A l'initiative d'une association de jeunes (ASAP), qui sollicite le concours de l'AFVP, une démarche de développement centrée sur des actions de quartier s'est mise en place en mobilisant largement ses habitants.

Ce n'est qu'au fur et à mesure du déroulement d'un programme d'actions prioritaires, financé sur fonds Coopération Française que se sont construits des partenariats élargis à d'autres collectifs de quartier, impliquant de plus en plus étroitement la commune et associant dans sa mise en œuvre des opérateurs locaux.

OBJECTIFS

Les objectifs spécifiques et les activités entreprises ont les orientations suivantes :

- permettre aux populations d'être autonomes dans la prise en charge du développement de leur quartier ;

Opérateur
AFVP

Responsable
Louis Lhopital

Adresse
AFVP, BP 207
Monthéry CEDEX
France
Tel : 1- 69 01 10 95

**GUEDIWAYE,
SENEGAL**

- appuyer les institutions locales dans la définition et la prise en charge de leur politique de développement ;
- promouvoir et appuyer le développement d'activités socio-économiques ;
- soutenir des activités socio-éducatives, culturelles et de loisirs ; appuyer la mise en œuvre d'actions visant l'amélioration du cadre de vie.

A partir de ces orientations et sur la base du diagnostic participatif mené sur chaque quartier, des actions et des ouvrages rassemblés sous la forme d'un programme prioritaire ont pu être réalisés. Les aspects sociaux et économiques, de même que l'aménagement des espaces urbains ont été globalement pris en compte au travers des attentes exprimées par les habitants.

DESCRIPTION DU PROJET

Les différentes étapes

Rétrospectivement, le projet se décompose en une succession d'étapes. Il ne s'agit pas cependant d'un cheminement linéaire, chaque étape constitue un moment décisif où se précise et s'équilibre le partenariat entre mouvement associatif, institution communale et opérateur externe. Les résultats les plus significatifs qu'on puisse en attendre se traduisent moins sous forme de réalisations physiques que sous forme d'une mobilisation et d'une organisation des acteurs sur des objectifs de développement local.

- Le diagnostic participatif : conduite d'enquêtes, sensibilisation et mobilisation des habitants du quartier sur le thème de l'amélioration des conditions de vie, au travers de personnes ou de groupes représentatifs.
- Le programme d'actions prioritaires : analyse et restitution des enquêtes, débats et confrontation des intérêts à caractère public et privé, détermination des enjeux prioritaires.
- La structuration des organes représentatifs : constitution d'une coordination de quartier représentative des différents courants associatifs et d'un comité de pilotage réunissant des représentants de la commune et des services publics et des membres de la coordination.

Mise en œuvre :

- Comités de projets, détermination des moyens humains et financiers à mobiliser, équilibrage des contributions respectives entre projet-commune-population, contractualisation ;
- élaboration des dossiers techniques, appel d'offres, suivi d'exécution.

"Appui aux initiatives de quartiers de Wakhinane Gueule Tapée II"

**GUEDIAWAYE,
SENEGAL**

tion, contrôle de la qualité, compte-rendu des dépenses et réception.

- Mise en place d'un système de gestion, maintenance et entretien assurant la pérennité de l'ouvrage ou du service entrepris.
- Mobilisation de la coordination de quartier sur un élargissement du programme d'actions prioritaires et une relance du processus.

Actions réalisées

Programme d'assainissement :

- Puisards d'eaux usées, individuels, construits avec la contribution des ménages (700 parcelles).
- 2 édicules publics (réhabilitation).
- Construction d'édicules dans deux écoles.
- Amélioration de la collecte des ordures ménagères.
- Sensibilisation aux problèmes de l'hygiène et de la santé primaire.

Equipements activités socio-économiques :

- Participation à la conception et à la réalisation d'un centre polyvalent d'animation et de formation municipal : garderie d'enfants (500 m²), scène théâtrale (300 places), mobilier et équipements divers.
- Conception et réalisation d'un terrain omnisports (1 ha 5), réhabilitation d'équipements scolaires.
- Activités éducatives extra-scolaires.
- Mise en place d'un programme d'alphabétisation.
- Diverses formations en relation avec des structures de formations professionnelles.

Promotion d'activités économiques :

- Mise en place d'un système d'octroi de crédit pour des groupements féminins (100 bénéficiaires).

Le montant des investissements mobilisés par la Coopération Française pour réaliser ces actions s'élève à environ 2,5 millions de francs français. Une importante main d'œuvre locale a été employée à cette occasion, ainsi que plusieurs bureaux d'études locaux (ACA, AURIAS) d'où des effets de démultiplication.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Difficultés rencontrées et questions posées

Deux difficultés ont particulièrement marqué le déroulement du projet. La première a trait à la représentation sociale revendiquée par le mouvement associatif. Quelle légitimité, quelles compétences les collectifs de quartiers ont-ils à conduire une démarche opérationnelle et

"Appui aux initiatives de quartiers de Wakhinane Gueule Tapée II"

**GUEDIAWAYE,
SENEGAL**



comment l'évaluer ? L'association des jeunes (ASAP) à l'origine du projet est ainsi rapidement entrée en conflit avec l'équipe d'animation de l'AFVP. Pour l'ASAP, le rôle de l'équipe d'animation se limitait au conseil et à la mise à disposition d'une assistance technique et de moyens financiers. L'ASAP, pour sa part, se considérait comme « porteur du projet », en raison de son ancrage local et sa qualité d'élite du quartier. Ce faisant, l'ASAP escamotait le véritable questionnement sur la représentativité des

mouvements associatifs. Elle esquivait d'autre part la possibilité d'un contrôle sur la qualité et l'efficacité des actions engagées. Le dénouement de cette situation ne pouvait se faire qu'en éclairant les logiques d'intérêts divers, face aux enjeux du quartier. La remobilisation des différents partenaires associatifs, au delà d'un seul interlocuteur privilégié a pu se faire ainsi. Il convenait de dissocier nettement le travail d'animation sociale de la fonction de représentation des intérêts du quartier. La deuxième difficulté est apparue à propos de la promotion des activités économiques. L'intention initiale, exprimée par le quartier, était de créer une caisse mutuelle d'épargne et de crédit ; cette caisse devait alimenter des fonds de roulement de micro-entreprises. Qui du projet ou des habitants devait réunir les premiers fonds nécessaires au déblocage des crédits ? Pour l'équipe du projet, une épargne préalable était indispensable ; pour les habitants, il fallait utiliser le fonds de garantie. Le dialogue a très vite tourné court, la situation était bloquée. Pour l'équipe d'animation, la leçon à retenir trouvait son explication dans une mauvaise interprétation des comportements sociaux. La promotion privée, l'appui financier aux entrepreneurs, l'animation sociale pour des équipements collectifs, relèvent d'une démarche glo-

"Appui aux initiatives de quartiers de Wakhinane Gueule Tapée II"

GUEDIAWAYE, SENEGAL

bale de développement. Cependant, chacun de ces thèmes procède de logiques comportementales particulières et demande un appui spécifique. La situation a pu être débloquée en faisant appel à des opérateurs externes compétents dans ce domaine. Au delà de ces difficultés opérationnelles, nous nous posons la question du redéploiement de ce type de démarche. Si la « méthodologie Wakhinane » a fait ses preuves sur les limites d'un quartier et sur un programme de réalisation limité, qu'en est-il de son élargissement à d'autres quartiers, voire au territoire communal ? Comment peut-elle s'intégrer dans une perspective de développement communal, à la fois technique et politique visant une sorte de « contrat de ville » ?

Intérêts du projet

Une mobilisation efficace des acteurs (commune et population)

Les résultats obtenus sur le quartier Wakhinane ont permis, après discussion avec la municipalité, d'élargir l'action entreprise sur un autre quartier, avec une mobilisation relativement facile des habitants. D'autre part, compte-tenu de la dynamique sociale impulsée et des enjeux prioritaires pré-identifiés, le Fonds Spécial de Développement a pu trouver sur ces lieux un terrain d'application approprié (voir le programme d'assainissement individuel). Ces deux indicateurs témoignent de l'efficacité de la mobilisation des acteurs et de sa permanence sur plusieurs enjeux du développement local.

Une mobilisation sur les enjeux du développement local

Les priorités déterminées au travers des programmes de Wakhinane et Gueule Tapée font apparaître une diversité de thèmes qui permet une approche transversale du développement local (enjeux économiques, sociaux, urbains, éducatifs et culturels).

Une valorisation du pouvoir municipal

L'évolution du projet, l'implication progressive de la mairie font apparaître une revalorisation des relations entre l'institution municipale et ses administrés, au travers d'une recherche de solutions concertées, notamment dans le domaine de la gestion sociale urbaine.

Une progression méthodique de la réalisation ponctuelle d'équipements ou de services à la mise en place de mode de gestion durable.

La garderie d'enfants réalisée dans le cadre du projet est gérée par un comité de quartier paritaire entre mairie et usagers. Cette continuité entre la réalisation et la gestion d'un équipement qui peut être appliquée à d'autres types d'ouvrages ou de services est rendue possible par l'engagement des différents acteurs, dès le moment du choix des priorités.

“Appui aux initiatives de quartiers de Wakhinane Gueule Tapée II”

**GUEDIAWAYE,
SENEGAL**

Rédacteur de la fiche
Louis Lhopital,
AFVP pour PSH

ASSAINISSEMENT COMMUNAUTAIRE LIQUIDE ET SOLIDE INTEGRE DU BIDONVILLE DE KARYAN EL OUED A SALE, MAROC



Partenaires : *Enda Maghreb (ONG), autorités locales, population ;*

Coût : *75.000 USD (610.000 DH) ; Début du projet : 1995*

CONTEXTE

Le bidonville de Karyan El Oued, qui regroupe environ 6.000 habitants, connaît de graves problèmes d'assainissement liquide et solide. La situation actuelle justifiant la réalisation du projet est caractérisée par l'absence de réseau d'assainissement liquide, l'existence d'un égout à ciel ouvert et au même endroit d'une aire de dépôt sauvage des ordures ménagères. Les deux associations partenaires y ont mené plusieurs actions et études visant à améliorer le cadre de vie.

Après plusieurs années d'études et de démarches préalables, il a enfin été possible de lever les blocages institutionnels et d'assurer l'aval et la participation effective des autorités locales, aux côtés de la population du bidonville et des associations.

OBJECTIFS

Il s'agit d'améliorer l'assainissement liquide et solide ainsi que les conditions quotidiennes de détente et de loisirs. Il vise à :

- Réaliser un collecteur primaire pour les eaux usées, et à terminer le réseau secondaire et tertiaire, ainsi que les branchements individuels.
- Mettre en place des sites permanents d'apport volontaire et des centres de tri ou de récupération des ordures ménagères pour éliminer les dépotoirs sauvages et faciliter la récupération informelle.
- Aménager sur les superficies assainies des espaces verts et aires de jeu.

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

L'association Bou Regreg (ABR) et l'ONG Enda Maghreb travaillent

Opérateur

Association Bou
Regreg (ABR)

Responsable

Samir Bouazzaoui

Adresse

Rue Oued
Eddahab
Menzah
BP 3 153 Salé
Maroc

**SALE,
MAROC**

ensemble sur ce projet, en collaboration avec les autorités locales et la population des bidonvilles, soit environ 6.000 habitants, bénéficiaires du projet.

La participation municipale consiste en l'aval administratif, la conception, le suivi, et le financement.

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet a débuté en 1995. Mais dans l'attente de la réalisation du collecteur principal, la population a déjà auto-réalisé une partie du réseau secondaire et tertiaire. Des campagnes de nettoyage ponctuel ont été organisées. Le coût estimé est de 75.000 US\$ soit 610.000 DH.

La principale difficulté, qui vient d'être surmontée, a été d'ordre institutionnel : autorisation administrative, collaboration avec les services techniques locaux.

Ce blocage étant levé, il devrait maintenant être possible de s'assurer le financement extérieur permettant de compléter les apports financiers et en nature de la population du quartier et des collectivités locales.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

L'expérience n'en est qu'à ses débuts, elle montre néanmoins :

- la capacité d'auto-réalisation locale qui a d'ores et déjà permis d'améliorer l'assainissement individuel d'une partie du quartier ;
- qu'il est possible de débloquer des situations institutionnellement difficiles par des actions mettant en synergie des cadres associatifs, des élus et des techniciens locaux.



**"Assainissement
communautaire
liquide et solide
intégré"**

**Salé,
Maroc**

**Rédacteur
de la fiche**
Association
BouRegreg pour
Enda Maghreb

QUARTIER MEDINA FASS M'BAO, PIKINE, DAKAR, SENEGAL



AFRIQUE 10

Partenaires du Sud : *Direction Urbanisme et Architecture (Ministère Urbanisme et Habitat), Commune de Pikine, Etat du Sénégal ; Partenaires du Nord :* AFVP, GTZ, CFD ;
Coût : 20 millions FF ; **Durée :** 3 ans (juin 1993 à juin 1996)

CONTEXTE

La construction informelle demeure à Dakar, comme dans les autres villes africaines, le mode principal de logement. Les avantages de ce mode de construction sont réels : occupation foncière à faible coût, adaptation aux capacités de financement et aux besoins familiaux, coût de construction réduit, possibilité de personnaliser et de moduler le plan, compatibilité de l'habitat avec le mode de vie traditionnel, possibilité de récupération au moins partielle des coûts par adjonction d'un logement annexe à louer.

En contrepartie, les inconvénients portent surtout sur la médiocrité de l'équipement et de l'environnement de la parcelle, l'insalubrité très fréquente, l'éloignement des pôles d'activités économiques et sociaux et surtout la précarité du statut foncier.

Pour remédier à ces carences et améliorer les conditions de vie des populations urbaines, le gouvernement du Sénégal a fait de la restructuration des quartiers irréguliers un des axes majeurs de sa politique d'habitat.

Une cellule opérationnelle de la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture mise en place en 1987 a progressivement élaboré, avec l'appui de la Coopération Allemande (GTZ) une démarche de restructuration de l'habitat spontané, basée sur une participation aussi large que possible des populations et sur la mobilisation de leurs ressources foncières et humaines pour l'amélioration de leur cadre de vie.

Cette démarche expérimentée et ajustée à l'occasion de la restructuration du quartier DALIFORT, conçue comme un véritable travail

Opérateur
AFVP

Responsable
Louis Lhopital

Adresse
BP 207
Monthéry CEDEX
France
Tel : 1- 69 01 10 95

**DAKAR,
SENEGAL**

de « laboratoire » a été élargie à d'autres quartiers de l'agglomération dakaroise et à des villes de province. Elle constitue aujourd'hui une approche d'envergure nationale dotée d'instruments et de moyens spécifiques.

C'est dans le cadre de cette politique que l'AFVP a été sollicité par la DUA (Direction Urbanisme et Architecture), pour agir comme maître d'œuvre de la restructuration du quartier Fass M'Bao. La fonction d'opérateur dont l'AFVP a la charge se définit selon les principes méthodologiques et le cheminement opérationnel établis par la cellule DUA/GTZ. Elle constitue elle-même l'expérimentation d'une première délégation de réalisation à un partenaire non institutionnel et permet de tester les modes opératoires élaborés jusqu'alors.

ENJEUX ET OBJECTIFS

Comme celle des autres quartiers, la restructuration de Medina Fass M'Bao poursuit 3 objectifs principaux :

- régulariser la situation foncière des occupants et établir un nouveau parcellaire intégré dans l'agglomération ;
- viabiliser et équiper le quartier, prioritairement en eau, électricité et voiries mais aussi en intégrant des activités socio-économiques ;
- alimenter un fonds d'investissements « revolving » selon un mode de recouvrement des coûts partiellement supporté par les habitants du quartier.

La traduction opérationnelle de ces orientations se manifeste au travers d'un plan de restructuration du quartier ayant valeur de plan d'urbanisme de détail pour les services de la DUA. La particularité de ce plan est d'être conçu, non seulement sur la base de contraintes techniques et réglementaires, mais surtout avec la participation étroite des habitants qui déterminent eux-mêmes le niveau plus ou moins élevé de viabilisation souhaité et négocient les coûts et les modalités de leur participation financière.

A plus long terme, l'opération de restructuration par la mobilisation des acteurs qu'elle suscite, tente de jeter les bases d'une gestion urbaine consensuelle entre population et institutions.

DESCRIPTION DU PROJET

Organisation

Le quartier de Fass M'Bao recouvre une superficie de 40 ha situé en périphérie de la commune de Pikine et concerne environ 1.500 parcelles. Fass M'Bao Medina n'est qu'un élément d'un ensemble urbain

**“Quartier
Medina Fass
M'Bao”**

**DAKAR,
SENEGAL**

beaucoup plus vaste (environ 300.000 ha) et dont plusieurs autres quartiers sont en cours de restructuration.

Conformément au canevas opérationnel de la DUA/GTZ, le processus de restructuration se déroule en plusieurs étapes. La première marque le passage d'un état des lieux et d'un recensement d'occupants à la mobilisation de ceux-ci au travers d'une structure partenaire du projet (GIE de quartier). Un plan de restructuration est alors négocié entre le GIE et la DUA avec la médiation et l'assistance technique de l'opérateur. Ce plan comprend : un parcellaire définitif de redistribution des espaces avec recasement des déguerpis, un programme de viabilisation et d'équipements de quartier, une estimation des coûts, un détail des modalités d'exécution et les engagements contractuels. La réalisation du plan se fait conformément au calendrier de recouvrement des coûts. Des mesures d'appui aux initiatives économiques et du relais d'épargne-crédit mutualiste l'accompagnent. Le projet s'achève avec la régularisation du statut des occupants et la délivrance des titres fonciers.

Actions réalisées

En juillet 1995, le projet arrivait au deux tiers de sa durée. Le contenu du plan de restructuration, les modalités de prise en charge financière et de mise en œuvre avaient été discutés, analysés, négociés puis arrêtés contractuellement entre le GIE et la DUA.

Outre la recomposition d'un parcellaire intégrant un déguerpissement minimal, ce plan comprend :

- l'aménagement sommaire du marché de quartier,
- le désenclavement du quartier selon un quadrillage de voies primaires et secondaires en latérite,
- la desserte primaire et secondaire en eau potable,
- l'installation de deux transformateurs électriques pour l'alimentation domestique.

Le coût de viabilisation (hors coût de droit de superficie) à charge des populations s'élève à 1.430 FF par parcelle, soit un total d'environ 3 millions de FF. Les financements complémentaires nécessaires à la totalité du programme sont assurés par une dotation du bailleur Caisse Française de Développement (2,5 millions de FF) qui couvre les infrastructures primaires. L'Etat sénégalais participe lui aussi à la trame primaire.

Les travaux doivent être effectués d'ici fin juin 1996. Pour ce qui concerne la viabilisation tertiaire, conformément aux accords établis avec le GIE, le volume des travaux sera exécuté à hauteur du montant atteint par le recouvrement des coûts.

**"Quartier
Medina Fass
M'Bao"**

**DAKAR,
SENEGAL**

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Difficultés rencontrées et questions posées

Points de blocages ou contradictions opérationnelles sont le lot quotidien de ce type de projet. Il ne faut pas s'en étonner, l'esprit même de la démarche est empiriste : il serait vain de vouloir à tout prix modéliser ou rendre repliable un processus opérationnel qui par nature ne l'est pas. L'exigence d'une analyse critique n'en est pas moins souhaitable. Plusieurs attentes n'ont pas trouvé dans le déroulement du projet les réponses voulues.

Une première difficulté tient à la différence d'échelle entre une politique de restructuration qui se veut nationale, donc soumise à des styles et des normes généralisables et une mise en œuvre quartier par quartier contrainte aux particularités de chaque interlocuteur et de chaque situation urbaine. De ce point de vue, il n'est pas toujours facile d'harmoniser les coûts de viabilisation, de gérer les fonds de réserves foncières nécessaires ou de connecter les différents plans de restructuration.

La part du coût de la restructuration supportée par les ménages, bien que négociée et consentie par le quartier et sa représentation, reste élevée. Son recouvrement ne peut être concevable que si des relais d'épargne-crédit, mutualistes ou non, se mettent en place ; ceux-ci sont encore insuffisants. Ou si la part publique et la part privée du coût de restructuration est réévaluée à une plus juste mesure.

L'échec des propositions visant à mettre en place un fonds « revolving » permanent de restructuration urbaine est plus grave pour la suite de ce type d'opération. La CFD a en effet avancé volontairement plus de la moitié des coûts de viabilisation, cette avance était censée servir de « crédit promoteur pour la viabilisation » S'il n'est pas réinvesti dans la poursuite de la restructuration d'autres quartiers, l'impact recherché sera très diminué.

Intérêts du projet

L'intérêt principal du projet réside assurément dans la qualité des échanges entre pouvoirs publics et population et l'émergence de structures sociales locales capables de légitimer les choix techniques et politiques auxquels se trouvent confrontées les institutions publiques. Grande absente du projet, la commune de Pikine : sollicitée à plusieurs reprises par l'équipe pour participer plus étroitement à la restructuration, elle ne dispose pas d'un cadre législatif ni logistique qui lui permette de relayer l'action de l'Etat. L'expérience de la restructuration de quartier apporte pourtant un contenu très précis à ce que pourrait être la décentralisation dans le domaine urbain au delà des textes ou des montages purement institutionnels.

**"Quartier
Medina Fass
M'Ba"**

**DAKAR,
SENEGAL**

**Rédacteur
de la fiche**
Louis Lhopital,
AFVP pour PSH

AMENAGEMENT DE CANIVEAUX POUR REDUIRE L'EROSION PLUVIALE, DAPAONG, TOGO



AFRIQUE 11

Partenaires du Sud : *ONG Vredeseilanden, la population concernée, la Mairie de Dapaong, Vredeseilanden-Togo ;*

Partenaires du Nord : *Ministère français de la Coopération (FSD)*

CONTEXTE

La ville de Dapaong est une petite ville d'environ 25.000 habitants, caractérisée par quatre zones de densité d'habitat déterminant différents types d'aménagements urbains :

- une zone centrale d'habitat dense (marché et ses environs), caractérisée par la vieillesse des constructions de type moderne et par une urbanisation saturée ;
- une zone qui évolue dans un espace assez flou, où l'habitat traditionnel cohabite avec le moderne, dont l'urbanisation est presque saturée ;
- une zone périphérique d'habitat moderne possédant un plan de lotissement, dont l'urbanisation doit se poursuivre ;
- une zone de nouvelle expansion qui se distingue par la prédominance des structures rurales parsemées de quelques constructions modernes.

La ville connaît de nombreux problèmes qui sont essentiellement dus au fossé qui existe entre la croissance et l'aménagement urbains. Ces problèmes concernent :

- le tissu urbain à la périphérie ;
- la voirie ;
- l'approvisionnement en eau potable et l'évacuation des eaux usées et pluviales ;
- l'élimination des ordures.

Des efforts ont été entrepris, en particulier dans le domaine de l'approvisionnement en eau, mais beaucoup reste encore à faire.

Contacts

M. De Jong Thijs
(VE TOGO)
M. Vandekerckhove
(Vredeseilanden
Projektendienst)

Adresse

VE-TOGO,
B.P. 13093 Lomé,
Togo
Tél. : 228-22 13 31
Fax : 228-21 20 82

**DAPAONG,
TOGO**

OBJECTIFS

Le but de l'opération était de répondre à une situation d'urgence. En effet, plusieurs maisons habitées, situées le long d'une route ravagée par les eaux de pluies, menaçaient de s'effondrer. Pour y palier, il a été décidé de refaire cette route et d'y réaliser des caniveaux. Cette opération était un projet pilote qui a également permis de tester la capacité de mobilisation de la population concernée.

DESCRIPTION DU PROJET

En accord avec les responsables de quartier, les jeunes au chômage furent invités à participer aux travaux collectifs de réparation des caniveaux et à la construction de ponceaux bétonnés, assistés pendant toute la durée des travaux par une entreprise de construction de Dapaong.

Ces jeunes chômeurs ramassaient dans les montagnes environnantes, une quantité de cailloux fixée à l'avance par eux-mêmes (3 tas de cailloux par jour par groupe de 15 personnes). Un transport était organisé pour les amener le matin sur le lieu de ramassage, et pour les ramener en ville le soir. Ces cailloux ont servis de brique de construction. Chaque jeune était rémunéré 1.000 FCFA/jour.

Mode de financement du projet

Vu le caractère pilote de l'action, le financement a été assuré à 100 % par l'ONG Vredeseilanden (Belgique), la mairie de Dapaong prenant en charge la main d'œuvre et une partie du transport des matériaux (Coût global de l'opération : 700.000 F.B.)

Nouvelles perspectives financières : Vredeseilanden (Belgique) envisage d'élaborer, à partir de l'expérience de Dapaong, un projet pour l'amélioration de l'infrastructure urbaine de Dapaong en mettant non seulement l'accent sur les travaux à exécuter (caniveaux, ponceaux, pistes et latrines), mais surtout sur la mobilisation de la population sur les problèmes d'environnement urbain et sur la création d'emplois dans les mini-entreprises. Ce projet sera présenté à l'AGCD (Administration Générale de la Coopération au Développement belge), qui cofinance les projets de développement introduits par les ONG belges, souvent avec leurs partenaires du Sud.

En attendant l'élaboration de ce vaste projet, une première phase d'amélioration des infrastructures urbaines de Dapaong se met en place actuellement grâce à un financement de 1.500.000.000 FCFA obtenu auprès de la Mission de la Coopération de l'Ambassade de France au Togo dans le cadre du Fond Spécial de Développement (FSD).

**"Aménagement
de caniveaux
pour réduire
l'érosion pluviale"**

**DAPAONG,
TOGO**

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Résultats obtenus

Pendant environ 3 mois, l'équipe a réalisé 3 ponceaux et 300 mètres de caniveaux qui ont permis la protection des maisons qui menaçaient de s'effondrer.

Problèmes rencontrés

Les problèmes rencontrés n'étaient pas d'ordre technique mais se situaient sur le plan organisationnel et au niveau de la compréhension de la population :

- Rapidement, les jeunes chômeurs ont trouvé que le travail était trop dur et qu'ils n'avaient pas des conditions de travail satisfaisantes. En fait ils n'étaient pas intéressés par ce travail pour 1.000 FCFA/jour parce qu'ils ont d'autres possibilités de gagner leur vie en ville d'une façon moins dure que le travail en montagne. Finalement, il est apparu que cette activité à haute intensité de main d'œuvre ne donnait pas de résultats satisfaisants, et qu'il était plus intéressant d'acheter les cailloux aux paysans (coût plus faible et service plus rapide).
- Les habitants des maisons qui risquaient de s'effondrer ne sont pas originaires de Dapaong et considéraient que la construction des caniveaux devait être réalisée par les services de la ville. La population n'est en effet, que très peu sensibilisée à la prise en charge par elle-même des problèmes rencontrés.
- Un problème qui ne s'est pas présenté, mais qui risque de se présenter à l'avenir dans des actions comparables, est l'absence de cadastre dans la ville. Un plan d'aménagement existe, mais très souvent les habitants ne le respectent pas. Or les services de contrôle sont presque inexistants et/ou sans moyens (par exemple : un seul géomètre pour la préfecture dont fait partie Dapaong).

Bilan et perspectives

- Avant le démarrage des activités d'aménagement urbain, il faut absolument intégrer la population dans la réflexion sur le rôle de chacun dans la réalisation d'une opération et établir un protocole de collaboration. Il faut donc une meilleure sensibilisation de la population urbaine aux problèmes d'aménagement de la ville et sur leur rôle à jouer. Les solutions alternatives présentées par la population doivent également être étudiées ainsi que leur possibilité d'exécution.
- Les activités à haute intensité de main d'œuvre sont assez mal perçues, sans doute à cause du souvenir des travaux forcés pen-

**"Aménagement
de caniveaux
pour réduire
l'érosion pluviale"**

**DAPAONG,
TOGO**

dant la période coloniale, en particulier pour la construction de routes. Il serait probablement préférable de promouvoir la création de mini-entreprises de construction, de ramassage et de réutilisation d'ordures, de vidanges, de fosses septiques...

De cette première expérience, il ressort que la construction de caniveaux a un impact positif, mais qu'à plus grande échelle, il faut d'abord mettre en place des services d'entretien et de gestion des infrastructures pour palier aux insuffisances des services de la mairie.

A partir de 1995, des sessions d'animation sur la responsabilisation ont été entamées préalablement à la construction de caniveaux, latrines, ainsi que la promotion d'un service privé de vidange.



**"Aménagement
de caniveaux
pour réduire
l'érosion pluviale"**

**DAPAONG,
TOGO**

**Rédacteur
de la fiche
PS-EAU
(Programme
Solidarité Eau)**

PROGRAMME D'ENVIRONNEMENT A LOS MANGUITOS, SAINT DOMINGUE, REPUBLIQUE DOMINICAINE



Coût : 666.666 USD ; Début du projet : 1993

CONTEXTE

Le quartier "Los Manguitos" à Saint Domingue est un quartier péri-phérique défavorisé, où vivent 31.000 habitants. Quartier d'habitat spontané, les logements sont construits sur des terrains non viables (bord de ruisseau, ravins ou pentes). Un programme global d'amélioration du cadre de vie a été mis en place pour :

- prévenir les maladies et sensibiliser à l'hygiène,
- éduquer la population pour maintenir la propreté du quartier et lutter contre la dégradation de l'environnement,
- promouvoir le rôle des femmes dans la vie locale.

DESCRIPTIF DE L'OPERATION

L'originalité de l'expérience tient à la mise en œuvre de mini-conseils municipaux, réunissant les familles, les commerçants (20), les entreprises et administrations municipales.

Mise en place dès 1987, la réunion régulière des mini-conseils ("Assemblée Communale") a permis d'instaurer :

- une phase d'enlèvement des ordures à laquelle participent 300 familles,
- un plan de réhabilitation de la voirie auquel participent 75 familles.

Depuis 1993, d'importantes réalisations ont pu être décidées par les habitants en assemblée municipale :

- des actions de santé et de prévention de la déshydratation,
- la réalisation de 40 latrines, terrains de sport, espaces publics, ponts piétonniers, réseau d'eau potable (pour 1.300 familles),

Opérateur

Junta de Vecinos

Responsable

Angel Medina

Adresse

C/Respaldo 16
#41

Los Manguitos
Barrio Capotillo
Saint Domingue
République
Dominicaine
Tel : 536-5 267

**MANGUITOS,
REPUBLIQUE
DOMINICAINE**



ORGANISATION ET PARTENARIAT

L'Assemblée communale (ou Conseils municipaux) comprend plusieurs commissions : formation, assainissement, social...

L'Assemblée communale est divisée en secteurs géographiques ou Comités de quartier, où sont représentés des cellules d'habitants (le rôle des femmes y est très important).

La création des cellules d'habitants permet de renforcer la responsabilisation et répartition des tâches (la population participe aux travaux décidés) et le niveau d'auto-gestion des projets.

La clarification de l'échelle locale (par la participation de la population aux Assemblées Municipales) a favorisé l'émergence des organisations intermédiaires.

Enfin, l'instauration d'une dynamique de quartiers permet de planifier ou anticiper les projets (projet de privatisation de ramassage d'ordures géré par des cadres dirigeants formés à cet effet).

**"Programme
d'environnement"**

**LOS MANGUITOS,
REPUBLIQUE
DOMINICAINE**

**Rédacteur
de la fiche**
Yolanda de Leon
Mata pour
Enda Caribe



PROGRAMME DE RAMASSAGE DES DECHETS SOLIDES ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AU GUATEMALA



Partenaires : CARE (organisation internationale), antenne du Guatemala ; Commission Européenne ; Municipalités du Guatemala

CONTEXTE

Le Guatemala a subi très fortement les méfaits de sept années de guerre civile : 80 % de la population rurale est en dessous du seuil de pauvreté, l'exode et les mouvements migratoires à destination des villes ont accéléré la fragmentation sociale et les défaillances des services publics.

En raison de l'exode rural, la situation sanitaire urbaine se dégrade ; en l'absence de ramassage de déchets (sur 40 % des villes du Guatemala) ; en l'absence de politique locale ou nationale, et aussi de réglementation sur les ordures ou de prise de conscience de la population.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

CARE International est présente au Guatemala depuis 1986 et a fourni jusqu'en 1990 une assistance technique et financière aux municipalités pour renforcer leurs services, dans le cadre d'un premier programme d'environnement urbain.

En 1990, dans le cadre de la politique d'environnement de pays du sud appuyé par la Communauté Européenne, un projet pilote de recyclage des déchets a été décidé (pour 8 villes guatémaltaises, en deux phases) dont CARE est maître d'œuvre.

Une phase préliminaire d'études largement basée sur l'environnement culturel, sociologique des villes, la présence d'organisations locales, la capacité des municipalités à supporter financièrement le programme,

Opérateur
CARE Guatemala

Responsable
Eduardo E. Tercero
Muxi

GUATEMALA

les priorités et urgences sanitaires géographiques a permis de sélectionner les 8 villes tests.

Stratégie et programmation

La stratégie de CARE pour la réussite du programme à terme (1999) est fixée autour des points essentiels suivants :

- la mobilisation des échelles et des niveaux décisionnels, selon leurs compétences, responsabilités ou rôle,
- des objectifs clairs en matière de programmation à court, moyen terme.

Le programme fixe sur des objectifs précis dans le domaine de la réglementation sanitaire assignés à l'Etat et aux Municipalités ainsi que sur les moyens de sensibiliser les populations. Les organisations écologiques locales se voient attribuer un rôle important dans la sensibilisation.

Des échéanciers sont définis par phase, selon des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés à chaque étape intermédiaire du programme :

- taux de couverture géographique de la collecte des ordures ménagères,
- amélioration du niveau de ressources familiales issu du ramassage et de la vente des produits du compost,
- création de micro-projets pour le ramassage par la création de coopératives,
- amélioration des services municipaux et création de systèmes de collecte municipaux,
- création d'ONG locales,
- objectifs écologiques : reforestation, lutte contre la pollution, utilisation d'engrais...

Pour toute la durée du programme national et des équipes de projets au niveau municipal, CARE assure l'accompagnement juridique et technique : diagnostic technologique préliminaire, formations aux techniques de compost, contrôle de la productivité, qualité du recyclage, assistance technique aux services municipaux et aux ramasseurs.

Le projet s'accompagne d'une clarification et d'une répartition des rôles à chaque échelle d'intervention, selon les compétences et responsabilités des interlocuteurs :

- les ordonnances municipales pour réglementer les décharges sauvages et rejets d'ordures,

"Programme de ramassage des déchets solides et de protection de l'environnement"

GUATEMALA

- la surveillance municipale des zones de déchets sauvages, l'intervention dans les lieux publics (écoles, hôpitaux...) pour la collecte des déchets,
- les missions de sensibilisation assurées par les organisations locales (églises, associations de mères de famille, écologistes...) qui ont en charge la promotion de l'environnement,
- la formation, l'animation assurée par CARE en relation avec les associations (campagnes de communication dans les médias, journée "Ville propre" "information dans les écoles) afin de définir les lieux et moyens de responsabilisation de la population et encourager les changements de comportements collectifs en matière d'environnement.

Cadre administratif et financier

Le programme privilégie également dans ses objectifs la capacité d'auto-financement, des équipes de projets municipaux (instruments de gestion, tableau de bord, organigrammes, programmation).

La détermination des responsabilités techniques de gestion à toutes les échelles est également le point clef de la programmation :

- création de coopératives de ramassage et compost dans chaque ville ou concession à des ramasseurs privés, avec réinvestissement de profits issus de la vente du compost (les entreprises ont des objectifs de croissance),
- salariat des ramasseurs qui sont intéressés aux bénéfices,
- financement en matériel par l'Etat des investissements et de la sensibilisation par les municipalités,
- appui continu durant tout le programme par CARE Guatemala, aidé par la Commission Européenne : mise à disposition de chefs de projets, logistique, secrétariat, formation, évaluations annuelles, intermédiaires et finales...

"Programme de ramassage des déchets solides et de protection de l'environnement"

GUATEMALA

Rédacteur de la fiche
Sylvaine Bulle
pour le Secrétariat
Preceup

4 PROGRAMMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU EN HAÏTI



AMERIQUE
LATINE 6

Les 4 projets d'approvisionnement en eau nous démontrent bien les capacités d'organisation de base ou intermédiaires à se substituer aux missions des services publics défaillants pour satisfaire les besoins élémentaires de la population.

Haïti est un pays d'une grande pauvreté, accélérée par le coup d'état de 1993 puis les deux embargos internationaux successifs :



- L'économie nationale est largement dominée par le marché informel.
- La défaillance des Services Nationaux publics est généralisée, l'Etat n'assurant plus ses missions élémentaires auprès de la population : insuffisance, inadaptation, du service national de distribution d'eau oblige aussi les populations à utiliser l'eau polluée, provoquant une dégradation des conditions d'hygiène.
- La structure urbaine est caractéristique de cette généralisation, de sa paupérisation : quartiers spontanés ; bidonvilles en forte croissance dans la capitale et en villes péri-urbaines en raison de l'exode rural (Gonoïaves, Port de Paix, Saint Louis du Nord).
- Enfin, le cadre institutionnel n'est pas défini, paralysé par des années successives de crise politique. Les collectivités locales n'ont pas de compétences légales dans la gestion des services publics. Les associations de base, sans cadre législatif, sont inexistantes, les initiatives locales encore mal perçues.

Dans un contexte difficile (issu d'un obstacle majeur : celui de l'embargo), les organisations intermédiaires ou ONG internationales et leurs bailleurs se constituent et sont régulièrement amenées à pallier aux déficiences structurelles.

Les quatre projets montrent qu'elles deviennent de plus en plus actives, acquièrent des compétences, influent substantiellement la politique nationale en approvisionnement d'eau.

Ils illustrent également les facteurs d'efficacité issus d'une coordination et d'une multiplication des financements : ceux de la CEE et de la Coopération Française entrant majoritairement dans les programmes.

HAÏTI

Programme d'implantation de fontaines collectives dans les bidonvilles de Port au Prince

Partenaires du Sud : *Associations de base et intermédiaires (SOLAM, ASSOLO...)* ;

Partenaires du Nord : *GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges technologiques), Union Européenne (Programme ECHO)*

Le programme concerne plusieurs quartiers spontanés ou bidonvilles, non desservis en infrastructures et approvisionnement en eau potable à Port au Prince.

Dans ces quartiers pauvres, où la collectivité locale ne dispose pas de responsabilités juridiques et moyens financiers pour la gestion urbaine, le marché informel de la revente d'eau est généralisé.

Un important programme d'installation de bornes fontaines a été initié en 1994, par le GRET, opérateur Nord, en concertation avec les habitants, dans le prolongement d'initiatives antérieures ponctuelles (revente d'eau par camion, gérée par une association intermédiaire, distribution gratuite par camion citerne gérée par l'Unicef).

Un important travail préalable de sensibilisation-communication a été mené par le GRET pour asseoir la dimension sociale du projet : animateurs dans les quartiers, enquêtes, études de faisabilité économique pour la tarification de la vente d'eau et la gestion des bornes fontaines, structuration des associations de base.

Le GRET assure également la coordination, la maîtrise d'œuvre, l'implantation des bornes fontaines, en collaboration avec les associations intermédiaires constituées (ASSOLO, SOE, SOLAM) ; ainsi que l'appui technique de bureaux d'études locaux et l'emploi de la main d'œuvre locale (artisans, constructeurs formés par le maître d'œuvre et les associations).

La gestion des bornes fontaines est assurée par un Comité de Borne (régi par des statuts, élu par les usagers) et qui désigne des vendeurs d'eau issus du quartier, intéressés au bénéfice de la vente d'eau.

Le Comité de Gestion bénéficie de stages de formation assurés par le GRET et les associations.

Une régie d'usagers garantit le bon fonctionnement de la gestion et est l'interlocuteur de la CAMEP (concessionnaire national) pour la distribution d'eau.

L'intérêt du programme est évident :

- l'opérateur est interlocuteur unique auprès de l'Etat pour l'organisation, le suivi des projets,
- la responsabilisation de la population est assurée ; la participation des associations facilite le partenariat et le travail collectif de quartier,

"4 programmes d'approvisionnement en eau"

Opérateur
GRET

Adresse
216 rue Lafayette
75010 Paris
France

HAÏTI

- le programme permet une régulation économique du marché de la revente et un rééquilibrage naturel des prix,
- à l'inverse, en l'absence de services structurés forts, aucune collaboration n'a pu être instaurée avec la Municipalité.

Programme d'hydraulique et de santé à Saint Louis du Nord

Partenaires du Nord : AICF, Union Européenne (PAOB, Programme d'Appui aux Organisations de Base), Ministère français de la Coopération et du Développement.

AICF intervient à Saint Louis du Nord pour réaliser un programme d'adduction d'eau potable (par captage de source, réservoirs et bornes fontaines) et mène un programme d'hygiène associant la population. Un travail de sensibilisation de la population a été mené par des animateurs locaux préalablement aux travaux.

Le choix et la localisation des captages a été fait en fonction de la population, des conditions sanitaires (protection de la source).

Les travaux (captage de deux sources, réservoirs, dix bornes fontaines) ont été réalisés par des artisans formés pour l'opération.

Le programme a permis le captage de vingt sources (chambre captage, fontaine ou citerne, adduction), la construction de six citernes et l'équipement de six dispensaires.

Parallèlement, les campagnes de santé ont permis la distribution de matériel médical et la formation d'agents dans le dispensaire.

Bilan de l'opération

La participation de la population a été globalement favorable notamment en raison de l'animation préalable ayant motivé les habitants et favorisé l'émergence de relais.

Le programme devrait être poursuivi par la construction de latrines.

Coût de l'opération : 1,08 MF

Financement : CDI (Crédits déconcentrés d'intervention) :

0,60 MF/CEE : 0,12 MF/AICF : 3,61 MF

Alimentation en eau potable à Port de Paix (quartiers Poste Métier, Baie des Moustiques)

Port de Paix compte environ 40.000 habitants, son réseau d'approvisionnement (par pompage) est mal entretenu, sous dimensionné.

La population, dans l'incapacité financière d'acheter de l'eau dans les quartiers aisés, s'approvisionne dans les eaux polluées de la rivière Moustique ou eau de pluie, provoquant de nombreuses maladies.

"4 programmes d'approvisionnement en eau"

Opérateur
AICF

Opérateur
UEBH
(Union des églises baptistes de Haïti)

HAÏTI

Un projet d'alimentation en eau potable dans les banlieues nord-ouest (17.000 habitants) est coordonné par l'UEBH (l'Union des Eglises Baptistes de Haïti). Il s'appuie sur la création de comité de zone, bénéficiant de soutiens d'animateurs de l'UEBH, de l'aide technique de CPH (Comité Protos Haïti).

Le réseau (captage, source, adduction, réseau de distribution avec 30 bornes fontaines) a été réalisé par des techniciens locaux.

Le réseau achevé fin 1994 approvisionne 17.000 personnes :

- 30 comités de quartier ont été créés,
- 270 latrines bénéficiant d'une participation financière de la population pour recouvrir les coûts d'entretien.

Un programme de formation sanitaire des animateurs de quartiers et de gestion a été entrepris.

L'opération a des effets de démultiplication :

- capacité de la population et des organisations de base des initiatives
- diversification et extension des missions à d'autres projets locaux ; CPH et UEBH souhaitent travailler en réseau avec d'autres ONG.

Aide d'urgence aux populations défavorisées de Gonaïves

La ville de Gonaïves (150 km de Port au Prince) est essentiellement composée de bidonvilles très denses desservis par un réseau d'eau potable national (SNEP, Service National l'Eau Potable) défaillant, faute d'électricité pour le pompage.

Les habitants utilisent donc l'eau polluée, puisée dans la nappe phréatique.

AICF (ONG internationale) coordonne un programme d'urgence hydraulique pour améliorer les conditions d'hygiène à Gonaïves.

Le programme mis en place en 1994 comprend :

- un atelier pour la fabrication de latrines,
- l'appui en matériel à la SNEP pour la réparation de réseaux d'eau potable.

Il a permis la construction de trente deux latrines, la réhabilitation de bornes fontaines...

Un projet de santé et assainissement a été mené avec la population. Le financement (0,8 M FF) a été assuré conjointement par le Ministère français de la Coopération et du Développement (CDI, Crédits Déconcentrés d'Intervention), 2 m FF par la CEE (Programme ECHO) et l'AICF.

"4 programmes d'approvisionnement en eau"

Opérateur
AICF

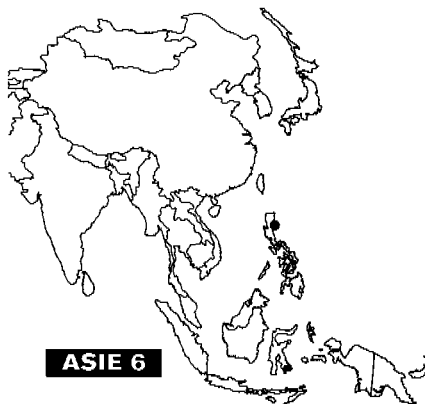
HAÏTI

Rédacteur de la fiche
Sylvaine Bulle pour le Secrétariat Preceup

SAN JUAN - LINIS GANDA - RAMASSAGE DES RECYCLABLES A METRO MANILA, PHILIPPINES

Partenaires du Sud : Huit principaux revendeurs de déchets existants à Manille, la Fondation Clean and Green de Mrs Amelita Ramos ;

Partenaires privés : la Corporation San Miguel, la Brasserie Nationale, Rubberworld, les compagnies Firestone, Goodyear et Sime Darby ; **Début du projet :** 1983



CONTEXTE

Dans la région métropolitaine de Manille (1.557 millions de logements correspondant aux 5 villes), l'environnement urbain se détériore rapidement car à l'augmentation de la quantité de déchets parallèle à l'augmentation démographique s'ajoute la détérioration des services de ramassage et de nettoyage de la ville.

Dans le quartier San Juan, le projet met en place un système de collecte des déchets, fondé sur le tri à la source de ces déchets et leur valorisation. Le degré de participation de la population du quartier est élevé : 60 %.

L'intérêt du tri à la source tient à ce que la décharge de Smokey Mountain (la plus importante de Metro Manila) est le lieu de vie et de travail de beaucoup de familles et d'enfants. Les risques de maladies diverses et souvent mortelles sont grands, d'où l'importance d'organiser le tri avant que les déchets n'arrivent à la décharge.

OBJECTIFS

- Environnementaux d'une part : il s'agit de participer à la réduction de la pression économique sur les ressources naturelles par la récupération et la réutilisation des matières premières trouvées dans les déchets.
- Economiques d'autre part : il s'agit d'augmenter le revenu généré par la commercialisation des déchets, à travers la création de coopératives de récupération des déchets, et d'améliorer le circuit de consommation locale en réduisant les importations de produits intermédiaires (papier, plastique...).

Opérateur

Conseil
des Femmes
du Mouvement
Balikatan de Metro
Manila (MMWBM)

Responsable

Mrs. Leonarda
Comacho

Adresse

MMWBM
c/o Regency Park
207 Santolan Rd.
Quezon City, Metro
Manila Philippines

**METRO
MANILA,
PHILIPPINES**

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

Les partenaires privés rachètent et récupèrent les déchets qui peuvent entrer comme bien intermédiaire dans leur production. Ainsi, la Corporation San Miguel et la Brasserie Nationale rachètent le verre récupéré ; Rubberworld les chaussures en caoutchouc. Quant aux compagnies Firestone, Goodyear et Sime Darby, elles rachètent les pneus usés.

La municipalité est impliquée au niveau de la Section de réhabilitation des rivières du Département de l'Environnement et des Ressources Naturelles.

Les bénéficiaires de ce projet sont donc d'une part les habitants du quartier (amélioration de leur environnement) et d'autre part les récupérateurs (amélioration de leur niveau de vie).

Les participants travaillant pour ce projet sont plus de 100 récupérateurs d'ordures (engagés par l'organisation) appelés "assistants écologistes" des propriétaires de 3 grands magasins de "bric-à-brac" qui supervisent et paient les "assistants écologistes" des usines de caoutchouc, de plastiques, de recyclage d'acier ; des fabriques de papier et la population.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

A la fin des années soixante-dix, les membres de MMWBM s'inquiètent devant la détérioration de l'environnement (augmentation de la quantité de déchets et détérioration des services de ramassage de la ville).

Un projet pilote (Cash in Trash) de ramassage des recyclables a été proposé. Ce projet n'a pas été un succès, mais le MMWBM restait convaincu que la séparation des déchets à la source était la base de toute amélioration. C'est ainsi qu'est lancé, en 1983, le projet de "Linis Ganda".

Pour permettre aux familles de gagner de l'argent sans mettre en danger leur santé, le MMWBM a organisé des équipes de collecteurs de déchets, triés avant qu'ils n'arrivent à la décharge.

Organisation de la collecte

Le MMWBM se charge de l'organisation et de la gestion de 8 importants revendeurs de déchets qui ont recruté une centaine de récu-

**"San Juan
Linis Ganda -
Ramassage
des recyclables"**

**METRO
MANILA,
PHILIPPINES**

pérateurs (également appelés “assistants écologiques” “éco-aides” ou “push-cart boys”).

Ce sont en majorité des adolescents, munis de pièces d'identité et d'uniformes et utilisant des chariots marqués des mots “Linis Ganda San Juan”. Sur leur T-Shirt est également inscrit le nom de leur zone respective.

Selon un itinéraire précis, les push-cart boys parcourent les quartiers, achètent les déchets chez les résidents et dans les écoles. En plus de ce ramassage, les éco-aides circulent sur les cours d'eau, à l'aide de barques, et ramassent les déchets qui flottent.

Les éco-aides sont directement supervisés par les propriétaires des grands magasins de bric à brac qui leur donne, chaque jour, environ 4 USD pour acheter les déchets aux familles. A la fin de leur tournée, ils retournent au magasin auquel ils sont rattachés. Ils sont alors payés pour les déchets récoltés, au prix du marché. Selon Leonarda Comacho, ce paiement est souvent le double de leurs dépenses pour l'achat des déchets aux familles.

Moyens mis en œuvre

- pour la collecte des déchets ménagers : chariots et bicyclettes avec side-cars.
- pour la collecte des déchets sur les canaux : 10 barques du MMWBM.

Pérennisation de l'action

A la suite d'un accord passé entre le MMWBM et les propriétaires des magasins d'occasion, ceux-ci fournissent également aux ramasseurs et à leur famille un logement dans les locaux commerciaux. Ainsi, un assistant écologiste gagne entre 19 et 36 USD par jour et est logé (ainsi que sa famille) gratuitement.

Pour s'assurer de la coopération des revendeurs, le MMWBM s'est assuré de leur donner un rôle actif dans le projet plutôt que de les exclure comme dans des projets précédents (cf. Cash in Trash) : les organisateurs du projet se sont chargés de trouver des marchés viables pour de nouveaux déchets domestiques recyclables et de mettre les revendeurs en contact avec les acheteurs potentiels.

Pendant plusieurs années, des réunions hebdomadaires entre les organisateurs et les revendeurs ont servi à résoudre les problèmes qui pouvaient émerger entre les revendeurs et les récupérateurs. Puis les réunions sont devenues mensuelles.

**“San Juan
Linis Ganda -
Ramassage
des recyclable”**

**METRO
MANILA,
PHILIPPINES**

Sensibilisation de la population

- Une campagne éducative a été menée dans le quartier pour expliquer l'intérêt du tri à la source. Cette sensibilisation, intensive avant la mise en œuvre du projet, se poursuit désormais de façon régulière et "plus douce" par la distribution de prospectus aux populations et par des interventions auprès des écoles et des groupes communautaires.
- Les résidents perçoivent une petite somme d'argent pour leurs déchets triés, en fonction de leur quantité et de leur contenu. Quand les déchets sont de bonne qualité, les foyers perçoivent 1 USD par semaine.

Résultats

- Pour les ramasseurs : amélioration des conditions de vie et des revenus.
- Pour la population : amélioration des revenus et de l'environnement
- Pour les magasins d'occasion : le ramassage des déchets triés leur permet d'avoir une source plus sûre et plus large de produits à recycler.
- Pour les sociétés : Elles rachètent des déchets recyclables qui peuvent entrer comme bien intermédiaire dans leur production. Cette possibilité leur permet de réduire leurs coûts.

En chiffres,

- 60 % des ménages de San Juan participent au tri ou à la revente des déchets.
- 50 tonnes de déchets sont ainsi récupérés chaque mois.
- Plusieurs villes de Metro Manila montrent un intérêt pour ce modèle. Plusieurs projets de petite taille ont pu démarrer dans l'agglomération de Manille. En 1994, le projet de Linis Ganda a été repris dans 17 villes et 12 districts, représentant 1.557 ménages, 1.445 écoles privées et publiques.
- L'organisation du projet permet de procurer aux familles un revenu mensuel de 15 à 50 USD ; de 100 USD pour les éco-aides.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Le projet Linis Ganda tend à se diversifier :

- Travail conjoint avec un inventeur philippin, pour la construction de « mini-plants » mobiles, aux endroits stratégiques de

**"San Juan
Linis Ganda -
Ramassage
des recyclables"**

**METRO
MANILA,
PHILIPPINES**

Metro Manila, pour convertir les déchets « verts », (feuilles, herbe, branches d'arbres, débris de bois, écorce de noix de coco...) en charbon vert.

- Incitation (par une campagne de sensibilisation) pour persuader les ménages et les écoles à convertir en compost leurs déchets organiques.

Actuellement, le programme ne s'autofinance pas (il est financé par des contributions privées et dirigé par 40 femmes qui travaillent bénévolement).

En outre, l'absence de toute législation sur la séparation des déchets empêche le recyclage à une plus grande échelle (au niveau de l'agglomération, par exemple). Les organisateurs souhaitent du gouvernement un arrêté sur la séparation des déchets et la fixation de jours de collecte afin d'inciter les entreprises au recyclage.

Enfin, les obstacles rencontrés avec la municipalité ont rendu le partenariat difficile et ont limité la reconnaissance du projet au niveau institutionnel.

Le point fondamental de la réussite du projet est la création d'un véritable secteur économique issu du système de tri des déchets, générateur de ressources.

**"San Juan
Linis Ganda -
Ramassage
des recyclable"**

**METRO
MANILA,
PHILIPPINES**

**Rédacteur
de la fiche**
Vanessa Rousselle
pour Enda Vietnam

SERIE PRATIQUES URBAINES
Expériences & Méthodes
CAHIER 3

DYNAMIQUES ET ESPACES D'INNOVATION ECONOMIQUE

**Expériences, outils et méthodes pour
un développement urbain partagé**



La création d'emplois ou de richesses locales, présentes dans toutes les expériences est la forme générique pour désigner les objectifs économiques des projets d'environnement urbain.

Utilité sociale et intérêt général sont parties constitutives des expériences présentées :

- les activités productives ou services de proximité (collecte des déchets, alimentation en eau ou réseaux d'infrastructures, compost, petits commerces...) sont souvent des formes d'allègement de la surcharge des services publics défaillants, voire de substitution à la vacance des politiques locales ou nationales en matière de service urbain. Le cas d'Haïti (*fiche AL 6 dans le cahier n° 2*) est particulièrement significatif.
- ils sont aussi des alternatives à la privatisation non maîtrisée (ou "sauvage") des services publics, par le secteur marchand ou le secteur informel (souvent discriminatoires pour les habitants).

■ L'économie sociale des projets

Débordant de son cadre formel, l'économie sociale des projets est aussi régie par des principes de gestion communautaire (ou "participative") :

- solidarité économique par redistribution des profits ou revenus des projets :
- redistribution des revenus issus de la vente de produits (compost par exemple) aux salariés,
- création d'emplois ou réinvestissement dans d'autres secteurs productifs ou publics : agriculture, reboisement, infrastructures, équipements de santé, scolaires... En témoignent les exemples du Guatemala (*fiche AL 5 dans le cahier n° 2*) ou au Paraguay (*fiche AL 1 dans le cahier 1*).
- gestion sociale et communautaire des projets :

- création de coopératives pour le ramassage et le tri de déchets, le compost, mais aussi la réalisation de programmes d'habitat ou d'urbanisme en Afrique du Sud (*fiche AF 15*) ou au Brésil (*fiche AL 9*)

- groupements d'intérêt économique (artisans, puisatiers, maçons, ramasseurs), en particulier au Mali où les GIE de jeunes ramasseurs sont nombreux (*voir fiches AF 13 et 14*),

- investissements communautaires : autoconstruction collective d'infrastructures (assainissement, branchements, voirie), ou de superstructure (écoles, centres de santé). En témoignent les projets de construction de quartiers spontanés au Burkina Faso (*fiche AF 1 dans le cahier n° 1*) et au Paraguay (*fiche AL 1 dans le cahier n° 1*).

- volonté d'autoconstruction (biens, services) par les habitants d'un quartier, comme forme d'autosubsistance, voire d'autarcie économique et comme forme d'organisation sociale communautaire.

■ Les services de proximité créés sont des ressources économiques et marchandes

L'économie populaire permet également de consolider les services de proximité. Le tarissement des ressources publiques incite à la création de circuits économiques innovants.

Comme en témoignent la majeure partie des expériences présentées, les services de proximité (collecte, nettoyage, tri d'ordures, boutiques et services marchands) sont les premiers gisements d'emplois locaux.

Les micro-projets d'environnement urbain assurent également un *continuum* avec les secteurs privés ou informels :

- les expériences montrent que les conditions d'entente et de collaboration avec le secteur privé (petits entrepreneurs...) pour partager des services (concessions pour collecte des déchets, transport, décharge,

construction d'infrastructures...) améliorent les chances de création et de durabilité des micro-projets, dès lors que le partenaire privé en intègre l'intérêt général (emplois créés, insertion des populations défavorisées, formation).

En témoigne en particulier une expérience de ramassage d'ordures effectué par une entreprise privée en association avec une ONG au Bénin (*fiche AF1 dans le cahier 1*).

- l'économie populaire permet une régulation naturelle de l'économie informelle ; présente là où le public est défaillant et où le privé ne veut pas investir et souvent discriminatoire en ce qui concerne les coûts et l'accès aux services pour les populations défavorisées.

La présence concurrentielle des micro-projets d'économie populaire permet même une "absorption" des activités informelles : baisse des tarifs, sous-traitance, emplois, sensibilisation... En témoigne en particulier une expérience de cartonnage à Saint Domingue (*fiche AL 8*).

Créatrice d'emploi et de lien social, l'économie populaire est une économie souvent filiarisée, intégrant l'ensemble des tâches productives : de l'autoproduction de matériaux à la transformation (compost), à la vente de produits ; redistribution des ressources, ou réinvestissement à d'autres secteurs de production (agriculture, foncier, bois...).

■ Création d'outils dans les micro-projets d'économie populaire

La création d'outils est lisible dans bon nombre de projets :

- recouvrement des coûts d'investissement ou de fonctionnement par une collecte et trésorerie collective (association, régie...),
- fiscalisation des ménages pour le recouvrement des coûts d'infrastructures par la création d'impôt local : c'est le cas d'un pro-

jet d'environnement au Sénégal (*fiche AF 18 dans le cahier n° 4*) où a été mis en place un impôt pour le financement des branchements individuels d'eau potable et réseau d'assainissement...

- collecte des ressources avec fonds de péréquation pour répartir l'effort des ménages à l'investissement d'infrastructures : la péréquation financière permet ainsi d'établir une participation financière de la population proportionnelle ou adaptée à sa solvabilité. C'est le cas au Paraguay pour l'autoconstruction d'un quartier (*fiche AL 1 dans le cahier n° 1*),

- fonds revolving et crédits individuels issus d'un fonds collectif, pour le financement de petites opérations : ouverture de boutiques, démarrage de petites activités artisanales, au Burkina Faso (*fiche AF 1 dans le cahier n° 1*), en Colombie (*fiche AL 13 dans le cahier n° 4*)...

- mutuelles collectives de santé ou d'hygiène par épargne collective : associations de jeunes, Groupement d'intérêt Economique, associations de femmes, en particulier au Burkina Faso (*fiche AF 1 dans le cahier n° 1*)...

- recherche de tarification par étude de faisabilité et de marché, adaptée au pouvoir d'achat des ménages pour la création de services urbains, c'est notamment le cas d'associations d'étudiants au Burkina Faso (*fiche AF 13*)

Au delà de l'inventivité formelle et de l'adaptabilité des outils créés, les micro-projets génèrent une responsabilisation et un changement de comportement sociologique des habitants, dans leur rapport à l'économie domestique, au patrimoine collectif, dès lors qu'ils sont directement associés à la gestion d'une opération et intéressés à la fabrication de leur territoire et de sa gestion urbaine.

L'innovation économique passe aussi par l'efficacité des outils internationaux au niveau local.

La création de fonds internationaux décentralisés permet d'accélérer la mise en route des projets : attribution de subventions gérées au niveau du quartier qui permet en même temps le contrôle des objectifs et des coûts d'opérations et la responsabilisation de la population associée au financement des projets. C'est le cas notamment du programme FOURMI au Cameroun (*fiche AF 5 dans le cahier n° 2*).

■ **L'intégration des impératifs économiques comme condition de réussite des projets**

La prise en compte des contraintes de gestion et d'équilibre économique par les porteurs de projets est souvent un facteur de pérennisation des opérations.

La durabilité des projets (et donc la garantie du maintien des objectifs sociaux en ce qui concerne les créations d'emplois) est facilitée dès lors que les règles de gestion (qui sont celles de l'économie marchande) sont intégrées :

- recherche d'équilibre économique, tableaux de bord de gestion, surveillance de la trésorerie, comptabilité. C'est notamment le cas de micro-coopératives pour la collecte d'ordures en Colombie (*fiche AL 13 dans le cahier 4*) ou à Saint Domingue (*fiche AL 10*),
- répartition des tâches, contrôle de la qualité, recherche d'une tarification adaptée, évaluation régulière des projets,
- contrôle et maîtrise des objectifs externes et internes : programmation des actions, objectifs de création d'emplois, qualité de services, participation de la population, plan d'investissement. C'est par exemple le cas du plan national d'environnement et de collecte d'ordures au Guatemala (*fiche AL 5 dans le cahier n° 2*).

La pérennité, la performabilité des expériences sont éminemment liées à leurs ressources humaines (motivation, formation, rémunéra-

tion) : la fragilité interne des porteurs de projets (associations, organisations intermédiaires) est souvent liée aux insuffisances de formation aux métiers de la gestion et des ressources humaines.

L'amélioration de la qualité des services (collecte des ordures, compost, hygiène, santé) comme gage de durabilité, passe également par la formation (maintenance, technique), l'investissement en équipement, la transparence et évaluation des objectifs de qualité.

Le soutien aux micro-projets, notamment productifs, plaide pour une consolidation de l'appui international et local pour :

- l'investissement en matériel et ressources pour les organisations de base et intermédiaires,
- l'aide en logistique, évaluations et expertises des projets,
- l'aide pour la mise en réseau et pour le partage d'expériences au Sud,
- l'appui aux organisations intermédiaires pour la formulation de projets avec la population.

En témoigne le cas d'un programme d'environnement à Saint Domingue (*fiche AL 7*) ou un technicien économique a été mis à disposition de la population pour l'aider à formuler ses projets.

Enfin les conditions de structuration des micro-projets et donc de leur répliquabilité, que ce soit vers des unités de production supplémentaires ou par extension territoriale, passent par la prise en compte de leur cycle sociologique, autant qu'économique : temps de gestation, mobilisation et appropriation des objectifs économiques par la population et par les opérateurs.

Sylvaine BULLE
Sociologue urbaniste

BESEYA : COLLECTE DES ORDURES DE HAMDALLAYE A BAMAKO, MALI



AFRIQUE 12

Partenaires du Sud : le gouvernement du district, ONG locales et étrangères ; **Partenaires du Nord :** La Caisse Française de Développement, ONG étrangères ;

Coût : 12.000 USD (6.000.000 FCFA) ; **Début du projet :** juin 1991

OBJECTIFS

Ils sont à la fois d'ordre environnementaux et d'ordre sociaux, il s'agit :

- d'assainir le quartier
- de créer des emplois
- de rendre possible l'appropriation du projet par les bénéficiaires.

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

Le gouvernement du district assure un appui technique ; La Caisse Française de Développement accorde des prêts à faible taux d'intérêt (conditions données) et les ONG locales et étrangères interviennent à travers des échanges d'expériences et de formation.

Le personnel salarié varie entre 21 personnes et 34.

La population du quartier est largement impliquée dans le projet : 95 % des 1.799 concessions du quartier sont abonnées à la collecte. Toutes les familles du quartier sont informées des réunions d'assainissement et beaucoup y participent.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Au début, il s'agissait pour le promoteur (Moussa Kaba) de collecter les ordures d'un quartier afin de le transformer en compost pour son entreprise d'aménagement d'espaces verts créée en 1983. La mise en œuvre de cette activité intermédiaire a pris une telle importance

Opérateur
Groupement JIGUI

Responsable
Moussa Kaba

Adresse
Rue 111,
dans la cour
des Artisans
de la commune IV
Hamdallaye
BP E588 Bamako
Mali

**BAMAKO,
MALI**

auprès du public qu'elle a relégué l'activité principale d'aménagement au second plan.

Ainsi avec certains éléments de l'entreprise d'aménagement "Fleureuka" M. Kaba a créé un groupement d'assainissement dénommé JIGUI dont la première opération, la collecte des ordures ménagères, fut baptisée "Bèsèya" qui signifie en bamanan "propreté".

Participation populaire

Les concessions familiales bénéficiaires financent à 100 % la collecte par le paiement d'une redevance mensuelle de 750 FCFA par concession. La collecte est quotidienne et s'effectue au moyen de charrettes tirées par des ânes. L'attelage passe devant chaque concession abonnée.

Le projet utilise des moyens connus de tous (crieur public, charrettes, ânes, produits artisanaux) et des techniques anciennes, qui ont déjà fait leurs preuves (recours à la concertation du voisinage pour les prises de décision), ce qui en facilite la maîtrise et l'appropriation et en même temps réduit les coûts récurrents.

L'équation à résoudre étant celle-ci : dans une situation d'absence totale de structure formelle d'assainissement, comment amener les populations urbaines à auto-financer leur assainissement à un niveau supportable pour leurs faibles revenus, mais suffisamment réaliste pour permettre la création d'emplois pour les jeunes ?

Ces résultats attendus ont été largement atteints nonobstant des difficultés de parcours (difficultés avec l'Administration, changement de comportement des abonnés) dont certaines perdurent (problème de la double taxation, tentative de récupération par les politiques, fixation du montant de la redevance, effets de la dévaluation etc...). Cependant, l'implication de la population à travers les comités de sages permet d'envisager l'avenir avec sérénité... Car le défi pour l'avenir est qu'elle s'approprie le projet.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Le projet Bèsèya a aujourd'hui 5 ans (il a débuté en 1991). Il a connu des difficultés de croissance qui, aux vues des résultats engrangés, ne compromettent pas son devenir. Le problème de coordination et l'implication des autorités dans les opérations initiées à la base est le défi majeur que nous avons à relever.

**"Beseya :
Collecte
des ordures
de Hamdallay"**

**BAMAKO,
MALI**

**Rédacteur
de la fiche**
L'opérateur pour
Enda Rup

L'ASSAINISSEMENT PROFITE A L'AGRICULTURE ET CREE DES EMPLOIS. UNE RECHERCHE-ACTION A OUAGADOUGOU, BURKINA FASO



AFRIQUE 13

Partenaires du Nord : *CECOD Paris 1 (Centre d'études comparatives sur le développement), Laboratoire d'ethnologie de Paris 5, Programme JVE, Ministère français de la Coopération ;*
Coût : 108.000 FF ; **Durée :** mai 1994 - septembre 1995

CONTEXTE

L'Express pré-Coopérative du Faso (ECOFA) est une association d'étudiants en fin de cycle issus de diverses écoles, instituts et facultés de l'Université de Ouagadougou.

Reconnue en décembre 1990, l'ECOFA est née dans un contexte national marqué par la crise de l'emploi en général et celles des jeunes diplômés en particulier. Chaque année, on dénombre plus de 500 jeunes diplômés en fin de cycle qui arrivent sur le marché de l'emploi burkinabé. Les possibilités d'embauche dans le secteur public étant quasi-nulles du fait de l'ajustement structurel et le secteur privé n'embauchant presque plus en raison de la récession économique généralisée, l'insertion professionnelle des jeunes diplômés est fortement compromise.

Confrontés au problème, ces étudiants ont décidé de mettre sur pied une structure ayant pour mission première la collecte des ordures ménagères. En effet, le besoin d'assainissement grandit dans la ville de Ouagadougou. L'Office National des Services d'Entretien, de Nettoyage et d'Embellissement (ONASENE) est un office public qui a été créé en 1985 pour aider à la résolution de ces problèmes d'assainissement. Cependant, même si en matière d'évacuation de déchets solides, il a initié dans certains quartiers, le système de collecte de porte-à-porte et d'évacuation des ordures ménagères, il manque de moyens adéquats pour répondre aux besoins exprimés.

En outre, ayant constaté qu'il n'existe pas de structure ou d'entreprise privée dans ce domaine qui s'avère exploitable et économiquement rentable, les jeunes responsables d'ECOFA investissent ce secteur d'activité à partir d'octobre 1990.

Opérateur ECOFA

Contacts

Fanny Chauveau
Véronique Male
Programme Jeunes
Villes Emploi (JVE)

Adresse

6, rue de Talleyrand
75007 Paris
France
Tel : 44 18 63 95
Fax : 44 18 63 96

**OUAGADOUGOU
BURKINA FASO**

OBJECTIFS

La recherche-action sur ECOFA, financée par le programme Jeunes-Villes-Emploi comprend 2 aspects :

- l'évaluation des conditions de création et de fonctionnement d'ECOFA, pour en tirer des leçons pour la création d'entreprises du même genre dans d'autres villes africaines et développer le service de collecte des ordures ménagères proposé par l'association,
- la conduite d'une étude sur les possibilités de diversifier les activités de l'entreprise avec, comme premier objectif, le développement des activités de compostage à partir des déchets collectés.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique d'ECOFA

ECOFA a été créée par une quinzaine de jeunes diplômés au chômage. Dans l'élaboration des statuts de l'association, les jeunes prévoient une cellule conseil qui compte un certain nombre de personnalités expérimentées. Grâce à cette cellule, les jeunes obtiennent un local au sein du bâtiment de l'ONASENE et c'est en discutant avec les responsables de cette structure que leur vient l'idée de travailler dans l'assainissement. En octobre 1990, la décision est prise de collecter les ordures ménagères. Des membres d'ECOFA se désistent trouvant que c'est une activité "sale". Une période de "galère" commence pour ceux qui continuent...

Le capital de départ est en effet très réduit pour démarrer une activité. Il est composé des cotisations des membres et de quelques dons. L'activité de collecte commence en octobre 1990 avec 24 clients et un véhicule de type 404 bâché loué à un particulier. Les membres d'ECOFA prospectent pour trouver des clients. N'étant pas payés, certains coopérateurs se désistent encore : il n'en reste plus que six. Le chauffeur et les manœuvres acceptent de commencer à travailler pendant trois mois sans être rémunérés dans l'espoir de voir réussir l'entreprise et d'obtenir un véritable emploi. Ce type de fonctionnement occasionne de nombreuses tensions aussi bien entre dirigeants qu'avec les employés.

L'activité augmente, puisqu'après trois mois de fonctionnement, le nombre des abonnés s'élève à deux cents. A partir du mois de janvier, tous les salariés d'ECOFA reçoivent cent francs par jour. Les conflits internes continuent... Cette période est très éprouvante pour les jeunes entrepreneurs qui n'arrivent toujours pas à gagner leur vie et donnent la priorité aux investissements dans la coopérative.

A un moment donné, l'entreprise est mise en péril : de l'argent dis-

"L'assainissement profite à l'agriculture et crée des emplois. Recherche-action"

**OUAGADOUGOU
BURKINA FASO**

paraît dans la caisse. Le premier Président, auteur de nombreuses malversations financières est alors suspendu.

ECOFA tente d'obtenir des prêts auprès des banques, en vain, ne disposant de garanties suffisantes. En janvier 1993, le Fonds National pour la Promotion de l'Emploi au Burkina lui apporte une aide conséquente.

Aujourd'hui, ECOFA emploie deux cadres, quinze employés, cinq agents de recouvrement, un gardien et trois agents de prospection. Elle ne paie pas encore de charges sociales. Concernant le recrutement des employés, les responsables essaient d'éviter au maximum le système des solidarités traditionnelles (où le travail est conçu comme une sorte de rente) au profit d'une embauche plus rationnelle.

Organisation du projet

Les activités de collecte et d'évacuation des ordures d'ECOFA ont commencé dans certains quartiers populaires délaissés par l'ONASENE. L'intervention pratique d'ECOFA dans un quartier commence par une prospection de la zone par des membres d'ECOFA et ses agents commerciaux. Une sensibilisation est faite dans tous les ménages quant à l'utilité des prestations de la coopérative. Un projet de contrat stipulant la cadence des enlèvements et leur coût mensuel est proposé au client. S'il accepte, ses ordures sont enlevées par des équipes de trois personnes à la cadence fixée, à l'aide d'une remorque attelée à un tracteur. Généralement, les ménages (80 % de la clientèle) choisissent une cadence d'enlèvement hebdomadaire au taux forfaitaire mensuel de 1.000 FCFA.

La collecte touche aujourd'hui 1.300 ménages à Ouagadougou. Quelques contrats ont également été signés avec des institutions publiques, para-publiques et privées. Les clients sont répartis dans dix sept des trente secteurs que compte la ville de Ouagadougou. Le matériel dont dispose ECOFA permet d'évacuer hors de la capitale 50 m³ d'ordures par jour, du lundi au samedi inclus. La coopérative permet aux cinq promoteurs d'assurer leur "auto emploi" et a de plus embauché 21 salariés permanents.

Elle désire actuellement élargir ses activités en touchant davantage de ménages et de secteurs de la capitale, mais aussi en commençant une activité de transformation des ordures ménagères en intrants agricoles.

Actions réalisées

La première phase de la recherche s'est déroulée du 2 mai au 25 juin 1994 à Ouagadougou. Concernant le premier aspect de la recherche, des entretiens ont été menés auprès des différents acteurs impliqués dans le ramassage et l'évacuation des ordures ménagères.

"L'assainissement profite à l'agriculture et crée des emplois. Recherche-action"

**OUAGADOUGOU
BURKINA FASO**

Une étude institutionnelle a été conduite sur le problème de la collecte des ordures de la ville de Ouagadougou à travers une série d'entretiens avec des fonctionnaires de la ville, des membres de l'entreprise publique qui intervient dans ce secteur (ONASENE) ainsi que des entreprises privées qui commencent à se développer (environ une dizaine).

L'enquête a concerné 140 ménages répartis dans quatre secteurs de la ville, touchés ou non par un système organisé de collecte. Le guide d'entretien, composé de questions ouvertes et fermées, devait permettre d'appréhender aussi bien les réactions que le fonctionnement des gens face aux services de collecte des ordures, les systèmes d'arbitrage effectués par les ménages dans leur choix, ainsi que leurs représentations de l'hygiène, de l'assainissement d'un quartier, d'une cour propre ou sale.

Un travail a ensuite été réalisé sur le rôle du secteur informel dans l'activité de collecte des ordures ménagères à travers des entretiens avec des charretiers et la réalisation de dix récits de vie. Ces charretiers, comme leur nom l'indique, assurent à l'aide de charrettes à traction asine, le ramassage d'ordures ménagères au porte-à-porte. L'irrégularité et la faiblesse des revenus est une de leurs caractéristiques communes. Contrairement aux entreprises formelles, ils n'offrent qu'un contrat verbal et pratiquent des tarifs moins élevés car ils évacuent les ordures dans des dépotoirs sauvages à l'intérieur même de la ville.

Enfin, une "histoire de vie" de l'ECOFA a été réalisée avec le Président de l'entreprise et son trésorier.

Concernant la transformation des ordures ménagères en compost destiné à l'agriculture péri-urbaine, ce volet est divisé en deux axes de recherche : une enquête auprès des maraîchers susceptibles d'acheter l'engrais organique et une étude plus technique. L'enquête auprès des acheteurs potentiels de compost a été réalisée auprès de 30 maraîchers, aménageurs et agriculteurs, afin de connaître leur utilisation actuelle d'engrais, le coût de revient de l'utilisation de produits chimiques, les conséquences perçues sur les sols et de mesurer leur intérêt pour le compost. L'étude technique consiste d'abord à évaluer le rapport poids d'ordures/poids de compost, le nombre d'emplois à créer pour cette nouvelle activité et l'estimation du prix de vente aux particuliers (sachant que le coût peut être le principal obstacle à la vulgarisation de l'utilisation du compost par les maraîchers). Une analyse du sol permettra ensuite de définir le terrain le mieux adapté pour mener l'activité de transformation des déchets en compost.

"L'assainissement profite à l'agriculture et crée des emplois. Recherche-action"

**OUAGADOUGOU
BURKINA FASO**

Le dernier volet consiste en un stage pratique au Bénin pour un responsable d'ECOFA, au Centre Emmaüs de Porto Novo (centre Panafricain de Prospective Sociale), qui a ouvert un institut de formation à une agriculture biologique intégrée, autour de la production du compost à partir des ordures ménagères.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Difficultés rencontrées et questions posées

Voici quelques exemples de questions suscitées par le projet que les charretiers tentent d'approfondir :

- le premier Président d'ECOFA a "puisé dans la caisse" puis s'est enfui. Qu'est-ce qui permettrait de contrôler ou d'éviter le renouvellement de tels événements dans d'autres entreprises ?
- Il y avait un grand nombre de partenaires à l'origine du projet (une quinzaine) et trois ans plus tard, ils ne sont plus que deux. A quoi est dû ce rapide éclatement du noyau initial ?
- Les ouvriers ont travaillé gratuitement pendant plusieurs mois : achètent-ils ainsi leur droit à un emploi permanent ? Qu'est-ce qui les amène à avoir un tel comportement alors qu'à la différence des créateurs de l'entreprise, ils ne se constituent pas de patrimoine avec l'entreprise ?
- ECOFA, portée par son succès devient un des partenaires incontournables sur le "marché" de la collecte des ordures. Cette situation est parfois délicate à gérer car les dirigeants d'ECOFA se retrouvent, malgré eux, acteurs d'un jeu institutionnel qu'ils ne maîtrisent pas toujours et surtout qu'ils ne sont pas préparés à affronter.

Intérêts du projet

Cette recherche-action permet d'analyser la genèse de la création d'une entreprise, d'apprécier les difficultés mais aussi les potentialités offertes aux jeunes citadins désireux de créer puis de développer une structure privée capable de générer de nombreux emplois dans un contexte a priori bloqué. Elle révèle un entrepreneariat de type nouveau porté par de jeunes universitaires et un processus d'intégration urbaine réussie.

En outre, cette recherche-action a permis de financer des actions en vue du développement de l'entreprise (enjeu important pour les entrepreneurs), à partir de son évaluation. Elle associe donc l'évaluation et le développement de la structure, tout en apportant des éléments de capitalisation sur les mécanismes de création et de développement des entreprises portées par des jeunes.

"L'assainissement profite à l'agriculture et crée des emplois. Recherche-action"

OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

Rédacteurs de la fiche
Fanny Chauveau
Véronique Male
pour PSH

GESTION DES DECHETS MENAGERS A BAMAKO, MALI



Partenaires du Sud : les GIE des différents quartiers, le District de Bamako ; **Partenaires du Nord :** l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), la Caisse Française de Développement ; **Durée :** 1991-1995.

CONTEXTE

A Bamako, le système public de collecte des déchets présente une vraie carence, ainsi bon nombre d'actions ont tenté de pallier à ce problème environnemental dans les différents quartiers de Bamako. Depuis l'origine du projet, une quarantaine de GIE se sont constituées pour collecter les déchets.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Depuis l'origine du projet (1991), une quarantaine de GIE se sont constituées pour collecter les déchets. Face à cela et face à la nécessité de maîtriser les activités à l'échelle du district et d'intégrer les autres fonctions, le district a décidé de travailler avec ces GIE avec l'aide de la Caisse Française de Développement.

Organisation du projet

Ce projet comporte deux phases. Durant la première phase, un financement d'environ 1.500.000 FF a permis d'encourager la création de nombreux GIE responsables de la précollecte. La phase actuelle consiste à définir les conditions d'une régulation des activités et notamment l'amélioration des techniques de compostage (1.000.000 FF).

A l'heure actuelle, plus d'une quarantaine de structures associatives collectent les déchets à l'aide de charrettes tractées par des animaux. Ces GIE s'adaptent ainsi aux conditions particulières de la ville de Bamako.

Le projet rencontre cependant certaines difficultés qui ont mis en

Opérateur

Municipalité de Bamako ;
GIE à Bamako

Contact

M. Fouilly

Adresse

ADEME
27 rue Louis Vicat
75015 Paris
France
Tél. : 47 65 20 32

**BAMAKO,
MALI**

évidence la nécessité d'harmoniser les interventions des différents acteurs et de planifier les aspects liés à l'évacuation et au traitement des déchets. La nécessité de mettre en place un système intégré de collecte et de traitement des déchets est particulièrement évidente.

Un système prévoyant trois phases (collecte - transfert - compostage ou décharge) est actuellement à l'étude, chaque phase nécessitant une redéfinition des actions afin de mieux l'adapter aux conditions économiques, politiques et sociales de la ville de Bamako.



PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Pour améliorer l'efficacité de la collecte, il s'agira de préciser les "règles de jeu" entre les différents acteurs comme le District, la Mairie et les structures associatives. On a en effet constaté des disparités d'efficacité et d'organisation entre les GIE (notamment pour le recouvrement des coûts).

En ce qui concerne le transfert, il existe actuellement une soixantaine de "dépôts de transfert" Il faudrait mettre en place des centres de transfert en cohérence avec la précollecte en terme de contraintes de place nécessaire, de coût et d'organisation.

Finalement, le traitement de déchets peut se faire par compostage ou au niveau d'une décharge. Si le choix de compostage est mis en place, ce dernier nécessite des études préalables pour réaliser un procédé complet et adapté au contexte de Bamako et bien l'adapter à la dimension du marché.

L'organisation, le suivi, l'évolution de l'opération démontre la nécessité de renforcer le contexte institutionnel et partenarial : nécessité de changer le rôle entre acteurs, définir contractuellement les missions de chacun en fonction des objectifs globaux.

**"Gestion
des déchets
ménagers"**

**BAMAKO,
MALI**

**Rédacteur
de la fiche**
Isabelle Mamaty
pour le Secrétariat
Preceup

CONSTRUCTION DE MAISONS A BON MARCHÉ ET CREATION D'UNE COOPERATIVE DE LOGEMENTS EN AFRIQUE DU SUD



Partenaires du Sud : *Watville Concerned Residents' Committee (WCRC)* ; **Partenaires du Nord :** *Centre de Recherche, information, action pour le développement en Afrique (CRIAA), Ministère français des Affaires Etrangères* ; **Coût :** 2.510.000 FF ;
Durée : 1992-1995

CONTEXTE

Depuis le début des années 80, deux phénomènes ont bouleversé les grandes villes sud-africaines : la déségrégation résidentielle dans les quartiers réservés à la population blanche (loi sur l'habitat séparé, Group Areas Act) et la prolifération de l'habitat précaire résultant d'invasions de terrains ou d'une densification de l'habitat existant dans les townships.

La population noire s'est octroyée le droit à la ville et a obligé le gouvernement à reconnaître le caractère irréversible de l'urbanisation : celui-ci mit en œuvre des "programmes péri-urbains de squatterisation contrôlée" sans empêcher cependant le développement considérable du phénomène des occupations spontanées et illégales. Environ 7 millions de personnes vivent dans un habitat précaire, sans eau ni électricité.

A partir de 1991, les principales lois instituant la ségrégation raciale sur la terre et dans les zones de résidence sont abolies. Avec l'élection en mai 1994 du premier gouvernement démocratique, le logement et l'aménagement urbain sont inscrits parmi les toutes premières priorités. Le Programme de Reconstruction et de Développement (PRD) énonce les besoins et les recommandations en matière de logement et d'urbanisation :

"La crise du logement et des services dans les zones urbaines et rurales atteint aujourd'hui des proportions considérables. En 1990, on estimait la pénurie de logements à 1,3 millions de maisons pour les familles à revenus modiques. Mais cette pénurie atteint aujourd'hui les 3 millions d'unités, si on tient compte des hôtels à démanteler et

Opérateur
CRIAA

Adresse
69 rue du Maine
75014 Paris
France

**BENONI,
AFRIQUE
DU SUD**

des besoins en zones rurales. C'est en tout un minimum d'un million d'unités qui devront être produites dans les cinq prochaines années."

Le PRD insiste également sur la nécessité de favoriser un développement participatif et promouvoir le renforcement des capacités des organisations communautaires.

A Tomboville, le comité de résidents (Wattville Concerned Resident's Committee) dès la fin des années 80, avait organisé la communauté du township autour des revendications concernant la reconnaissance des droits fonciers, l'accès au logement et aux services. En 1990, le WCRC planifia des invasions de terrains et négocia avec le conseil municipal blanc de Bénoni leur viabilisation.

Le site du projet, une étroite bande de terrains de 2,3 hectares appelée Tamboville Extension 2, résulte d'une invasion organisée par le WCRC. Celui-ci y attribua des parcelles à 84 familles sans logement de Wattville, qui y érigèrent des abris de fortune.

Comme dans de nombreuses zones d'installations de squatters en Afrique du Sud, la communauté de Tamboville a défié la législation, pour forcer la reconnaissance de ses droits de résidence sur le lieu de son choix. Le township de Wattville et ses extensions "spontanées" sont des zones très convoitées pour leur situation au sein d'un bassin d'emploi très actif et à proximité de trois centres urbains. Les habitants de Tamboville 2 ont accepté le principe d'un habitat à forte densité pour donner à un grand nombre de familles en liste d'attente la possibilité de demeurer à proximité de Wattville.

OBJECTIFS

Conçu comme une opération-pilote, le projet vise à tester de nouvelles méthodes de financement et de production de logements par et pour les populations à bas revenus, exclues des procédures classiques (prêts bancaires, mise de fonds initiale...).

La production de logements à bas coût (low-cost housing) n'est cependant pas la seule finalité du projet, structuré autour de quatre objectifs :

- le développement d'une coopérative de logements (Wattville Housing Association) avec des fonds générés par le recouvrement des coûts et destinés à élargir la base du parc de logements et l'amélioration des équipements ;
- la promotion d'équipes de construction issues de la communauté ;
- la production de maisons financièrement accessibles en utilisant les subventions du MAE pour fournir à la population - cible des prêts au logement d'un montant de 15.000 rands remboursables à la coopérative de logements sur 20 ans et à un taux d'intérêt de 10 % ;
- l'implication de l'autorité locale (Bénoni City Council) aux côtés du comité de résidents de Wattville.

"Construction de maisons bon marché et création d'une coopérative de logements"

**BENONI,
AFRIQUE
DU SUD**

DESCRIPTION DU PROJET

Organisation

La coopérative de logements, composée d'habitants du quartier et de familles mal logées de Wattville inscrites sur liste d'attente, a les fonctions suivantes :

- gestion du site et maîtrise d'ouvrage des programmes d'amélioration des services et des équipements ;
 - valorisation financière du patrimoine bâti (collecte des loyers, remboursements des prêts, emprunts et placements bancaires...) de façon à élargir la base du parc de logements et améliorer les équipements
- La coopérative de logements sera propriétaire des maisons qu'elle louera ou vendra aux résidents selon des contrats dûment clarifiés et selon les besoins et capacités financières des intéressés.

Deux équipes de construction (d'environ 8 personnes chacune issues de la communauté) travaillent sur le chantier. La formation des équipes continuera grâce à la construction de 30 maisons supplémentaires à Tamboville Extension 2. Une fois les unités de logements achevées, les équipes pourront travailler sur d'autres chantiers gérés par la coopérative (crèche, clinique, installation de toilettes et de services).

Les maisons individuelles de 42 m² sont principalement construites avec des briques de ciment et de la tôle ondulée. Ce type de maisons extensibles a été choisi par la population au cours d'ateliers dirigés par le Civic. En raison de l'inflation des prix de matériaux de construction, leur coût avoisine désormais les 22.000 rands par unité. Il n'inclut pas les coûts de la viabilisation, environ 8.000 rands par parcelle, pris en charge par l'Independant Development Trust (IDT).

Le conseil municipal de Bénoni est étroitement associé à la réalisation du projet. Une Commission Technique Mixte composée de représentants du comité de résidents et des services urbains dans la zone de Wattville - Tamboville.

Avec la constitution d'une autorité locale transitoire pour le Grand Bénoni, la collaboration de l'autorité locale transitoire pour le Grand Bénoni, la collaboration de l'autorité locale avec le WCRC et la Coopérative de logements se renforce dans les domaines suivants : aménagement du territoire communal et assistance en matière de viabilisation et de fourniture des services dans les nouvelles extensions du township.

Actions réalisées

Sur le plan des réalisations matérielles, le projet a permis la construction de 46 maisons (fin juin 1995), la création d'un centre communautaire, lieu de rencontre et d'activités des familles du quartier, comprenant en particulier les bureaux du Civic et ceux de la coopérative

"Construction de maisons bon marché et création d'une coopérative de logements"

**BENONI,
AFRIQUE
DU SUD**

de logements et la construction d'un magasin de stockage pour les matériaux et équipements de construction. La constitution d'équipes de tâcherons chargées des travaux de construction s'est faite à partir des membres sans travail des familles bénéficiaires : placées sous la supervision d'un chef de chantier, elles sont payées par lots de maisons achevées et pénalisées en cas de retard dans les délais convenus. Un grand nombre d'actions de formation ont été menées grâce au projet. La gestion de projet, dans ses différentes facettes, est progressivement confiée à une équipe locale de trois personnes rémunérées résidant dans le township et formées en cours d'emploi. Leurs responsabilités couvrent l'administration et la comptabilité, l'animation communautaire et la gestion des aspects physiques de la mise en œuvre du projet. Deux autres membres de l'équipe de gestion du projet ont été nommés membres du Conseil Local Transitoire pour le Grand Bénoni. Le suivi de chantier, la gestion de contrats, le contrôle de la qualité font l'objet d'apprentissage sur le tas et d'enseignements formels destinés aux chefs des équipes de construction.

Le projet - dans sa seule partie construction - a créé 20 emplois. Le recours à de petits entrepreneurs locaux pour les travaux de second œuvre permet également de promouvoir le développement économique local, en maintenant les ressources financières dans la communauté.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Difficultés rencontrées et questions posées

Le phasage et les délais de versement des subventions, ajoutés aux modifications successives du plan parcellaire, ont empêché une construction rapide des maisons. La production des logements a été étalée dans le temps ou parfois interrompue par manque de fonds disponibles. L'inflation annuelle du prix des matériaux de construction (2/3 du coût final de la maison), s'élevait à 27 % en 1994. Entre mars et décembre 1994, on enregistrait un surcoût de 4.500 rands par maison. Le prêt accordé par la coopérative de logements aux habitants de Tamboville 2, qui reste fixé à 15.000 rands, ne correspond donc plus au coût réel de la maison. Ce surcoût remet en cause l'objectif originel de produire 84 maisons, une pour chaque propriétaire d'une parcelle à Tamboville 2.

Le retard pris par le conseil municipal de Bénoni pour finaliser le plan parcellaire et établir Tamboville Extension 2 en tant que nouveau lotissement (Township Establishment), a retardé l'installation des réseaux d'eau et d'assainissement. Le quartier ne compte aujourd'hui que trois bornes fontaines pour 500 habitants.

Cette situation a suscité un profond mécontentement de la communauté, dont la cohésion s'est peu à peu désagrégée. Plusieurs assem-

"Construction de maisons bon marché et création d'une coopérative de logements"

**BENONI,
AFRIQUE
DU SUD**

blées ont été organisées par le Civic, CRIAA, et Planact pour informer la communauté sur les raisons des retards dans la construction des logements et l'équipement des parcelles.

La coopérative, quant à elle, tente de diminuer le niveau d'impayés pour les remboursements des prêts (49 %). La culture de "non paiement" dans les townships, dont les résidents boycottaient sous l'ancien régime le versement des loyers et des charges, et l'absence de revenus réguliers pour quelques familles, expliquent cette situation. La coopérative a entrepris un long travail d'information et d'éducation. Elle envoie chaque mois un relevé accompagné d'une lettre explicative personnalisée invitant les personnes à venir résoudre les problèmes d'arriérés.

Intérêt du projet

Le projet d'habitat de Tamboville a promu un développement participatif s'appuyant sur une organisation communautaire dynamique et une collaboration étroite des différents partenaires du projet au sein de l'équipe de projet (Staff Group).

Le choix des maisons, la taille des parcelles, le montant des remboursements, etc. ont été décidés par la communauté elle-même au cours d'ateliers. Les familles qui ont emménagé dans leurs maisons bénéficient de conseils pour la construction d'extensions, le remboursement de leurs prêts et la maintenance de leurs logements.

Le magasin de stock est progressivement transformé en un centre d'appui technique destiné à soutenir l'émergence et l'organisation d'autres petites entreprises locales de bâtiment à Wattville-Tamboville. Ce centre apportera également une aide sous forme de conseils et de vente de matériaux à prix réduits aux auto-promoteurs du quartier. La réalisation du projet renforce les capacités de maîtrise d'ouvrages de la coopérative. Celle-ci devra prochainement gérer de nouveaux projets de logements pour les familles à revenus modiques. Ces projets seront financés par les subventions provenant du Regional Housing Board ou par la région (crèche, clinique).

Après la mise en place du système gouvernemental de subventions au logement, la coopérative de logements, le WCRC et le conseil municipal de Bénoni ont déposé ensemble une demande pour une aide financière destinée à la création d'infrastructures et à la production de nouvelles unités de logements.

La collaboration entre des représentants du township et des techniciens blancs de la municipalité de Bénoni se poursuit depuis 1990. Elle a connu parfois quelques problèmes, mais elle a permis une plus grande adéquation entre les besoins de la population du township et les interventions des services techniques de la ville.

"Construction de maisons bon marché et création d'une coopérative de logements"

**BENONI,
AFRIQUE
DU SUD**

Rédacteur de la fiche
CRIAA pour PSH
(Programme Solidarité Habitat)

ACTIONS DANS LE DOMAINE DE L'ASSAINISSEMENT MENEES PAR DES AMCAV A PORT BOUET ET BOUNDIALI, COTE D'IVOIRE



AFRIQUE 16

CONTEXTE

“En 1983, la commune de Port Bouët, avec l'appui de l'agence de coopération a engagé différentes actions visant à l'amélioration des conditions de vie des habitants vivants en quartiers précaires. Cette coopération a été possible grâce à divers financements tant français qu'ivoiriens, et s'est enrichie par l'appui de nombreux organismes et la participation des populations concernées, pour la réalisation d'équipements sociaux. Il s'agit notamment de sanitaires publics expérimentant différents systèmes d'assainissement, de procédés adaptés de ramassage des ordures ménagères, de systèmes d'approvisionnement en eau, etc.”

“le choix d'une coopération avec une collectivité locale correspond également à la préoccupation de mobiliser des responsables de terrain (techniciens municipaux, travailleurs sociaux, associations). Le projet de Port Bouët se veut modeste par son ampleur et ses modalités : une enveloppe relativement limitée et donc des risques réduits - une démarche prudente qui consiste à tester en vraie grandeur quelques réalisations, plutôt que de “parachuter” de gros équipements dont il apparaît à moyen terme que le niveau de services est sans rapport avec le coût économique...”*1

A cette fin, le 4 avril 1984 a été créé l'AMCAV de Port Bouët, où sont représentés les élus et les habitants, et qui est contrôlée au niveau de sa gestion par le Ministère de l'Intérieur. Une AMCAV a été créée sur le même modèle à Boundiali en octobre 1986.

OBJECTIFS

Globalement, les objectifs de l'association AMCAV, sont :

**PORT BOUET
ET BOUNDIALI,
COTE D'IVOIRE**

- “de promouvoir des actions concertées d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie, avec la préoccupation essentielle de s'adresser aux catégories défavorisées

- d'apporter une réponse technique et économique en associant, dans toute la mesure du possible, les populations aux réalisations” *2

Concrètement, dans le domaine de l'assainissement, il s'agissait de mettre en place des latrines publiques, dans des écoles et sur des places publiques, ainsi que d'organiser la précollecte des ordures ménagères.

“Ces équipements peuvent être particulièrement adaptés aux quartiers précaires et non régularisés, pour deux raisons :

- avant de régulariser la situation foncière de la population, on ne peut mettre en place un programme à long terme tel que le réseau collectif, et on ne peut laisser se développer une latrinitation sauvage dans le quartier ;

- un équipement collectif peut favoriser le dialogue entre la population et les autorités, et amener les groupes à s'organiser (entretien, gestion, réalisation...)” *3

DESCRIPTION DU PROJET

“L'AMCAV a mis en place des comités de quartier, composés de bénévoles (fonctionnaires, retraités, commerçants...) pour être des relais de l'AMCAV sur le terrain...”

“Ces comités ont recruté des animatrices pour la sensibilisation, des artisans pour la réalisation des latrines, et des jeunes sans emplois pour la précollecte des ordures...” *3

L'AMCAV assurait un rôle de maître d'ouvrage délégué par la commune pour ces réalisations, dans leurs aspects :

- techniques : conception et réalisation d'ouvrages
- organisation sociale : mobilisation et sensibilisation des populations
- gestion : mise en place d'un mode de gestion et d'entretien des équipements avec contribution financière des usagers.

L'appui de la Coopération Française a duré 6 ans.

Financement du projet

Les AMCAV de Boundiali et de Port Bouët ont bénéficié de financements sur le Fond d'Aide à la Coopération (FAC) du Ministère de la Coopération française pour les investissements et l'aide au fonctionnement. Une assistance technique sous forme de personnel volontaire AFVP, à d'autre part accompagné l'activité de ces deux associations. Les Mairies et l'Etat ivoirien ont également contribué aux investissements.

“Actions dans le domaine de l'assainissement menées par des AMCAV”

PORT BOUËT ET BOUNDALI, CÔTE D'IVOIRE

Le concours de différents autres organismes (UNICEF, Fondation pour les logements coopératifs...) a permis de financer certaines tranches de travaux.

Résultats obtenus *2

Chaque bloc de latrines est géré par une équipe de 3 animatrices, qui assurent une permanence (de 5 heures du matin à minuit). Elles ont pour rôle de nettoyer, surveiller l'utilisation, et fournir des seaux d'eau aux utilisateurs. Elles demandent à chaque personne 10 FCFA.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

"A la fin d'une journée, on fait un chiffre d'affaire de 4.000 FCFA environ ; 60 % de cette somme sert à nous payer, et les 40 % restant vont dans la caisse ; ceci sert à l'entretien (les produits, l'eau, l'électricité, les travaux...). Les gens sont satisfaits et nous ça nous permet d'avoir un travail".

(une animatrice)

Aujourd'hui, les latrines sont indispensables dans le quartier, et elles offrent un bon confort et un bon rapport qualité/prix. Cependant, les services d'hygiène de la mairie ont une politique de protection des plages et des lieux publics de plus en plus rigoureuse, et ils obligent les habitants à utiliser des latrines ; leur nombre devient alors nettement insuffisant.

"Souvent, quand on vient ici, il y a la queue, et puis il y a les femmes, donc on leur laisse notre place, mais elles y restent trop longtemps. On est alors obligé d'aller chez un privé et payer 25 FCFA, au lieu de 10 FCFA, ou alors on va au bord. Il nous faut plus de latrines".

(un habitant)

Le succès de ces latrines est lié à 3 raisons principales :

- leur gestion est intéressante et crée des emplois ;
- elles constituent un lieu d'échange entre différentes communautés ;
- c'est un bon support pour l'éducation sanitaire.

Problèmes rencontrés et leçons à tirer

"Dans l'esprit de ses promoteurs, et de par son objet social défini dans ses statuts, l'AMCAV trouve une double justification :

- Comme plate-forme et lieu d'élaboration de propositions en direction de la commune, des ministères techniques, ou de tout organisme national ou international.
- Comme outil technique assurant, pour le compte de la municipalité, la coordination de plusieurs partenaires publics ou privés sur des projets précis".*4

"Actions dans le domaine de l'assainissement menées par des AMCAV"

**PORT BOUET
ET BOUNDALI,
COTE D'IVOIRE**

Mais au delà de cette analyse optimiste du rôle de l'AMCAV, il ne faut pas occulter les difficultés rencontrées :

- le coût élevé en temps et en moyens pour la mise en place d'une démarche participative ;
- les divergences d'intérêts qui apparaissent entre la Municipalité et l'AMCAV - c'est ainsi que le système de précollecte des ordures ménagères par des jeunes est devenu concurrentiel d'un projet plus global de ramassage par une société privée pressentie par la Mairie ;
- les relations difficiles avec les services techniques qui se sont sentis dépossédés d'un dossier relevant de leur compétence ;
- le positionnement parfois trop attentiste, parfois trop interventionniste des volontaires coopérants vis à vis de l'AMCAV.

Perspectives

Aujourd'hui, avec le recul du temps, l'expérience des AMCAV apparaît comme l'ancêtre des projets participatifs de développement local urbain, où la maîtrise d'ouvrage communale est relayée par des comités de quartiers.

**"Actions
dans le domaine
de l'assainisse-
ment menées
par des AMCAV"**

**PORT BOUET
ET BOUNDALI,
COTE D'IVOIRE**

**Rédacteur
de la fiche
PSEAU
(Programme
Solidarité Eau)**

*1 : extrait du rapport de François Derisbourg, AFVP, 1986

*2 : extrait des statuts de l'AMCAV

*3 : extrait de "Assainissement et développement urbain" ; Collection projets de quartiers

*4 : extraits des statuts de l'AMCAV

PROGRAMME D'ECONOMIE POPULAIRE A SAINT DOMINGUE (ZONE EST), REPUBLIQUE DOMINICAINE



**AMERIQUE
LATINE 7**

Partenaires du Sud : *Enda America Latina* ; Début du projet : 1994

CONTEXTE

La zone est de Saint Domingue est constituée de l'habitat illégal autoconstruit.

Elle compte environ 2 millions d'habitants d'origine rurale, répartis en "quartiers urbains" tous situés en bordure du fleuve Ozamo.

DESCRIPTION DU PROJET

Un programme d'économie populaire a été mis en place, notamment par l'attribution de crédits à faible taux d'intérêt pour aider les activités productives locales et la création de services de proximité (petits commerces.).

Prévu initialement pour l'appui aux micro-entreprises, il a été étendu aux projets de la population.

Un technicien économique mis à disposition par Enda aide la population à structurer, formuler ce projet, au sein de réunions ou rencontres individuelles avec les demandeurs.

L'appui aux projets des habitants et associations de base permet également de renforcer leur capacité de gestion, voire autogestion (les projets soutenus doivent à court terme être autogérés par les organisations de quartier).

Des crédits et aide en fonds de roulement sont attribués aux demandeurs, après identification et décision collective par les comités de quartier.

La gestion des crédits est assurée également à l'échelle locale par les comités de quartier ou associations de base (décision d'attribution, procédure).

En terme d'appui financier, le programme vise à aider à la formulation des objectifs, à expertiser les projets et programmer les investissements.

Contact

Yolanda de Leon
Mata

Adresse

Apdo 3 370
Saint Domingue
République
Dominicaine

SAINT DOMINGUE, REPUBLIQUE DOMINICAINE

Rédacteur de la fiche

Yolanda de Leon
Mata & Sylvaine
Bulle pour Enda
Caribe

ENTREPRISE DE REUTILISATION DU CARTON A LA CHORRERA, MANGANGUA, REPUBLIQUE DOMINICAINE

Coût : 17.871 USD ; Début du projet : septembre 1989



**AMERIQUE
LATINE 8**

CONTEXTE

Le quartier de La Chorrera, Mangangua, est un quartier auto-construit, sans titre de propriété, en zone inondable. Quartier dense, il est dépourvu de services publics. Sa population y est majoritairement pauvre, souvent analphabète.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

L'expérience de réutilisation du carton a démarré dans une usine de bougies, fortement consommatrice d'emballages.

L'expérience de découpage des boîtes, revendues à d'autres entreprises, s'est rapidement avérée positive. Le secteur du cartonnage a une véritable entreprise de cartonnage peut-être créée, avec l'appui d'Enda.

L'entreprise dispose de 8 salariés (découpage, collage, collecte, commercialisation). Elle constitue une véritable alternative à la précarité des revenus locaux. Les investissements, moyens techniques sont très faibles en raison de la faible complexité des tâches (extrêmement manuelles).

avère ainsi facilement rentable, assurant une croissance rapide de la demande en carton et des revenus générés.

Le bon niveau de rentabilité (au regard du faible niveau d'investissement) a permis à l'activité de diminuer ses prix de vente, de s'autofinancer entièrement (aucune aide financière n'a été demandée) en dehors de l'appui technique d'Enda, qui a également fourni un local.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Devant la croissance de la demande (en réutilisation de cartons), l'entreprise entend bien se développer pour recruter des salariés défavorisés (femmes, jeunes) et donc se doter d'objectifs sociaux.

En outre, elle entend se doter d'un capital ouvert à tous les salaires pour assurer la gestion communautaire des objectifs et des revenus

Opérateur
Enda Caribe

Responsable
Moises Mendez

Adresse
Apdo. 3 370
Saint Domingue
Republique
Dominicaine

**LA CHORRERA,
REPUBLIQUE
DOMINICAINE**

**Rédacteur de la
fiche**
Yolanda De Leon
Mata pour Enda
Caribe



UN RESEAU D'EGOUTS AUTONOME POUR L'URBANISATION D'UNE FAVELA DANS LE QUARTIER DE LINGUA DE COBRA, FORTALEZA, BRESIL

Partenaires du Sud : *Association des Habitants du Padre Adrade (Lingua de Cobra), COHAB-CE, CEARAH-PERIFERIA ;*

Partenaire du Nord : *GRET ; Durée : 2 ans.*

CONTEXTE

La favela de Lingua de Cobra, située à 6 km du centre de Fortaleza, compte 11.700 habitants vivant dans des situations très hétérogènes : maisons de haut standing et logements dans les pires conditions d'habitabilité et d'hygiène.

Malgré l'existence de 13 entités communautaires enregistrées, le mouvement populaire y est faible, dû notamment à des organismes assistencialistes qui travaillent avec la population du quartier et avec quelques leaders dont l'objectif est de "donner des votes" à quelques politiciens. Il est important de noter qu'il existe un nombre significatif de femmes comme leaders communautaires.

En 1987, Lingua de Cobra fut sélectionné, avec d'autres favelas, pour bénéficier du sous-programme "Urbanisation de favela" de la Compagnie d'Habitation de l'Etat du Ceara pour l'installation d'infrastructures de base afin de garantir une meilleure habitabilité.

La fiche présentée se concentre sur une des composantes de l'urbanisation de la favela Lingua de Cobra, à savoir l'implantation du système d'égouts. Il faut néanmoins tenir compte du fait que cet aspect particulier de l'urbanisation s'inscrit dans un programme plus large de travaux d'infrastructures.

OBJECTIFS

- Urbaniser les favelas par l'implantation de systèmes d'adduction d'eau, d'égouts et de drainage et de revêtement de voiries, ainsi que par la construction d'équipements communautaires ;
- contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de la population.

Opérateur
CEARAH-
PERFERIA

Contact
Patrick Bodart

Adresse
Rue Ildefonso
Albano, 935
Aldeota, Fortaleza
CEP 60. 115-000
Brésil
Tel/fax :
(55-85) 252 49 91

**FORTALEZA,
BRESIL**

DESCRIPTION DU PROJET

L'ensemble du projet a été financé par l'organisme financier brésilien : la Caisse Economique fédérale, dans le cadre du projet de l'Etat du Ceara ("Urbanisation de favela").

Le projet a été réalisé entre 1989 et 1991. Une entreprise a d'abord été engagée pour réaliser les études préliminaires d'implantation du réseau d'égout "condominial" ce qui permit d'apprécier les problèmes topographiques, les zones à remblayer, ainsi que le chemin tortueux qu'allait devoir suivre le réseau (en fond de lot, sous le trottoir parfois même dans la maison).

La COHAB (maître d'œuvre) informa la population qu'une entreprise allait être engagée pour la réalisation du réseau, permettant sa libre circulation dans le quartier. Elle fit un relevé par maison, inspectant les installations sanitaires et planifiait la construction de 480 toilettes.



Le réseau de collecte "condominial" consiste en un réseau de faible diamètre (100 mm) passant dans le fond des parcelles. Ne passant pas dans les rues, le réseau ne doit pas supporter les charges des véhicules, ce qui permet aux canalisations de ne pas être aussi résistantes que dans le système classique et surtout d'être implantées à une profondeur moindre (40-60 cm). L'intérêt du réseau est avant tout une réduction du coût de la construction (d'environ 30 %).

Une fois les eaux collectées (de un ou plusieurs îlots), les eaux peuvent être, soit lancées dans le réseau public (s'il existe) ou être traitées localement. De nombreux réseaux "condominiaux" ont été réalisés avec un pré-traitement composé par un décanto-digesteur et un filtre anaérobie, complété par une chloration avant un rejet de l'effluent dans le système de drainage des eaux de pluie.

Lorsque le système fut conçu (dans les années 80 dans l'Etat du Perambouc, Brésil), c'était avant tout pour répondre à la défaillance de l'Etat qui n'avait ni la capacité d'implanter des égouts dans la majorité des quartiers populaires, ni surtout le potentiel de faire fonctionner le réseau correctement et de l'entretenir. La solution des égouts "condominiaux" devait alors permettre une prise en charge par la population de la gestion de systèmes à l'échelle d'un ou plusieurs îlots de maison. C'était donc avant tout une solution pour la décentralisation du système et une autonomie des groupes d'habitants.

"Un réseau d'égout autonome pour l'urbanisation d'une favela"

FORTALEZA, BRÉSIL

L'entreprise engagea de la main d'œuvre locale, ce qui permit de créer 145 emplois durant un an. Le chantier incluait la réalisation des "stations d'épuration" (décanto-digesteur et filtres anaérobies), des raccordements individuels, mais aucune toilette ne fut construite ! A l'avenir, les effluents du réseau devraient être directement lancés dans le réseau public, ce qui permettrait de désactiver les stations d'épuration.

Dès l'entrée de l'entreprise dans le quartier, des sessions de sensibilisation ont été organisées par les assistantes sociales, avec une participation d'environ 70 % des familles.

Résultats obtenus

- 2.600 raccordements ont été réalisés, ainsi que 14 stations d'épuration. Néanmoins, moins de la moitié fonctionne ; on peut l'expliquer par des problèmes lors de la construction (pente faible et imprécision de la réalisation), la non-construction des 480 toilettes prévues et le manque d'information des habitants.
- Large sensibilisation des familles sur le fonctionnement du système, même si peu le reconnaissent ; néanmoins, on observe un très bon niveau de conscience de ce qu'est un système d'égouts, comment il fonctionne et comment il doit être entretenu.
- Reconnaissance par toutes les familles des améliorations visuelles du quartier ; l'urbanisation a permis à Lingua de Cobra de passer du stade de favela au quartier intégré dans la ville.
- La collecte des eaux usées permet de réutiliser le sous-sol comme source d'eau pure (tradition des puits), dans la mesure où il n'est plus pollué. Néanmoins, le non-fonctionnement de certaines parties du réseau d'égouts crée une accumulation des eaux usées, vecteur de mauvaises conditions d'hygiène et de maladies.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Problèmes rencontrés et expériences acquises

On soulignera les problèmes techniques causés par la topographie du terrain qui ont entraînés des difficultés tant dans la mise en œuvre du réseau que dans son fonctionnement (certains tronçons bouchés). De plus, la qualité des réalisations a été questionnée à plusieurs reprises. Les nombreuses critiques faites par les familles sur le système technique et le non-fonctionnement de certaines parties le remettent en question : problèmes de conception technique ?... fragilité de l'organisation communautaire ?... manque d'accompagnement social ?... Dans la mesure où il s'agit d'une alternative technique où le rôle de la communauté sera un facteur du bon fonctionnement, il est indis-

"Un réseau d'égout autonome pour l'urbanisation d'une favela"

FORTALEZA, BRESIL

pensable d'associer les habitants à toutes les étapes du processus.

Le manque de réelle communication entre les techniciens et la communauté depuis la conception du projet et durant toute son implantation a compliqué la bonne utilisation du réseau. On notera l'importance des réunions de sensibilisation des familles et de la formation des agents communautaires responsables ; d'autre part, une formation des techniciens (particulièrement ingénieurs, architectes) au travail communautaire s'est avéré indispensable pour le succès du projet et la résolution des conflits.

Le fait de ne pas avoir envisagé dès le départ une structure locale d'entretien du système (en relais avec la Compagnie des Eaux qui n'arrive pas à répondre aux appels des particuliers pour maintenir en état le réseau) a énormément compliqué le bon fonctionnement des égouts de Lingua de Cobra et n'a pas donné aux habitants une bonne image du système.

Perspectives

- Augmenter le nombre d'emplois locaux (une étude spécifique a été développée pour analyser les différents types d'emploi que les infrastructures locales, comme le réseau d'égouts, pourraient créer) ;
- améliorer la structure d'entretien du système pour donner des meilleures conditions d'habitat ;
- diffusion et reproduction du projet (Lingua de Cobra fut le projet-pilote du programme "Urbanisation de favela") étendue à d'autres quartiers de Fortaleza (notamment quartier de Canto Fernandes où le fonds autogéré pour les habitants pour le financement de travaux a été mis en place).

**"Un réseau
d'égout
autonome pour
l'urbanisation
d'une favela"**

**FORTALEZA,
BRÉSIL**

**Rédacteur
de la fiche
Patrick Bodart
pour CEARAH
PERIFERIA**

CONTRAT MUNICIPAL POUR LE RECYCLAGE DE DECHETS SOLIDES A MANIZALES, REPUBLIQUE DOMINICAINE



AMERIQUE
LATINE 10

Début du projet : 1987

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Un contrat de ramassage recyclage a été conclu entre Prosperar, coopérative de ramasseurs et la municipalité de Manizales pour le secteur du centre ville.

Les missions attribuées à Prosperar vont du nettoyage, collecte, dépôt des déchets.

- Nettoyage des places publiques, nettoyage et recyclage des ordures des marchés (agricoles ou résidentiels). Le coût pour les prestations de nettoyage est déterminé avec les municipalités à l'année (pour les places publiques) ou en fonction de chaque mission (marchés).

La coopérative compte des associés rémunérés à hauteur d'un salaire minimal, correspondant aux recettes.

- Recyclage des déchets. Un contrat a été élaboré avec la Municipalité qui finance les infrastructures (fosses) et services périphériques (santé, nourriture, loisirs des récupérateurs). Les récupérateurs sont chargés du contrôle de la qualité du service.

Pour optimiser les résultats de l'activité, une campagne massive a été entreprise par les récupérateurs et la municipalité auprès de la population pour les sensibiliser sur le "tri à la source".

La moitié des déchets sont destinés à la décharge (centres de tri), l'autre moitié est destinée à la fosse d'enterrement.

Opérateur
Grupo
Precooperativo
Prosperar

Responsable
Silvio Ruiz

**MANIZALES,
COLOMBIE**

Le montage de l'opération s'est fait en partenariat avec l'Association Nationale des recycleurs (la Fondation Sociale), selon les modalités suivantes :

- La municipalité a apporté le foncier pour le tri des déchets et l'implantation de la fosse, à hauteur de 10 millions de pesos, le solde de l'opération (120 millions) est apporté par la Fondation Sociale qui finance les équipements (et usine) et pré-finance le fonctionnement de la coopérative.

Prosperar a en charge l'ensemble des tâches du recyclage (tri plastique, verre, cartons, transferts de décharge, lavage-séchage des produits, trituration, emballage, agglutination, emballage.) et du traitement d'une partie des matières organiques de la fosse.

Prosperar assure la gestion de l'usine de recyclage, les bénéfices doivent être redistribués aux associés de la coopérative (70 associés au total).

La rentabilité quasi attendue de l'usine devrait permettre très rapidement la rémunération des associés (à la hauteur d'un salaire minimum) et le remboursement du crédit contracté auprès de la Fondation Sociale.

Un comité de pilotage (ou conseil de direction) du projet devrait rapidement être créé, comprenant :

- un représentant de l'Association Nationale des recycleurs,
- 3 représentants de Prosperar,
- 1 représentant de la Municipalité
- 1 représentant de la Fondation Sociale.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Le bon niveau de concertation et coordination du programme de Prosperar (et des récupérateurs) avec la Municipalité et les 2 ONG ont réellement accéléré la mise en œuvre et la réussite du projet. Prosperar devrait renforcer ses activités de formation, sensibilisation sur le tri à la source et la protection de l'environnement et mettre en œuvre des modules de formation permanents des récupérateurs et associations, avec la Municipalité.

« Recyclage de déchets solides - contrat municipal »

MANIZALES, COLOMBIE

Rédacteur de la fiche
Beatriz Gomez
pour Enda America Latina

DEUX CENTRES DE TRI AU BRESIL



AMERIQUE
LATINE 11

CENTRE DE TRI DE ADAMANTINA

Partenaire du Sud : La Mairie de Adamantina ; **Partenaire du Nord :** ADEME (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) ; **Durée :** 1989-1995.

CONTEXTE

La ville de Adamantina a 55.000 habitants. La création de ce centre de tri permet de résoudre en partie les problèmes d'assainissement de cette ville à l'initiative de la municipalité de Adamantina.

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet a débuté en 1989 en cherchant la conception d'un système de tri des ordures ménagères mécanisé et simplifié.

Chaque jour, 25 tonnes de déchets sont récupérés dans ce centre de tri qui emploie 28 personnes dont 18 affectées au tri et 4 au compostage.

Ces déchets sont constitués de 10,3 % de fractions sèches et 89,7 % de matières compostage. Ils sont triés sur tapis mobile et les sur-tri sont effectués pour la séparation entre le papier et le papier mixte. Ce centre connaît une rentabilité et une productivité élevées.

Pratiquement tous les produits récupérés trouvent des débouchés. Ainsi, le verre est vendu à un intermédiaire qui revend à la verrerie de Santa Marina située à 600 km, les produits ferreux sont également vendus à des intermédiaires qui revendent à des usines situées à 800 km et 450 km. Les papiers cartons sont vendus directement, le plastique est vendu soit directement soit par des intermédiaires et enfin le compost est vendu à des agriculteurs locaux par lots de 10 tonnes.

L'organisation du travail est bien assurée et permet ainsi une forte rentabilité de l'usine. Par ailleurs, l'assurance des débouchés montre qu'il y a eu un travail de marketing et explique également cette bonne performance. Cependant, ces débouchés sont loin de l'usine.

Contact
M. Fouilly

Adresse
ADEME
27, rue Vicat
75015 Paris
France

BRESIL

Cette étude de cas fait partie d'une dizaine d'autres études de cas au Brésil recueillies dans un cahier technique qui sera publié par l'ADEME sur : "principes et conception des installations de tri-recyclage dans les PED".

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

L'importance des débouchés des produits récupérés fait le succès de ce centre de tri qui arrive ainsi à rentabiliser ses coûts. Il y a donc une optimisation économique de l'usine au niveau de la productivité du tri, des matières extraites, et des conditions de commercialisation. Ainsi se forme un système cohérent de la collecte à la réutilisation et la revalorisation des déchets. Cet exemple peut être facilement reproductible : il s'agit en effet d'une petite unité qui ne nécessite pas d'investissement très lourd et très important.

CENTRE DE TRI DE ARRAIAL DO CABO

Partenaires du Sud : *La Mairie d'Arraial do cabo* ; **Partenaires du Nord :** *l'ADEME (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)* ; **Durée :** 1989-1995.

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet a permis de mettre en place, dès 1989, un centre de tri de déchets ménagers dans une ville de 50.000 habitants hors saison et de 100.000 habitants en saison touristique à l'initiative de la municipalité de Arraial do cabo. Le système conçu est un système manuel de tri des ordures ménagères. Ce centre de tri traite 12 tonnes de déchets par jour d'ordures ménagères. Les fractions sèches qui représentent 14,2 % des déchets récupérés sont mis dans des paniers tandis que les matières compostables (soit 78,7 % des déchets récupérés) sont déposés sur chargeur sur pneus. Le tri des ordures se fait à même le sol et emploie 52 personnes dont 42 sont affectées au tri et 4 au compostage.

Le taux de couverture de ce centre est de 13 % seulement, ce qui présage d'une faible rentabilité économique et d'une très faible productivité. Mais le taux de récupération des déchets est très élevé.

Les débouchés sont pratiquement inexistant mis à part les bouteilles de verre entières vendues à Rio. Quant au compost il est donné aux utilisateurs gratuitement. Mais les conditions de travail sont très difficiles.

Cette étude de cas fait partie d'une dizaine d'autres études de cas au Brésil recueillies dans un cahier technique qui sera publié par l'ADEME sur : "principes et conception des installations de tri-recyclage dans les PED". Ce centre de tri montre que la collecte des déchets n'est pas une fin en soi mais fait partie d'un système tripartite de collecte-tri et réutilisation des déchets. Cette dernière nécessite la recherche de débouchés qui suppose la mise en place d'un système de marketing bien analysé (ce qui n'a vraisemblablement été fait pour cette usine). Par ailleurs l'organisation du travail et le tri manuel avec une main d'œuvre trop importante sont des obstacles à la rentabilité de l'usine.

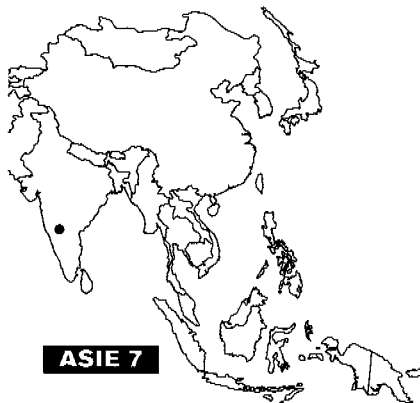
"Deux centres de tri"

BRESIL

Rédacteur de la fiche

Isabelle Mamaty
pour le Secrétariat
Preceup

COLLECTE ET TRI DE DECHETS PAR DES JEUNES RAMASSEURS A BANGALORE EN INDE



Partenaires du Sud : *Karnataka State Council for Science & Technology, Bangalore Corporation ;*

Partenaire du Nord : *Terre Des Hommes - Suisse (1 an) ;*

Début du projet : *1990*

CONTEXTE

L'action de Mythri Trust

Mythri Trust mène des projets dans le domaine de l'environnement qui prennent en compte les actions sociales. L'ONG étudie notamment les différentes alternatives possibles au système conventionnel de traitement des déchets solides basé sur : la réduction des déchets, le tri des déchets compostables et des recyclables, la décentralisation des services.

L'ONG développe également une coopération avec les autorités municipales en insistant sur la décentralisation des services, facteur de réductions des coûts de collecte et de transport.

Contexte local

Dans le contexte indien, bon nombre d'enfants effectue la collecte des ordures dans les quartiers aisés, résidentiels (bureaux, commerces.) où les déchets sont souvent de valeur. La collecte des ordures par les ramasseurs pallie à l'insuffisance du ramassage par les services municipaux.

OBJECTIFS

- Social : améliorer le statut des ramasseurs ; prévenir les dangers de ce travail.
- Economique : améliorer le faible revenu des ramasseurs en créant des opportunités qui leur permettent de "s'élever" dans la hiérarchie de ce secteur (Ex : commerce, recyclage).
- Environnemental : promouvoir l'utilisation du compostage dans les jardins publics (plantations), réduire les problèmes dus aux trop grandes quantités de déchets solides.
- Formation : changer les attitudes de la population face aux déchets ;

Opérateur
Mythri Trust

Responsable
M. Anselm Rosario

Adresse
Mythri Trust
Waste Wise
42 Rose Villa
c/o Xavier Layout
Bangalore 560 047
Inde

**BANGALORE,
INDE**

permettre à la population de voir le processus et l'intérêt du recyclage à travers le compostage.

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

La municipalité (Bangalore Corporation) a un rôle plutôt passif dans la mesure où sa contribution se limite à fournir des paniers en bambou pour le tri des déchets et un terrain pour le compostage.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

A la fin des années 70, le "Ragpickers'Education & Development Scheme" (REDS), initié par le "Marist Brothers Order" de Bangalore, avait pour objectif d'aider les enfants de la rue qui vivaient du ramassage.

Grâce à un travail avec les jeunes qui ont une bonne connaissance des déchets, deux expériences de collecte (magasin et coopérative) ont été menées. Ces expériences ont permis au REDS d'acquérir une bonne connaissance du système de récupération et de recyclage des déchets urbains.

Toutefois, ces expériences ont échoué. Mais le REDS a continué à se préoccuper des problèmes de collecte des déchets solides urbains avec la conviction qu'il était possible d'améliorer les conditions de travail des ramasseurs, tout en alliant une meilleure gestion des déchets solides à l'intérieur de la ville.

En 1990, le projet "Waste Wise" a été lancé par REDS par le biais de l'ONG "Mythri Trust".

Ce projet disposait, la première année, du soutien de "Terre des Hommes" (Suisse) puis d'une assistance technique de "Karnataka State Council for Science & Technology".

Projet pilote dans un quartier affluent, Jayanagar IV Block, a démarré en 1991. Waste Wise a entrepris une longue recherche sur le potentiel du tri à la source avec l'aide des récupérateurs, les autorités locales, les commerçants et les résidents.

La collecte des déchets et le travail des ramasseurs

Les ramasseurs sont des enfants de 10 à 15 ans. Waste Wise voulait, à l'origine, employer des adultes mais ceux-ci n'étaient pas intéressés (revenu espéré inférieur à celui occasionné en travaillant de façon indépendante).

Les ramasseurs opèrent 2 par 2 et collectent les déchets triés par les résidents, à l'aide de charrettes et de paniers. Ils sont formés par un formateur rémunéré par Waste Wise. La collecte est quotidienne.

**"Collecte
et tri des déchets
par des jeunes
ramasseurs"**

**BANGALORE,
INDE**

Les ramasseurs mènent ensuite les déchets organiques au site de compostage et vendent les recyclables secs. Les résidus sont déposés dans les poubelles communales.

La rémunération des ramasseurs (300 Roupies/mois) est assurée par les taxes collectées et la vente de recyclables secs aux magasins d'occasion locaux.

Le compostage est assuré par les ramasseurs et le recyclage par les magasins d'occasion qui rachètent les déchets.

Les autorités (Bangalore Corporation) ont mis à disposition de Waste Wise un terrain dans le parc public local destiné au compostage. Elles ont également fourni des paniers en bambou à 300 domiciles, pour le tri des déchets secs.

Participation de la population

Dans la première phase du projet, un travail de sensibilisation a été fait, à travers diapositives et vidéos pour expliquer l'intérêt du tri des recyclables, du compostage et du recyclage en général.

La population participe financièrement à l'opération (5 à 10 Roupies par mois) pour le service du ramassage.

Bilan de l'opération

La population approuve globalement le projet.

Les obstacles sont :

- le fait que le tri ne soit pas toujours bien assuré
- les taxes ne sont pas toujours recouvrées (1/3 des taxes non payées)
- le partenariat avec Bangalore Corporation est difficile.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Waste Wise cherche le soutien d'entreprises et d'ONG pour valoriser et faire respecter l'expérience des ramasseurs. Il mène une campagne d'information et de communication sur son activité par le biais des réseaux (ESCAP et CITYNET). Waste Wise souhaite aussi imposer une politique municipale dans le domaine de l'environnement qui puisse avoir des retombées urbaines (nettoyage des rues, décharges...). Ces orientations passent par un renforcement du partenariat avec les communautés et de ses moyens financiers, aujourd'hui faibles.

La durabilité économique du projet repose presque exclusivement sur la participation financière de la population, ce qui le rend assez précaire. D'autre part l'expérience est positive parce qu'elle se situe dans un quartier résidentiel aisé (où le ramassage d'ordures est important). Elle n'est pas représentative du niveau moyen de collecte d'ordures des autres acteurs.

"Collecte et tri des déchets par des jeunes ramasseurs"

BANGALORE, INDE

Rédacteur de la fiche
Vanessa Rousselle
pour Enda Vietnam

SERIE PRATIQUES URBAINES
expériences & Méthodes
CAHIER 4

**INNOVATION
TECHNOLOGIQUE
ET
EXPERIMENTATION
SOCIALE**



**Expériences, outils et méthodes
pour un développement urbain partagé**

Le territoire naturel est, au delà des obstacles, une richesse...

La dimension environnementale (peut-on parler d'écologie urbaine) est intégrée dans les choix technologiques des micro-projets présentés :

- agriculture, par utilisation de compost issu d'ordures ménagères pour le maraîchage biologique,
- exploration de "l'interface" eau/terre pour développer la pisciculture aquaculture. C'est le cas au Bangladesh (*fiche AS 8*),
- technologie renouant avec les pratiques traditionnelles villageoises : épuration verte au Sénégal (*fiche AF 18*), collecte et tri d'ordures alliées à l'élevage d'animaux domestiques au Caire (*fiche AF 17*),
- d'une façon générale, toutes les techniques de recyclage et récupération des matériaux.

L'innovation technologique est mise à la disposition des objectifs économiques sociaux et environnementaux. Les micro-initiatives présentées permettent de conjuguer impératifs économiques (production, rentabilité, salaire, et préservation des potentialités territoriales (protection des sols, reboisement, plantations, filtration eaux de pluie, compost). Elles ont un impact social autant que technologique dès lors qu'elles sont intégrées et filiarisées :

- Auto-installation et construction de réseaux d'assainissement ou d'eau potable pour les habitants qui constituent une alternative aux

technologies lourdes en même temps qu'elle permet de mobiliser la population du quartier.

C'est le cas au Paraguay (*fiche AL 1 dans le cahier n° 1*), en Afrique du Sud (*fiche AF 15 dans le cahier n° 3*)

- Filière de collecte de déchets (ramassage, tri, compost), qui permet dans certains cas, de redistribuer ou réinvestir les revenus dans les secteurs périphériques comme l'agriculture, le reboisement, la réhabilitation de services publics, la création d'équipements (écoles, centres de santé, aires de lessive ou Bornes fontaines)

L'efficacité des opérations est d'autant plus acquise qu'elles s'inscrivent dans un programme global d'environnement, d'hygiène, de santé ; voire dans un cadre contractuel et réglementaire :

- collecte à domicile alliée au nettoyage des lieux publics : au Burkina Faso (*fiche AF 1 dans le cahier n° 1*), en Inde (*fiche AS 1 dans le cahier n° 1*), au Viêt Nam (*fiche AS 5 dans le cahier n° 1*),
- collecte avec sensibilisation des populations : campagne d'éducation/action pour la potabilisation de l'eau,
- ordonnances municipales ou législation pour la protection de l'environnement, (cahier des charges municipaux pour la programmation des objectifs et d'action en matière d'hygiène et de santé).

Les projets intégrés permettent de

repenser la dimension territoriale, dans ses composantes urbaines, sociales, voire d'atteindre un haut niveau d'urbanité.

C'est le cas des quartiers urbains denses (habitat spontané, bidonville, kampung) à fort niveau de complexité, qui exigent un haut degré d'intégration et d'ingénierie.

En témoignent les programmes d'assainissement ou de résorption de l'habitat spontané qui permettent de régulariser le foncier, au Mali (*fiche AF 2 dans le cahier n° 1*), au Paraguay (*fiche AL 1 dans le cahier n° 1*), la réalisation d'infrastructures d'assainissement et de desserte alliés à la réhabilitation de l'habitat superstructures au Brésil (*fiche AL 9 dans le cahier n° 3*), au Viêt Nam. (*fiche AS 5 dans le cahier n° 1*),

Les projets intégrés offrent des effets de filière et de complémentarité d'infrastructures (eau / assainissement / agriculture...) :

- foncier récupéré lors d'une opération de déguerpissement et affecté pour le compostage et maraîchage au Mali (*fiche AF 2 dans le cahier N° 2*),
- foncier récupéré pour l'aménagement de bas-fonds au Sénégal (*fiche AF 18*),
- station d'épuration verte couplée à une unité de compost au Sénégal (*fiche AF 18*),
- ramassage et tri d'ordures alliés à l'élevage d'animaux domestiques au Caire en Egypte (*fiche AF 17*).

Enfin les contraintes territoriales (naturelles, urbaines) peuvent devenir des atouts :

- définition de plans urbains de qualité et implantations d'infrastructures d'assainissement qui prennent en compte le relief ou la topographie, au Paraguay (*fiche AL 1 dans le cahier n° 1*),
- orientation des constructions adaptées à la topographie pour utiliser l'énergie solaire, ou créer des escaliers drainants, également au Paraguay (*fiche AL 1*)...
- morcellement parcellaire comme incitation à la régularisation foncière et la réalisation d'équipements publics.

Sylvaine BULLE
Sociologue urbaniste

PROGRAMME DE COLLECTE ET RECYCLAGE DE DECHETS AU CAIRE, EGYPTE



AFRIQUE 17

Début du projet : 1974

CONTEXTE

La production de déchets par personne est estimée à 0,5 kg/jour dans le Grand Caire dont 60 à 70 % sont organiques et 20 à 30 % plastiques, carton, verre, métaux ; et de 10 à 20 % irréductibles. L'organisation de collecte de déchets relève à la fois des secteurs public et privé. Le secteur privé collecte 2.700 tonnes au moyen de 700 charrettes avec ânes, camionnettes et camions ; le service municipal collecte 2.400 tonnes ; 900 tonnes de déchets ne sont pas collectés à la périphérie de la ville. Il n'y a pas de fosse, les déchets sont jetés dans de grandes décharges à ciel ouvert. 40 à 60 % des ménages sont desservis de manière irrégulière.

En 1984, un plan de répartition des responsabilités entre Etat/com-mune et secteur privé a été arrêté.

La Municipalité a pu récemment présenter un projet autour des axes suivants :

- développement des activités effectuées par les chiffonniers, les ramasseurs et le secteur du recyclage,
- création d'un système de technologie intermédiaire pour la production du compost, destiné à traiter les sols des zones désertiques, où seront récupérés les déchets non compris dans l'actuel système informel,
- la construction de fosses.

Les services municipaux couvrent environ 1/3 des besoins de la collecte d'ordures. La mégapolisation du Grand Caire qui s'accompagne d'une paupérisation de la population et d'une absence de maîtrise de la gestion urbaine a accéléré le développement des services informels ou privés de collecte de déchets.

Opérateur
Association of
Garbage Collectors
for Community
Développement
(AGCC)/
Association for the
Protection of the
Environment (APE)

**LE CAIRE
EGYPTE**

DESCRIPTION DU PROJET

C'est dans ce contexte que s'est créée l'association pour la collecte des déchets et le développement communautaire (AGCCD). La collecte des déchets et la vente du papier est une tradition cairote ancienne et employant des paysans migrants qui effectuent la collecte au porte-à-porte.

Perpétuant ainsi la politique de la collecte, l'AGCCD regroupe aujourd'hui 7.000 récupérateurs qui collectent 2.000 tonnes de déchets dans les quartiers résidentiels.

Les premières actions de l'AGCCD s'orientent vers l'aide à l'auto-construction de l'habitat et la définition de plans d'urbanisme de quartiers. Très vite, l'association a investi dans l'achat de véhicules motorisés pour collecter les déchets. Les activités se sont ensuite naturellement étendues à la transformation de matières organiques en concertation avec l'Association pour la protection de l'environnement.

Sur le plan du fonctionnement, il n'y a pas de distinction entre les circuits de nettoyage et ceux de recyclage. Le point de départ est la collecte de "tous" les déchets des ménages, issus du commerce, des institutions et de l'industrie :



**"Programme
de collecte
et recyclage
de déchets"**

**LE CAIRE
EGYPTE**

1. La municipalité et quelques particuliers transportent les déchets en camionnettes et camions jusqu'aux décharges.

2. Les récupérateurs (souvent chrétiens) les transportent en charrettes jusqu'aux quartiers où ils habitent puis trient, collectent, commercialisent, traitent et/ou transforment les matières.

L'ensemble des tâches est ainsi effectué sur place au sein d'un même quartier.

Hommes et enfants commencent le travail à 3 heures (ramassage, transport et décharge des déchets dans le quartier). Les femmes et les enfants trient les matières organiques, préparent la nourriture pour les porcs et les animaux domestiques et les matières organiques à traiter comme le compostage, sélectionnent le plastique, le verre, la ferraille, le carton et le textiles pour leur commercialisation, réutilisation et/ou transformation.

La vente des matières est effectué par des intermédiaires, par camions. 6 quartiers du Grand Caire regroupe aussi 50.000 "garbage collector"

La petite et moyenne industrie achète les matières récupérées (textiles, ferraille, plastique et en moindre pourcentage, papier et carton).

Les acheteurs sont avant tout les petites et moyennes industries (qui achètent du textile...).

BILAN ET PERSPECTIVES

Le programme de collecte constitue une alternative (reconnue) à la défaillance des services municipaux. L'association AGCCD développe d'autres activités :

- Promotion et soutien aux projets de petites industries : industrie intermédiaire, constructeurs de machines pour la transformation du plastique. Les investissements de ces machines sont financés par l'AGCCD par l'intermédiaire des agences et/ou de programmes d'aide aux micro-entreprises. Les délais de remboursement varient entre 3 et 5 ans.
- Crédits aux femmes accordés à 500 familles. La plupart des prêts sont investis dans l'achat d'animaux destinés à l'élevage et la vente. La durée de remboursement varie entre 2 et 3 ans. Hygiène, vaccination et le planning familial : sous la direction d'une médecin et 24 promoteurs de santé. Le programme a permis le suivi de 1.200 familles, 2.000 enfants ont été vaccinés et l'assistance médicale et la formation des femmes.
- Garderie pour 50 enfants de 3 à 5 ans.
- Le service intérieur de nettoyage et un service vétérinaire.

"Programme de collecte et recyclage de déchets"

**LE CAIRE
EGYPTE**

L'Association pour la protection de l'environnement (A.P.E.) est partenaire de l'AGCCD et a développé des activités périphériques en relation avec le programme :

- le compostage organique,
- la sélection de déchets à la source,
- le projet de recyclage de chiffon avec les femmes,
- la santé et le développement communautaire,
- le recyclage du papier avec les technologies appropriées,
- un club d'enfants,
- un centre de formation technologique pour les récupérateurs de déchets.

L'organisation économique du projet : les activités sont intégrées au sein d'un circuit économique :

- les technologies utilisées rudimentaires (manuelles) réduisant ainsi les coûts de gestion et d'investissement,
- les circuits de nettoyage et de recyclage non différenciés,
- collecte allié à l'élevage des animaux domestiques et à la mise en valeur du compost.

L'association a mis en place des sessions de formation (production). L'Etat n'intervient pas financièrement et appuie l'association dans des programmes d'aide aux services.



**"Programme
de collecte
et recyclage
de déchets"**

**LE CAIRE
EGYPTE**

**Rédacteur
de la fiche**
Maria Teresa
Palacios Lozano
pour Enda America
Latina

VALORISATION DES DECHETS SOLIDES DANS LES SECTEURS DE LAZARET ET ARAFAT A RUFISQUE, SENEGAL



Partenaires locaux : *Enda RUP, Enda SIGGI, la commune, les charretiers, les ménages ; Début du projet :* décembre 1992

CONTEXTE

Rufisque est un quartier populaire très urbanisé de la banlieue de Dakar. L'environnement et les conditions d'hygiène sont défavorables : Rufisque compte 26 lieux de décharge publique.

Un plan de développement sanitaire a été mis en œuvre par la Communauté Urbaine de Dakar.

OBJECTIFS

Il s'agit, par le biais d'Enda, de :

- développer la gestion des déchets, et celle de l'environnement et d'améliorer la santé des populations
- informer, éduquer, communiquer, mobiliser les populations et étudier les problèmes professionnels ou économiques relatifs aux activités et plus généralement l'accompagnement des opérations se rattachant à l'objectif social.

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

Les partenaires de ce projet sont :

- Enda RUP (Relais Urbain Participé) qui fournit 10 charrettes,
- Enda Sigg qui fournit 6 charrettes,
- la commune qui a mis à disposition un terrain,
- les charretiers qui donnent de leur temps de travail,
- les ménages avec une contribution financière.

Le personnel salarié du projet est de 15.

Les bénéficiaires sont : la population estimée à 45.000 habitants ; les charretiers, les 15 permanents du GIE et les membres de la DEFSI - "LA COLA".

Opérateur

Groupement d'Intérêt
Economique (GIE)
DEFSI

Responsable

Malick Wade,
Président DEFSI

Adresse

s/c Enda RUP
54 rue Carnot
BP 3 370 Dakar,
Sénégal

**RUFISQUE,
SENEGAL**

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Le 22 décembre 1992 une collaboration s'établit entre l'équipe d'Enda RUP et les populations des comités de santé de Lazaret et d'Arafat. Dans le cadre d'une recherche-action, une enquête de terrain a été réalisée par les jeunes afin de vérifier le niveau d'équipement socio-sanitaire.

La volonté manifeste des enquêteurs de s'impliquer dans leur collectivité et dans l'amélioration de leur cadre de vie, a fini par convaincre de l'opportunité de les appuyer en charrettes dites "de l'espoir" pour gérer la précollecte des ordures ménagères dans les 22 quartiers péri-urbains.

Moyens utilisés

Nos moyens, ce sont d'abord notre capacité organisationnelle et la forte mobilisation qui en découle. La coordination des organisations de Lazaret et Arafat "COLA" était née. Les 16 charrettes fournies par Enda RUP et l'opération SIGGI "Relève la Tête" apportent une solution durable au problème de la collecte. L'installation d'une station de compostage, fruit de la collaboration canado-sénégalaise est venue augmenter notre efficacité technique.

En aval, la partie biodégradable est transformée en compost (à partir de papiers et cartons, matières végétales, textiles naturels, déchets alimentaires, déjections d'animaux), tandis que l'autre partie est réutilisée : Enda RUP vend les bouteilles, le fer et les chiffons, et les indésirables sont envoyés à la décharge. A cet effet a été créé un groupement d'intérêt économique nommé "Déchetterie Ecologique, Formation et Services Intégrés" (DEFESI), où 15 jeunes travaillent déjà. Nous développons des campagnes de propreté communautaire surtout durant la période pré-hivernale.

Notre système technologique améliore la santé environnementale tout en fournissant l'éducation qui encourage la prise de conscience publique des problèmes environnementaux. Une réunion de Suivi-Evaluation se tient au moins une fois par mois avec nos partenaires. Ce cercle de concertation regroupe les vieux, les femmes, les jeunes, Enda RUP, la commune, les autorités sanitaires etc...

Notre système de collecte est autogéré. Les ménages participent à hauteur de 25 FCFA en déversant une bassine de 30 litres dans la charrette à ordures. Le charretier indépendant entretient le cheval et le matériel tout en y trouvant une source de revenu.

Sur le plan économique le département de Rufisque compte 2 communautés rurales où le compost se vend bien, sans compter les commandes de la SOCOCIM (fabricant de ciment) qui réalise à présent une ceinture verte autour de la cimenterie. Nous même, nous l'utilisons pour nos pépinières et le maraîchage.

**"Valorisation
des déchets
solides"**

**RUFISQUE,
SENEGAL**

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

A partir d'une opération technique se développe des initiatives locales qui mettent en relation la participation des femmes, le système de formation et les coopératives urbaines. D'autre part, le projet permet la création de micro-entreprises de même qu'il permet de penser globalement les problèmes d'hygiène, dans un contexte urbain.

En fin de monopole de la SIAS, concessionnaire national, la Communauté urbaine envisage de déléguer la gestion de la décharge (foncier, enlèvement, gestion) à des sociétés privées.

Les GIE sont intéressées de se voir confier, en relation avec le gérant qui sera désigné, la collecte des déchets.

Le projet devrait également s'orienter vers l'agriculture péri-urbaine (projet d'acquisition de terres cultivables). Il démontre par ailleurs le rôle de la collecte de déchets, dans une valorisation de l'hygiène, de la propreté au Sénégal et donc du tourisme local.



**"Valorisation
des déchets
solides"**

**RUFISQUE,
SENEGAL**

**Rédacteur
de la fiche**
L'opérateur pour
Enda Rup

CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DE BORNES FONTAINES DANS LA PERIPHERIE DE MAPUTO, MOZAMBIQUE



AFRIQUE 19

CONTEXTE

La ville de Maputo a connu ces dernières années un essor démographique important, en grande partie à cause de la guerre dans les campagnes. La population croît de 8 % par an, mais le développement d'infrastructures de base ne suit pas le même rythme. En 1980, la Direction Nationale des Eaux (DNA) estimait que 40,8 % de la population urbaine bénéficiait d'un système d'approvisionnement en eau ; en 1998, ce pourcentage passait à 34,5 % et les dernières estimations faites en 1990 donnaient un pourcentage inférieur à 30 %.

L'accès à l'eau potable (par les points d'eau) concerne 12 % seulement de la population péri-urbaine de Maputo.

Un premier projet mis en place à partir de 1989 dans le district urbain n° 3, puis un autre a été poursuivi dans les districts urbains n° 6, 7 et 8 de la ville de Maputo.

Le district n° 3 situé en limite de la ville centrale est très urbanisé. Il s'agit d'un quartier ancien à forte densité de population. Parmi les 190.000 habitants du district n° 3, 25 % avaient une adduction d'eau à domicile payante, 10 % fréquentaient les 35 bornes-fontaines existantes et 65 % prennent l'eau chez un voisin (et la paient très cher) ou dans des puits peu profonds souvent contaminés. De plus un canal de drainage des eaux usées traversait le quartier et une partie des habitants y puisaient l'eau.

Les districts urbains 6, 7 et 8 de la ville de Maputo, bien que quartiers plus récents à forte densité, présentent de nombreuses caractéristiques similaires.

Opérateur

OXFAM Belgique

Contacts

Sophie
Englebienne &
Eric Callier
(OXFAM Belgique)
Pierre Louis
Lemercier
(OXFAM Belgique
au Mozambique)

Adresses

OXFAM Belgique
rue du Conseil 39
B - 1 050
Bruxelles
Belgique

Représentation au Mozambique

C.P. 1 150
Maputo
Mozambique

MAPUTO, MOZAMBIQUE

OBJECTIFS

Les actions ont été réalisées dans le cadre du Programme d'Approvisionnement en Eau des Quartiers Périphériques des Centres Urbains (PAABP), créé en 1987 au sein de la compagnie des eaux "Agua de Maputo". L'objectif de ce programme est de trouver des solutions accessibles d'un point de vue financier pour améliorer l'approvisionnement en eau potable des quartiers périphériques de Maputo. Ce programme a été étendu à d'autres villes Mozambicaines (Nampula...) pour devenir national.

ACTION DANS LE DISTRICT URBAIN 3

Partenaires du Sud : *Gouvernement du Mozambique, La compagnie des Eaux "Agua de Maputo" (AdM), le Département de l'Eau et de l'Assainissement de la Direction nationale des Eaux (DNA), la Municipalité de Maputo, la population bénéficiaire, l'organisation des femmes mozambicaine (OMM) ;* **Partenaires du Nord :** *Commission Européenne, OXFAM Belgique ;* **Coût :** 17.648.000 Francs Belges ; **Durée :** 3 ans.

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet prévoyait :

- la construction d'un réseau de 240 bornes-fontaines (une pour 500 personnes) permettant d'alimenter les populations du district n° III non encore desservies ;
- la formation des responsables locaux, issus et désignés par la population bénéficiaire, pour la propreté, l'entretien et les réparations de base des bornes-fontaines construites ;
- la formation de 2 cadres techniques de base de niveau A (2 ans de formation), de 2 équipes de maçons et de 2 équipes de plombiers, de 3 techniciens de base de niveau B (1 an de formation) pour les équipes mobiles d'entretien.

La population bénéficiaire participe à la définition de l'emplacement des bornes fontaines (avec l'appui de l'organisation des femmes mozambicaines OMM) et à l'ouverture des tranchées et l'organisation de la maintenance. OXFAM-Belgique s'est chargé de l'achat et du transport du matériel depuis l'Europe, de l'assistance technique spécifique ainsi que la gestion administrative et financière du projet.

Résultats obtenus

La première phase du projet a débuté en juillet 1989, elle a permis entre autres de former le chef du programme ainsi que 5 techniciens de base. Les phases suivantes du projet devaient permettre la construction de

"Construction et entretien de bornes fontaines"

MAPUTO, MOZAMBIQUE

240 bornes fontaines (BF) ; ce nombre a du être revu à la baisse :

- phase 1 (90/91) : 30 BF au lieu de 60
- phase 2 (91/92) : 45 BF au lieu de 80
- phase 3 : 52 BF au lieu de 100

soit au total 127 BF au lieu de 240.

Cette action a permis une réelle sensibilisation des autorités locales à la problématique de l'eau ; il reste néanmoins à améliorer le mécanisme de collecte des contributions financières payées par les membres de la communauté.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

En raison de la situation économique difficile, les montants alloués par le gouvernement mozambicain ont été revus à la baisse. Le nombre de bornes fontaines construites a donc été réduit et n'a pas permis d'atteindre le taux de couverture souhaité de 1 borne fontaine pour 500 habitants, mais de 1 pour 1.000.

L'exécution du projet s'est trop portée sur la construction. Le projet aurait dû mettre

d'avantage l'accent sur l'axe de développement institutionnel, "planification - participation et éducation de la communauté - entretien". Dans de nombreux cas, les responsables de borne-fontaine n'assurent pas encore de façon correcte l'entretien et les réparations.

ACTION DANS LES DISTRICTS URBAINS 6, 7 ET 8

Partenaires du Sud : Gouvernement du Mozambique ; **Partenaires du Nord :** Union Européenne ; **Coût :** 429.447 ECU (y compris le projet de Nampula) ;

DESCRIPTION DE L'ACTION

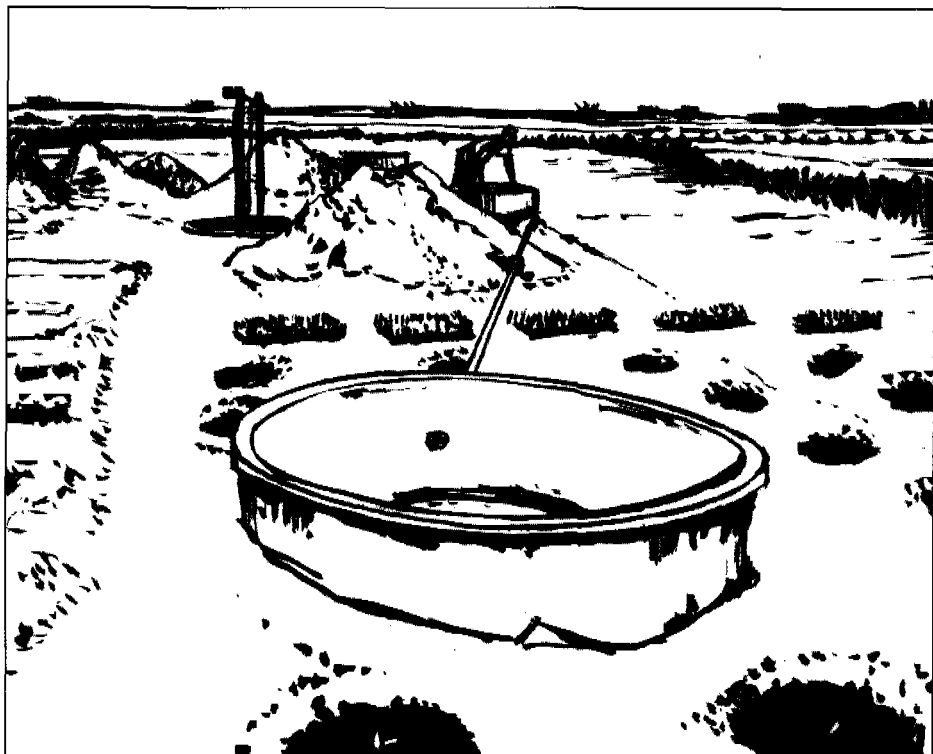
L'action dont le déroulement s'étendait sur 2 ans comprenait :

- les études et projets pour l'installation de 50 bornes fontaines ;
- la construction et la réhabilitation des 50 bornes fontaines, et installations des réseaux nécessaires pour les alimenter ; les populations bénéficiaires participent à ces travaux ;



**"Construction
et entretien
de bornes
fontaines"**

**MAPUTO,
MOZAMBIQUE**



- la formation des responsables de bornes fontaines : la borne fontaine n'entre en fonctionnement que lorsque la population a choisi un responsable qui a la charge de son bon fonctionnement ;
- la gestion et le contrôle des nouvelles infrastructures.

RESULTATS OBTENUS

Chaque famille paie une redevance collectée par le responsable de borne fontaine. Le fond ainsi obtenu est géré par les autorités de quartier et permet de subvenir aux frais d'entretien (achat de pièces de rechange ou de robinets).

L'accessibilité à l'eau potable permet aux bénéficiaires de satisfaire des besoins essentiels et de "libérer" énormément de temps qui peut être mis à profit pour des activités lucratives participant au soutien de l'économie domestique.

"Construction et entretien de bornes fontaines"

MAPUTO, MOZAMBIQUE

Rédacteur de la fiche PSEAU (Programme Solidarité Eau)

PRESELECTION DES ORDURES MENAGERES A PARTIR DES FOYERS, TUNIS, TUNISIE



Partenaires du Sud : *Municipalité (Transport vers l'usine de recyclage) ; Syndic d'immeubles (sensibilisation de la population) ; Partenaire international : Fonds pour l'Environnement mondial (financement) ;*

Début du projet : août 1993

OBJECTIFS

Améliorer le cadre de vie par une meilleure gestion des déchets solides de la population de la Cité d'El Mourouj 2.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Ce projet concerne à terme le recyclage de l'ensemble des déchets ménagers (matières organiques, papier, carton, plastiques, verre, métaux). Jusqu'à présent, le projet s'est limité à la collecte du papier et du carton.

Organisation du projet

Première phase du projet : **sensibilisation et formation :**

- préparation de modules de formation et de scénarios de sensibilisation ;
- mobilisation et formation d'équipes de sensibilisation (stages de courte durée jusqu'à évaluation) ;
- impression et publication de supports de sensibilisation, réalisation de la campagne de sensibilisation ;
- évaluation des résultats de la 1ère phase.

Deuxième phase du projet : **mise en application de la procédure de collecte du papier et du carton à recycler :**

- acquisition de matériels adéquats (petits matériels) ;
- mise en place d'un réseau de collecte, d'une unité de stockage (déchetterie) et d'une procédure de motivation.

Opérateur

Association des Habitants d'El Mourouj 2

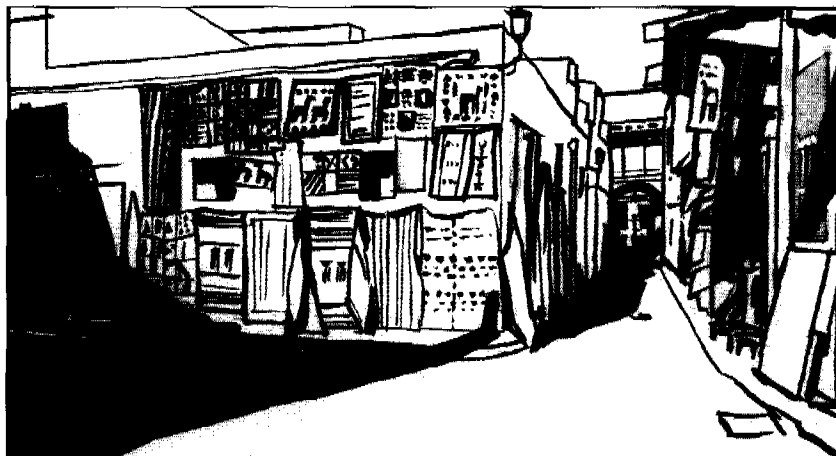
Responsable

Adel Azzabi

Adresse

3, rue d'Espagne,
Cité
d'El Mourouj 2
1001 Tunis
Tunisie

**TUNIS,
TUNISIE**



Troisième phase du projet : évaluation et amélioration du projet :

L'évaluation des résultats enregistrés permet de corriger les défaillances du système mis en place par la recherche d'autres procédures ou l'adjonction d'autres moyens logistiques plus adaptés visant à assouplir le fonctionnement du système et à diminuer les charges.

Difficultés

- La sensibilisation doit être continue et variée vu la diversité du public cible (femmes, enfants, jeunes, adultes).
- L'absence d'animateur urbain formé pour des actions d'éducation environnementale dans un milieu ouvert (la cité).
- La complexité de l'intervention dans un milieu ouvert (diversité intervenants) et absence de cadre de conservation.
- L'absence de traditions communautaires dans une cité nouvellement construite.
- Le changement du comportement de la population est difficile et demande un travail continu et de longue haleine.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

La sensibilisation des enfants et la formation des jeunes sont les meilleurs garants de réussite pour l'avenir.

L'opération interpelle la population quant à l'amélioration de l'hygiène et responsabilise chaque individu sur son rôle individuel dans un cadre de vie communautaire.

"Préselection des ordures ménagères à partir des foyers"

**Tunis,
Tunisie**

**Rédacteur
de la fiche
Magdi Ibrahim pour
Enda Maghreb**

AGRICULTURE URBAINE : POTAGERS DU JARDIN D'ENFANTS SAN PABLO, A SANTA FE DE BOGOTA, COLOMBIE



**AMERIQUE
LATINE 12**

OBJECTIFS

Les objectifs du projet sont :

- le renforcement du programme d'éducation environnementale,
- le développement chez les enfants d'une approche de la nature,
- la stimulation des pratiques de gestion des ordures ménagères et des déchets organiques,
- la création des sources d'aliments.

Description du projet

Depuis trois ans, Maritza, institutrice chargée du Programme, expérimente la culture de divers légumes. La première année, sous le conseil de Enda America Latina, le groupe commence par collecter des déchets organiques provenant de la cuisine de l'école. C'est le début de la fabrication du compost qui ultérieurement servira de base à la culture des légumes. Les ressources utilisées sont pour la plupart les matières et résidus disponibles dans le jardin afin d'éviter tout coût supplémentaire et profiter des matériels de construction et d'autres éléments jusqu'alors considérés comme de simples déchets. Pour la fabrication du compost, en plus des résidus organiques ont été utilisés certains produits de l'extérieur tels que sciure et restes du bois, terre et vers de terre pour favoriser l'aération et la décomposition de la matière organique. Ce mélange est contrôlé constamment et retourné une fois par semaine afin d'assurer une bonne aération et d'éviter la putréfaction qui entraînerait des mauvaises odeurs, l'apparition des mouches et des larves indésirables dans la matière organique en décomposition.

Après la fabrication du compost, le terrain de culture a été préparé

Opérateur
Cooperativa de
Mujeres de Bosa

Adresse
Enda America
Latina
Calle 33
#16-22
Santa Fe de
Bogota
Colombie

**SANTA FE DE
BOGOTA,
COLOMBIE**



par le groupe (institutrices et enfants).

Le groupe poursuit aujourd'hui ses plantations de légumes (potirons, oignons, petits pois, coriandre, fraises, laitues, carottes...). Un volume de 16 cartons sur une zone d'environ 3,5 m² sont cultivés, et un registre tenu pour cha-

cun, consignant les cultures réalisées, le rythme de nutrition des plantes avec le nouveau compost et les jours d'arrosage.

La participation active des enfants favorise leur contact avec les ressources naturelles. Ils découvrent ainsi le développement des plantes et leurs différentes parties, reconnaissent les diverses espèces dans toutes les étapes de croissance ainsi que les animaux qui contribuent ou nuisent au processus, et apprennent à mettre en valeur les ressources d'eau car ils se chargent d'arroser, de semer, de transplanter les plantules, de tailler et de récolter. Ils participent également à la collecte des déchets organiques et s'initient au traitement et à l'utilisation des résidus et à la réduction des déchets polluants.

Au jardin d'enfants San Pablo à Bosa, aux environs de Bogota, les institutrices ont eu l'idée d'utiliser l'espace disponible sur la terrasse du centre d'enseignement pour réaliser des Potagers organiques dans le cadre du Programme d'écologie et d'environnement en cours de développement.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Depuis trois ans, les institutrices et les enfants du jardin d'enfants San Pablo, avec l'assistance d'Enda America Latina, ont entamé la réalisation d'un potager organique dans le centre d'enseignement. Cette expérience fait partie du Programme d'écologie et d'environnement, auquel les enfants participent activement dans une première approche de la nature.

La prochaine fois Maritza et les enfants espèrent récolter environ une livre de petits pois, chiffre peut-être non rentable en termes économiques, mais qui constitue sans aucun doute une grande réussite des objectifs fixés par le Programme d'écologie et d'environnement et il est fort probable que son développement apporte aussi des bénéfices d'ordre économique pour le jardin.

« Agriculture urbaine : potagers du Jardin d'enfants San Pablo »

SANTA FE DE BOGOTA, COLOMBIE

Rédacteur de la fiche
Beatriz Gomez
pour Enda America Latina

COLLECTE ET TRANSPORT DE DECHETS MENAGERS ET CREATION DE MICRO-ENTREPRISES MERMYS A LOS PATIOS, COLOMBIE



**AMERIQUE
LATINE 13**

Partenaires du Sud : *Municipalité, Norssalud, Ministère de la Santé ; Partenaires du Nord :* *GTZ*
Coût : *2.500 à 3.000 \$ par poste de travail ;*
Début du projet : *septembre 1990*

CONTEXTE

En Colombie, dans les quartiers urbains pauvres et dépourvus de services de base la collecte d'ordures est inexistante.

Un projet alternatif intitulé MERMYS (Module micro-entreprises de collecte manuelle et transport des ordures ménagères) pour pallier à l'insuffisance de services de santé et d'environnement a été mis en œuvre par GTZ (Agence allemande de coopération technique du Ministère de la coopération et du développement) et Norssalud, ONG colombienne, sur l'ensemble des agglomérations colombiennes.

Il vise à sensibiliser la population aux conditions sanitaires et l'hygiène urbaine, à développer des services de proximité (nettoyage des lieux publics) avec la participation des habitants.

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet comprend la création de micro-entreprises de collecte d'ordures ménagères, employant des chômeurs des quartiers desservis.

La création, zone de desserte des micro-entreprises, est décidée collectivement par les organisations de base de chaque quartier réunissant habitants, entreprises privées et en association avec les Municipalités.

Organisation économique de MERMYS

Les entreprises ont un caractère associatif (le capital est détenu par l'ensemble des salariés). Elles couvrent l'ensemble des tâches de collecte d'ordures, jusqu'au tâches de nettoyage des lieux publics, par contrat avec la Municipalité.

Opérateurs
GTZ/ Norssalud

Responsable
German Wilches

**LOS PATIOS,
COLOMBIE**

Les effectifs des micro-entreprises varient de 8 à 15 salariés. Le financement des contrats de nettoyage que souscrit la Municipalité aux micro-entreprises est assuré par le recouvrement des taxes et la qualité des services de nettoyage par les micro-entreprises.

Le choix des zones de nettoyage est assuré au niveau municipal, en liaison avec les associations de base.

GTZ et Norssalud décident du choix des candidats aux micro-entreprises.

Le niveau de responsabilité de la population devrait rapidement être renforcé (contrôle de la qualité de nettoyage, fixation des taxes...).

Processus technique

L'enlèvement et le transport des déchets est réalisé au moyen de véhicules manuels, de provenance local, dûment aménagés et adaptés à la topographie de chaque endroit et avec une capacité de charge d'un demi-mètre cube (1/2 m³).

Chaque véhicule conduit par deux travailleurs suit un trajet pré-établi. Le véhicule est conduit jusqu'au centre de collecte ou de transfert primaire remorqué jusqu'au site de dépôt final (fosse).

Chaque véhicule à traction manuelle a une capacité de charge moyenne d'environ 150 kg par trajet, ainsi il peut transporter entre 1.800 et 2.100 kg de déchets par jour, soit la quantité produite par 600-700 usagers/ménages tous les trois jours.

Au dépôt final, une fosse où les déchets solides sont enfouis dans le sol et couverts par couches de terre tous les jours. Cette technique prévoit le traitement des liquides pré-filtrés générés par la décomposition des déchets.

L'opération de la fosse El Diamante, à Los Patios, est manuelle et la capacité de traitement est estimée à un maximum de 20 tonnes par jour. Une fosse d'une capacité de 10 tonnes/jour peut être opérée correctement par 3 ou 4 ouvriers. L'ensemble des tâches est assurée par chaque micro-entreprise.

Les micro-entreprises intègrent des objectifs sanitaires et de sécurité pour pallier aux accidents de travail et maintenir une bonne santé des ramasseurs.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Le MERMYT met en relief l'analyse des facteurs d'efficacité de la gestion technique, économique et administrative.

MERMYT prouve qu'il est possible de transférer la gestion des services de nettoyage public du ressort des autorités locales ou municipales, aux petites entreprises privés constituées avec la population.

L'adoption de systèmes de travail non conventionnels (l'utilisation

« MERMYT »

**LOS PATIOS,
COLOMBIE**



de machines simples et à faible coût permettant l'autonomie) et la haute responsabilité des participants permet de réduire les coûts.

La micro-entreprise génère des emplois pour les habitants des quartiers desservis, pour protéger l'environnement.

MERMYT est une forme de privatisation à caractère social des services de nettoyage public.

MERMYT devrait être étendu dans plusieurs agglomérations pour se substituer efficacement aux services publics défaillants et rompre l'effet de monopole.

On prévoit des examens médicaux, uniformes de rechange chaque jour, des installations pour le bain quotidien, un changement de vêtements et cases, le blanchissage, le cirage de chaussures, l'assurance maladie, les accidents de travail, et une charte de sécurité.

Également on prévoit le lavage des véhicules de collecte afin de réduire les risques de maladies par la culture des pathogènes dans les véhicules. Le lavage se fait à l'eau chlorée.

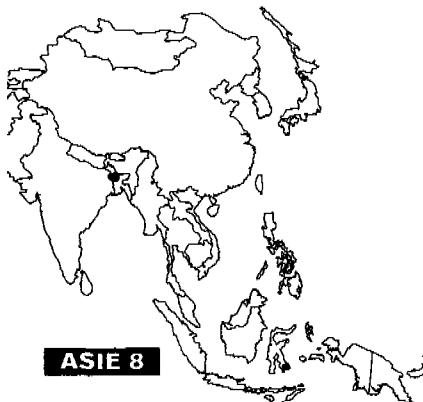
« MERMYT »

**LOS PATIOS,
COLOMBIE**

**Rédacteur
de la fiche**

Maria Teresa
Palacios Lozano
pour Enda America
Latina

OPERATION SHOBUJ SHONA "L'OR VERT", A TANGAIL, BANGLADESH



Partenaires du Sud : Bangladesh Kumundini Welfare Trust ;

Partenaires du Nord : Prism ; Coût : 21.972 USD (878.900 TK) ;

Début du projet : 1991

CONTEXTE

L'expérience du Bangladesh est la première tentative d'utilisation de la *lemnaceae* (lentille d'eau) dans un pays en voie de développement. Le Bangladesh, dont la moitié de la superficie est recouverte d'eau contaminée par les matières fécales six mois par an, est le terrain approprié pour cette expérience.

OBJECTIFS

- Purifier les eaux usées
- Engraisser les poissons
- Commercialiser la *lemnaceae* (lentille d'eau)

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

Avec Prism Bangladesh sont impliqués :

- bangladesh Kumidini Welfare Trust
- les habitants et particulièrement les pêcheurs de la ville concernée.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

Après des recherches faites sur la *lemnacea* (lentille d'eau), ses propriétés ont été mises en avant. Une fois séchée, c'est un aliment très riche en protéine soit près de 35 à 50 %. Mais sa caractéristique la plus intéressante demeure l'épuration des eaux. Une expérience a été tentée aux USA en 1985 avec déjà beaucoup de succès et sa capacité à survivre partout sauf sur les glaciers et dans le désert, ouvre de grandes perspectives. Cette plante croît très vite, prolifère à des

Opérateur

Prism Bangladesh

Responsable

Mohammad
Ikramullah

Adresse

House 49
Road 4A
Dhanmondi
Residential Area
Dhaka,
Bangladesh

**TANGAIL,
BANGLADESH**

températures comprises entre 15 et 30 °C et peut doubler son poids humide pendant une période allant de 2 à 4 jours avec un rendement 10 fois supérieur à celui des graines de soja (aliment pour poissons couramment utilisé). Cette capacité de croissance est favorisée dans une eau riche en azote, en phosphore et en potassium, éléments que l'on trouve dans l'eau polluée par les déchets humains, animaux ou agricoles.

Déroulement du projet

Le projet a débuté en 1991.

Après deux ans et demi de test, les chercheurs de Prism Bangladesh (ONG) ont réussi à faire pousser trois espèces de lemnaeae au Bangladesh.

Les principaux résultats sont :

- Le rendement de lemnaeae par hectare par jour est d'une tonne, ce qui représente un revenu net de 2000 dollars par an alors que le revenu annuel moyen d'un agriculteur bengalais est de 100 dollars.
- La lemnaeae est également un aliment de fourrage très bon marché et d'excellente qualité. A 27 dollars la tonne, ce prix ne représente que 1/20ème du prix de la nourriture pour les poissons, 1/7 du prix du tourteau et 1/3 de celui du son, deux aliments de fourrage couramment utilisés.
- Le rendement moyen de croissance des poissons nourris au lemnaeae est multiplié par trente : on atteint 10 tonnes de carpes par hectare par an alors que la production moyenne est de 400 kg par hectare par an.
- Enfin, les déchets sont canalisés directement au moyen d'un canal étroit et sinueux, construit sur une pente naturelle pour faciliter l'écoulement. Les lentilles d'eau stabilisées par les barrages sont récoltées à partir de la berge du canal. Après avoir passé 20 jours dans le système, les eaux usées sont claires comme le cristal avec un taux de phosphore et d'azote inférieur à 0,5 milligramme par litre.

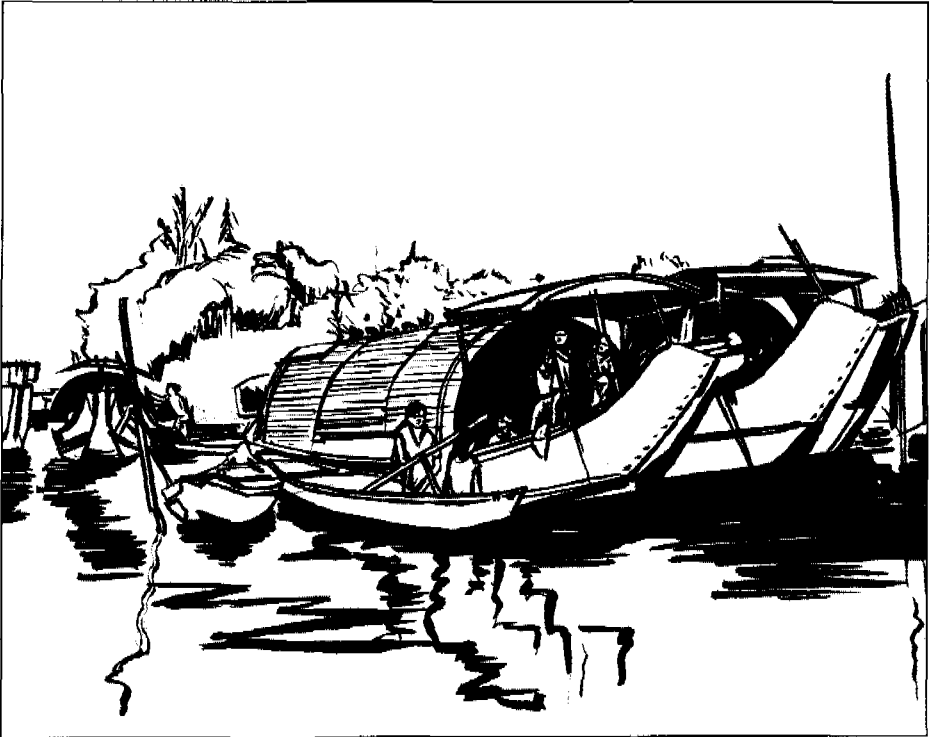
PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Prism Bangladesh a l'intention de poursuivre la recherche et de mettre en place d'autres projets afin d'une part d'élargir l'expérience à une plus grande échelle et d'autre part d'améliorer les qualités de la plante. Ainsi ces projets consisteront principalement à :

- mettre au point des systèmes de culture de la lentille d'eau utilisables dans tout le pays ;

**« Opération
Shobuj Shona,
l'or vert »**

**TANGAIL,
BANGLADESH**



- suivre avec soin la croissance de la plante ;
- faire bénéficier 10 villages du centre du Bangladesh de cette technique. Grâce à un prêt de 1,3 millions de dollar accordé par le Fonds d'équipement des Nations Unies, le groupe Prism prévoit de créer 15 unités de production en deux ans et d'apprendre à plus de 400 agriculteurs, la culture de la lentille d'eau et la pisciculture ;
- transformer de la lemnaceae (lentille d'eau) en nourriture.

L'avantage de cette technique est qu'elle ne nécessite pas de connaissance particulière ni d'équipement spécial. Une formation de base est néanmoins nécessaire ainsi qu'une importante main d'œuvre. D'autres pistes de recherche sur les caractéristiques de la plante sont envisagées à long terme sur les thèmes suivants :

- capacité d'absorption des métaux lourds ;
- capacité apparente à prospérer dans les eaux saumâtres.

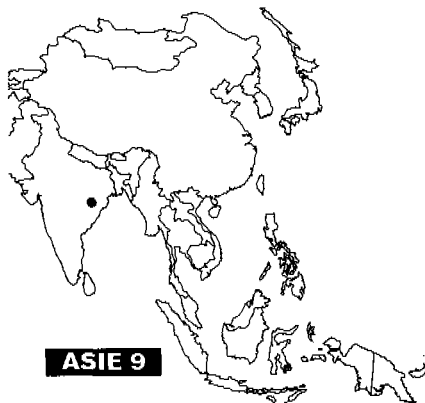
**« Opération
Shobuj Shona,
l'or vert »**

**TANGAIL,
BANGLADESH**

**Rédacteurs de la
fiche**

Lam Quoc Tuan
pour Enda Vietnam
et Isabelle Mamaty
pour le Secrétariat
Preceup

GESTION COLLECTIVE DES SYSTEMES SANITAIRES A MALEKAR WADI, BOMBAY, INDE



Partenaires du Sud : L'ONG CORO Literacy Committee (Comité d'alphabétisation), Computer Maintenance Corporation of India (entreprise publique), organisation communautaire de base locale, M^Ward Office (Bombay), Municipal Corporation ; **Coût :** 18.400 USD (550.000 INR) ; **Début du projet :** 1992

OBJECTIFS

Les objectifs du projet sont :

- la gestion des toilettes publiques à un coût abordable ;
- la création d'emplois pour les jeunes ;
- l'organisation de programmes éducatifs et sociaux pour la communauté.

LES RESSOURCES HUMAINES IMPLIQUEES DANS LE PROJET

Les partenaires apportent leur contribution par :

- la formation des organisations communautaires de base en matière de techniques de gestion,
- la construction des toilettes,
- la gestion et la maintenance des toilettes publiques, à travers le principe du recouvrement des coûts,
- la fourniture d'eau, d'infrastructures de drainage et de terrain.

Les familles bénéficiaires/participants (1.200 ménages, soit 6.000 personnes) se sont regroupées en comité d'action pour gérer les toilettes publiques.

DESCRIPTION DU PROJET

Historique

La technologie de toilettes publiques développée par Dr V. Gowlikar, dont la promotion est assurée par le Ministère des sciences et de la technologie, a été adoptée par la Municipal Corporation of Greater Bombay. Les toilettes ont été construites dans les bidonvilles en 1992. La construction a été assurée par Computer Maintenance Corporation (entreprise publique).

Opérateur

Suvidha
(Organisation communautaire de base)

Responsable

M. R. S. Sarrade

Adresse

P.L. Lokhande
Road
Opp. Malekar Wadi
Chembur, Bombay
400 089
Inde

**MALEKAR WADI,
BOMBAY
INDE**

Technologie/méthodologie utilisée

La technologie utilisée pour les toilettes publiques a été développée par le Ministère des sciences et de la technologie, et notamment par le Dr V. Gowilkar, secrétaire indien de la recherche. La technologie utilisée est composée d'éléments préfabriqués. La gestion par la communauté fait partie intégrante du projet sur le plan technologique.

Déroulement

En 1992, le Ministère indien des sciences et de la technologie a lancé l'Integrated Urban Management Programme (Programme intégré de gestion urbaine) à Bombay. L'un des axes du projet portait sur la construction de toilettes payantes dans les bidonvilles, dans le but de suppléer aux installations existantes, totalement inadaptées. Ce projet visait également à tester l'efficacité d'une installation payante dans un quartier résidentiel, par opposition aux installations situées dans un endroit public fréquenté par des usagers de passage, dont l'utilité a été démontrée. A cette fin, le projet a été mené en étroite collaboration avec CORO - SUDHIVA est un groupe d'agences de développement inter-médiaires -, un groupe de résidents représentant une communauté de 1.200 ménages. Ce projet a demandé une coopération étroite entre le projet, les ONG, les organisations communautaires de base et la municipalité, à qui incombait la responsabilité d'assurer l'approvisionnement adéquat de l'installation en eau. L'utilisation de toits en préfabriqué qui fuyaient a entraîné une légère modification de la technologie. Le projet a abouti à la création d'une installation efficace et bien gérée, qui profite aux résidents de la localité. Elle fournit également des emplois aux femmes et aux jeunes de la région. C'est l'une des difficultés majeures dans les étapes initiales de la mise en œuvre du projet. Par conséquent, les relations entre l'ONG et l'organisation communautaire de base en terme de partage des responsabilités constituent un point de désaccord entre les deux partenaires.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

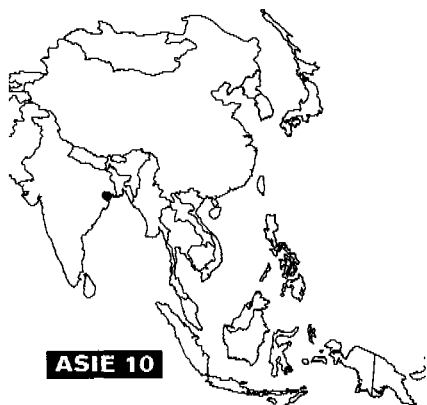
Actuellement, la municipalité se lance dans un projet ambitieux visant à fournir des toilettes aux communautés vivant en bidonvilles. Le modèle proposé par des groupes comme SUVIDHA est en cours d'étude, afin de déterminer s'il peut être transposé à d'autres communautés. Au vu de l'intérêt croissant pour les questions de protection de l'environnement et le problème des infrastructures dans les quartiers urbains, de telles innovations (les toilettes gérées par la communauté) constituent un modèle viable, qui offre une alternative intéressante.

« Gestion collective des systèmes sanitaires »

**MALEKAR WADI
BOMBAY,
INDE**

**Rédacteur
de la fiche**
Virup Panwalkar
pour Enda Bombay

SYSTEME INTEGRE PERMETTANT LE TRAITEMENT ET LA RECUPERATION A FAIBLE COUT DES EAUX USEES DE LA VILLE GRACE AUX MARECAGES A CALCUTTA, INDE



ASIE 10

Organismes gouvernementaux impliqués : *Department of Urban Development, Department of Environment (Gov. of West Bengal), Calcutta Metropolitan Water & sanitation Authority, Institute of wetland management & ecological design, Fishermen & Beedi Workers' cooperatives*

CONTEXTE

En 1980, suite aux travaux de recherche lancés par le gouvernement du Bengale occidental, une étude de la région des marécages et de son utilisation a été effectuée. En 1983, le premier document scientifique soulignant l'importance écologique de la région a été publié. En 1985, une carte de la "Waste Recycling Region" (région de recyclage des déchets) a été créée pour servir de base à la préservation et à la gestion des marécages. La même année, le gouvernement indien a proposé l'introduction d'un système de stabilisation des bassins avec une gestion efficace des ressources pour le traitement et la récupération des eaux usées de la ville. Le projet a été accepté par le Ganga Project Directorate comme une alternative aux systèmes de traitement conventionnels (qui exigent beaucoup d'énergie et qui sont coûteux) dans le cadre de son programme d'assainissement des cours d'eau.

Outre le fait qu'ils permettent de gérer les eaux usées de la ville, les bassins à poissons de l'East Calcutta Wetland produisent environ 8.000 tonnes de poissons par an, quantité qui pourrait être multipliée par deux avec quelques améliorations. Quant aux décharges, elles fournissent un espace pour entreposer les déchets, mais elles produisent également environ 150 tonnes de légumes par jour.

Les rizières utilisant les effluents des bassins à poisson produisent 16.000 tonnes de riz d'hiver. Un aspect important de ce système réside dans le fait qu'il préserve les emplois et les intérêts entrepreneuriaux

**CALCUTTA,
INDE**

des villageois et des producteurs qui sont traditionnellement engagés dans les diverses pratiques de gestion des ressources. Le système de recyclage des déchets constitue une importante source d'emplois. De plus, il couvre environ 20 % de la demande en poisson et 30 % de la demande en légumes frais de la ville. La production de nourriture bon marché et dans le voisinage permet d'assurer qu'une grande partie des populations urbaines défavorisées consomme régulièrement des protéines.

DESCRIPTION DU PROJET

Stratégie

Législation, lois et réglementations

Conformément au plan d'urbanisme prévu par la loi de 1979 sur la planification et le développement (Town and Country Planning and Development Act), aucun cours d'eau ne peut être converti à un autre usage sans autorisation préalable. La définition de la zone de recyclage des déchets et la mention dans le plan directeur pour la protection des marécages ont amélioré la situation des marécages.

Politiques sectorielles et stratégies

La gestion des eaux usées de la ville a toujours constitué un sujet de préoccupation pour les autorités municipales. Pour les systèmes sanitaires municipaux, les technologies conventionnelles se sont avérées trop coûteuses, peu fiables sur le plan de l'exploitation et trop consommatrices d'énergie. Le système intégré de marécages de l'est de Calcutta constitue un exemple de protection de l'environnement et de gestion du développement, dans lequel des résultats ont pu être obtenus à moindre coût, tout en aboutissant à une parfaite harmonie avec l'environnement. Les marécages de Calcutta sont devenus un exemple à suivre et ont conduit à l'idée que les eaux usées constituent davantage une source de nourriture qu'une source de pollution.

Les objectifs en matière de protection de l'environnement recouvrent les aspects suivants :

- La protection du processus biologique naturel de purification des eaux usées et de récupération des ressources.
- La récupération du plus grand nombre possible de matériaux énergétiques et d'aliments, grâce au choix d'une technologie pragmatique et adéquate reposant sur les pratiques de récupération traditionnelles.
- La protection des conditions de vie, des emplois et de l'intérêt entrepreneurial des villageois et des producteurs impliqués dans les différentes pratiques de récupération des ressources.

« Système intégré permettant le traitement et la récupération à faible coût des eaux usées grâce aux marécages »

**CALCUTTA,
INDE**

Accords institutionnels et partenariats

Le système de récupération des ressources des marécages de Calcutta repose sur une technologie populaire, encore transmise par tradition orale au sein de la communauté qui la pratique. La récupération est effectuée par des groupes de la communauté locale, généralement composés de familles, qui sont aussi propriétaires de l'activité de récupération et qui la gèrent. L'option technologique retenue est peu coûteuse, spécifique au site et, avant tout, elle ne nécessite aucune subvention institutionnelle ni transfert de savoir-faire complexe. Le rôle des autorités et des institutions est par conséquent limité à la protection des marécages, sans participation directe au processus. La responsabilité des autorités municipales consiste à assurer que les eaux usées non traitées, ou dans certains cas partiellement traitées, arrivent au point d'entrée du système. Les entrepreneurs paient donc un loyer justifié pour les terrains et l'eau mis à leur disposition, et empochent le produit des ventes.

Les marécages de Calcutta permettent de relever efficacement trois défis majeurs auxquels sont confrontés les pays en voie de développement - la gestion des déchets, la création d'emplois et la production de nourriture. Pour beaucoup de pays asiatiques, l'aquaculture reposant sur les eaux usées peut constituer une réelle alternative, dans la mesure où ces pratiques sont traditionnellement acceptées dans ce type de sociétés.

Systeme de gestion

La région des marécages dans laquelle sont mises en œuvre différentes pratiques de récupération des ressources couvre environ 12.000 hectares. Trois activités distinctes sont pratiquées :

- La première activité concerne la culture de légumes sur un substrat de déchets. Ces cultures reposent sur un système original, composé de bandes de terre alternées remplies de déchets, et de bassins. Ces bassins sont remplis d'eaux usées deux fois par an. Après une période de stockage adéquate, les eaux usées traitées servent à irriguer les champs de déchets pour y cultiver des légumes.
- La deuxième activité comprend les bassins à poissons, qui couvrent une superficie d'environ 3.000 hectares. Les eaux usées de la ville sont déversées dans les bassins après un stockage de quelques jours, pour permettre le processus de biodégradation des composantes organiques dans les eaux usées. Un réseau de canaux permet d'amener les eaux usées non traitées et d'évacuer les eaux utilisées. Comme les effluents incluent beaucoup de

« Système intégré permettant le traitement et la récupération à faible coût des eaux usées grâce aux marécages »

**CALCUTTA,
INDE**

déchets ménagers et que les bassins peu profonds dans les marécages fonctionnent comme des bassins d'oxydation naturels, l'eau y est purifiée, et les risques sanitaires sont considérablement réduits.

- La troisième activité de la région recouvre essentiellement des rizières qui utilisent les effluents de ces bassins à poissons pour fournir plus d'une récolte par an. L'utilisation des eaux usées est une tradition largement répandue en Inde, comme dans beaucoup d'autres pays asiatiques.

Les trois types d'activité décrits ci-dessus sont gérés par des coopératives de pêcheurs et de maraîchers. Le Ministère de la pêche du gouvernement du Bengale occidental a récemment reconnu l'intérêt de ce type de coopératives.

PERSPECTIVES ET LEÇONS DE L'EXPERIENCE

Plusieurs projets similaires ont été mis en pratique ailleurs pour traiter et recycler les eaux usées. Des systèmes d'aquaculture reposant en eaux usées ont été mis en place avec succès dans d'autres régions de l'État, comme à Midnapore, le "Sunderbans Belt" et dans d'autres États, comme l'Orissa, pour élever des crevettes ou des poissons d'eau douce. A Calcutta même, les expériences de l'East Calcutta Wetland ont été reproduites avec succès par la Mudyaly Fishermen's Cooperative Society (coopérative de pêcheurs) dans un marécage naturel du sud-ouest, à Garden Reach. Ce projet a abouti au développement d'un écosystème unique d'une grande biodiversité, avec de nombreux poissons, des cerfs, de multiples espèces végétales et d'autres espèces appréciant des environnements humides, dans une région urbaine.

L'écosystème des bassins à poissons de l'est de Calcutta est un exemple trop peu fréquent de protection de l'environnement et de gestion du développement qui a permis d'obtenir des résultats à coût réduit, en harmonie avec l'environnement.

« Système intégré permettant le traitement et la récupération à faible coût des eaux usées grâce aux marécages »

**CALCUTTA,
INDE**

**Rédacteur
de la fiche**
L'opérateur
pour Habitat II
(Best Practices)

INDEX GEOGRAPHIQUE

AFRIQUE

- **Projet pilote de ramassage d'ordures ménagères à Ouagadougou, Burkina Faso** **Afrique 1**
- **Projet pilote pour la réhabilitation du quartier spontané de Samé (district urbain de Bamako), Mali** **Afrique 2**
- **Programme d'environnement à Thiès, Sénégal** **Afrique 3**
- **Assainissement autogéré à Lusaka, Zambie** **Afrique 4**
- **Deux programmes d'animation urbaine et de développement local au Cameroun** **Afrique 5**
- **Programme d'action concertée pour la transformation de l'environnement à Zinguichor, Sénégal** **Afrique 6**
- **Réseau formation-action en gestion communautaire des déchets à Rabat, Maroc** **Afrique 7**
- **Appui aux initiatives de quartiers de Wahinane Gueule Tapée II au Sénégal** **Afrique 8**
- **Assainissement communautaire liquide et solide intégré du bidonville de Karyan El Oued à Salé, Maroc** **Afrique 9**
- **Quartier Medina Fass M'Bao, Pikine, Dakar, Sénégal** **Afrique 10**
- **Aménagement de caniveaux pour réduire l'érosion pluviale, Dapaong, Togo** **Afrique 11**
- **Beseya : collecte des ordures de Hamdallaye à Bamako, Mali** **Afrique 12**
- **L'assainissement profite à l'agriculture et créé des emplois. Une recherche action à Ouagadougou, Burkina Faso** **Afrique 13**
- **Gestion des déchets ménagers à Bamako, Mali** **Afrique 14**
- **Construction de maisons à bon marché et création d'une coopérative de logements en Afrique du sud** **Afrique 15**
- **Actions dans le domaine de l'assainissement menées par des AMCAV à Port Bouët et Boundali, Côte d'Ivoire** **Afrique 16**
- **Programme de collecte et recyclage de déchets au Caire, Egypte** **Afrique 17**
- **Valorisation des déchets dans les secteurs de Lazaret et Arafat à Rufisque, Sénégal** **Afrique 18**
- **Construction et entretien de bornes fontaines dans la périphérie de Maputo, Mozambique** **Afrique 19**
- **Préselection des ordures ménagères à partir des foyers, Tunis, Tunisie** **Afrique 20**

INDEX GEOGRAPHIQUE

AMERIQUE LATINE

- Construction de logements sociaux reposant sur l'entraide Villa Madrid - à Limpio, Paraguay **Amérique Latine 1**
- Trois ponts sur le ruisseau et fermeture de la décharge informelle dans les quartiers de Puerto Rico et Los Mina Norte à Saint Domingue, République Dominicaine **Amérique Latine 2**
- Promotion de technologies adaptées pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement, La Sirena, Cali, Colombie **Amérique Latine 3**
- Programme d'environnement à Los Manguitos, Saint Domingue, République Dominicaine **Amérique Latine 4**
- Programme de ramassage des déchets solides et de protection de l'environnement au Guatemala **Amérique Latine 5**
- Quatre programmes d'approvisionnement en eau en Haïti **Amérique Latine 6**
- Programme d'économie populaire à Saint Domingue (Zone Est), République Dominicaine **Amérique Latine 7**
- Entreprise de réutilisation du carton à la Chorrera, Mangangua, République Dominicaine **Amérique Latine 8**
- Un réseau d'égouts autonome pour l'urbanisation d'une favela dans le quartier de Lingua de Cobra, Fortaleza, Brésil **Amérique Latine 9**
- Contrat municipal pour le recyclage de déchets solides à Manizales, République Dominicaine **Amérique Latine 10**
- Deux centres de tri au Brésil **Amérique Latine 11**
- Agriculture urbaine : potagers du jardin d'enfants San Pablo, à Santa Fe de Bogota, Colombie **Amérique Latine 12**
- Collecte et transport de déchets ménagers et création de micro-entreprises à Los Patios, Colombie **Amérique Latine 13**

INDEX GÉOGRAPHIQUE

ASIE

- Des systèmes sanitaires rentables et adaptés, l'exemple de Sulabh International, Inde **Asie 1**
- Processus d'intégration sociale des communautés religieuses "Harmonie Communale" à Shivaji Nagar, Inde **Asie 2**
- Programme de collecte d'ordures par la population des quartiers à Madras, Inde **Asie 3**
- Programme d'auto-réhabilitation des quartiers spontanés ("Kampungs") Surabaya, Indonésie **Asie 4**
- Programme intégré de recyclage dans le quartier Binh Hung Hoa à Hô Chi Minh Ville, Viêt Nam **Asie 5**
- San Juan - Linis Ganda - Ramassage des recyclables à Metro Manilla, Philippines **Asie 6**
- Collecte et tri de déchets par des jeunes ramasseurs à Bangalore, Inde **Asie 7**
- Opération Shobuj Shona, "L'or vert" Bangladesh **Asie 8**
- Gestion collective des systèmes sanitaires à Malekar Wadi, Bombay, Inde **Asie 9**
- Système intégré permettant le traitement et la récupération à faible coût des eaux usées de la ville grâce aux marécages à Calcutta, Inde **Asie 10**

AUTRES PUBLICATIONS DU PROGRAMME PRECEUP

SERIE COOPERATION

Financement de projets d'environnement et de développement urbain : guide d'orientation pour les ONG du Sud

Ce document, réalisé dans le cadre de la série Coopération de Enda-Preceup, en collaboration avec l'ONG néerlandaise Both Ends, est destiné à appuyer les ONG et associations du Sud dans la formulation de leurs projets et dans la recherche de financements. Dans la perspective de la conférence d'Habitat II, un accent particulier a été mis sur les possibilités de financement des activités de développement et d'environnement urbain. Dans cette optique, l'ouvrage s'inscrit dans le prolongement d'une précédente étude réalisée en 1994 par Enda Tiers Monde sur les "Politiques et stratégies des principaux bailleurs de fonds européens".

Dans une première partie et après une courte introduction, l'ouvrage passe en revue les différents instruments de financement disponibles pour les ONG du Sud dans le cadre des coopérations bilatérales, multilatérales ou décentralisées (collectivités locales et organismes non-gouvernementaux).

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à la présentation et à la formulation des demandes de financement. Comment présenter un projet ? Quelles sont les grandes étapes à suivre ? Comment gérer l'activité de recherche de financements ? C'est à ce type de questions que l'ouvrage tente de répondre. Pour illustrer le propos et l'enrichir par des exemples concrets, des études de cas sont présentées à la fin du document.

La coopération décentralisée et l'environnement urbain : état des lieux et analyse comparative d'expériences

La conception française de la "coopération décentralisée", en tant qu'outil de coopération internationale, évoque l'action des collectivités locales en direction de leurs homologues des pays en développement. Elle s'inscrit dans les réformes administratives de la fin des années 80 et son essor actuel est lié à un vaste bouleversement des enjeux de cette décennie. En effet, la décentralisation de l'Etat central, associée à une crise de ressources financières, se traduit par la volonté de renforcer les pouvoirs locaux (collectivités locales, ONG, groupes de base), tout en mobilisant de nouvelles ressources tant formelles, qu'informelles.

Mais cette nouvelle approche est aussi confrontée à certaines incertitudes. En particulier, l'absence de cadre juridique et institutionnel approprié, ainsi que des subventions encore modestes, sont les principaux obstacles auxquels se heurtent la mise en oeuvre de cette coopération, qui recouvre un foisonnement de pratiques très diverses.

Pour mieux saisir les enjeux de cette nouvelle forme de coopération, cette étude tente d'en cerner le contexte d'évolution et l'appareillage institutionnel qui l'accompagne. Des cas de partenariats concrets, dans le domaine de l'environnement urbain entre villes françaises et collectivités de différents pays du sud viennent illustrer le propos.

SERIE PRATIQUES URBAINES

Expériences, outils et méthodes pour un développement urbain partagé

Vol. 1 : Fiches d'expériences, Vol. 2 : Etudes de cas

La série Pratiques Urbaines se propose de faire le point et de contribuer à la réflexion sur les initiatives locales caractérisées par des modes alternatifs de gestion environnementale ainsi que par la participation active des habitants.

Le document "Expériences, outils et méthodes pour un développement urbain partagé Vol. 1 : Fiches d'expériences" recense 43 cas d'expériences au sud. Les fiches sont issues des points focaux et correspondants de Preceup, des réseaux français fortement impliqués dans le développement et l'environnement au Sud ainsi que des "Meilleures Pratiques" (Best Practices) sélectionnées pour la conférence Habitat II.

En dehors d'une description précise des 43 expériences, le lecteur trouvera également des éléments de synthèse et de réflexion. En effet, quatre cahiers commentent quatre axes et enjeux majeurs du développement local participatif :

- La place de l'habitant acteur de son territoire et de son développement,
- Le rôle des associations et organisations intermédiaires à l'échelle locale,
- Les lieux d'innovation économique de développement participatif,
- La dimension sociale de l'innovation technologique.

Le Volume 2 du document Expériences, outils et méthodes pour un développement urbain partagé est consacré à la présentation d'études de cas portant sur des expériences concrètes d'amélioration du cadre de vie des populations défavorisées. Les principaux enseignements de ces différentes expériences sont synthétisés dans l'introduction du document réalisé par Jean Jacques GUIBBERT intitulé : Des vagabonds et des ordures.

Le sommaire des études de cas, - qui peuvent être obtenues séparément - est le suivant :

- **Assainissement et approvisionnement en eau potable à Tendirara, Province de Fuiguig, Maroc** - Enda Maghreb. Ce projet, dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des citoyens de Tendirara, a permis : la construction d'un réseau d'assainissement, l'accès à l'eau potable à 50 familles très pauvres, la construction de trois bornes fontaines et l'alimentation en eau potable d'une école située à 80 km de la ville.
- **Recyclage des eaux usées domestiques, Castors Socosim et Arafat, Rufisque, Sénégal** - Enda Rup. Cette étude montre la faisabilité de la collecte des ordures par des charrettes assortie d'une technologie nouvelle de traitement des eaux usées au Sénégal : l'épuration par lagunage à l'aide de macrophytes.

- **Cooperativa Prosperar, Manizales, Colombie** - Enda America Latina. Cette coopérative est née de la volonté de fermer la décharge de la ville. Les récupérateurs qui travaillaient dans ce dépôt d'ordures se sont organisés et ont entrepris des activités de commercialisation sous forme associative.
- **Biorganicos, San Gil, Colombie** - Enda America Latina. Cette expérience décrit l'organisation d'un groupe de personnes qui vivaient de la récupération des ordures et qui ont créé un centre de tri dont l'objectif principal est la valorisation des déchets organiques.
- **L'ancienne usine d'incinération de la ville de Saint-Domingue : expérience de relogement de ses occupants** - Enda Caribe. L'objectif de ce projet était de reloger les 108 familles expulsées. Les bénéficiaires ont donc construit leur propre logement sur un terrain accordé par le gouvernement.
- **Gestion communautaires d'équipements sanitaires, Mumbai, India** - Enda Bombay. Le projet a encouragé les groupes locaux à prendre la responsabilité des équipements de base dans les quartiers tout en fournissant aux habitants de meilleurs conditions sanitaires.
- **Initiatives pour l'harmonie communautaire, Mumbai, India** - Enda Bombay. L'objectif de ce projet consiste à restaurer la foi et la confiance entre deux groupes religieux, les Hindous et les Musulmans. Les efforts ont été concentrés sur les enfants dans les écoles et des associations locales d'habitants ont également été impliquées pour mettre en confiance la population.
- **Traitement des eaux usées par lentilles d'eau au Bangladesh, Tangail** - Enda Vietnam. Le projet vise à améliorer l'assainissement, les conditions sanitaires (hygiène, santé, nutrition), les revenus de la population bénéficiaire du projet en protégeant l'environnement et en réduisant la pollution, au travers d'une gestion communautaire des bassins d'eaux usées.

Dans le paysage en évolution rapide du développement partagé, ces deux volumes proposent une lecture actuelle des pratiques urbaines, dans leurs dimensions sociologiques, économiques et méthodologiques.

SERIE SOURCES DOCUMENTAIRES

Villes du monde, catalogue audiovisuel

La production audiovisuelle consacrée aux thèmes ayant trait à la ville est nombreuse et variée. Ce catalogue de 150 films, loin d'être exhaustif, constitue un essai de recensement de films se déroulant en milieu urbain. Il regroupe principalement les références que nos partenaires ont bien voulu nous communiquer, d'où l'accent marqué sur les productions francophones.

Les principaux critères de sélection qui ont été retenus sont les suivants :

- Le lieu filmé se déroule en milieu urbain ou privilégie tout thème qui se rapporte à la ville (dans ses aspects historiques, culturels, sociaux, économiques, environnementaux) ;
- nous avons donné la priorité aux films se rapportant aux villes du Sud ;
- nous avons accordé une place importante aux documents traitant de sujets graves dont l'ampleur est accentuée en milieu urbain. Il s'agit par exemple de documents sur le sida, les enfants de la rue, le travail des femmes.
- La date de réalisation des documents est ultérieure à 1985.

Environnement et développement urbain dans le Tiers Monde. Vol. 1 : orientations bibliographiques

Ce document produit dans le cadre de la Série documentaire du programme PRECEUP (Programme d'économie environnementale urbaine et populaire) est extrait de la base de données du secrétariat de ce programme. Il comporte principalement des références bibliographiques qui concernent les thèmes liés au développement et à l'environnement urbain. Le document est organisé de la façon suivante :

- Par sujet : l'habitat, la gestion des déchets et des eaux usées, la gestion de l'eau, la gestion de l'énergie, l'alimentation...
- Par processus : processus technique, processus économique, financier et commercial, processus institutionnel et juridique...

Les références bibliographiques regroupent aussi bien des expériences menées par des ONG, que des techniques, des comptes rendus de séminaires, des articles de réflexion ou des prises de position.

Environnement et développement urbain dans le Tiers Monde. Vol. 2 : Réseaux et sources d'informations

Cette liste des sources d'information qui regroupe différents acteurs intervenant en milieu urbain (centres d'informations et de documentation, réseaux d'ONG ou Programmes des Organisations Internationales) a été réalisée à partir du fichier d'adresses du secrétariat PRECEUP qui se consacre aux thèmes de l'environnement et du développement urbain.

Le document destiné à être mis à jour périodiquement ne présente qu'un aperçu encore incomplet des sources d'information que l'on peut répertorier sur les thèmes concernés. Ne sont inclus que les grands centres d'information et de documentation ainsi que les principaux réseaux d'ONG. Enfin, beaucoup de ces adresses se trouvent en France où dans des pays francophones.

Cependant même dans sa forme actuelle, ce recensement d'institutions ressources constituer nous l'espérons - un outil de travail et d'information efficace pour tous ceux qui s'intéressent aux questions d'environnement et de développement urbain.

Les organismes intéressés à figurer sur le répertoire sont par ailleurs invités à nous contacter.